

BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Note d'Information

**Emprunt Obligataire de 500 000 000 DH
(CINQ CENTS MILLIONS DE DIRHAMS)**

Emission primaire	50 000 obligations
Valeur nominale	10 000 DH
Taux d'intérêt	6,25%
Durée	5 ans
Période de souscription	du 25 au 29 octobre 1999

VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de l'article 14 du dahir portant loi n°1-93-212 du 4 Rabia II 1414 (21 septembre 1993) relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente Note d'Information a été soumis à l'appréciation du C.D.V.M. qui l'a visé sous la référence n°54/99... 20/10/1999

Le Directeur

INTRODUCTION EN BOURSE

Abdellatif FAOUZI

Une demande d'inscription à la cote officielle des titres, objet de la présente opération, a été adressée à la Bourse des Valeurs de Casablanca. Cette demande a été admise le 19 octobre 1999, la première cotation aura lieu le 02 novembre 1999.

Organisme de placement

BNDE



SOMMAIRE

I. ATTESTATIONS DES RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES	page 5
1. Le Président Directeur Général	Page 5
2. Les commissaires aux comptes	Page 5
3. Les auditeurs externes	Page 6
II . AVERTISSEMENT	Page 8
III. PRESENTATION DE L'OPERATION	Page 9
1. Cadre et objectifs de l'opération	Page 9
2. Caractéristiques des obligations émises	Page 10
3. Bénéficiaires	Page 11
4. Régime fiscal des obligations	Page 11
5. Modalités de publication des résultats de l'opération	Page 11
6. Identification des souscripteurs	Page 11
IV. PRESENTATION DE LA BNDE	Page 12
1. Renseignements à caractère général	Page 12
2. Organisation et contrôle	Page 15
3. Evolution récente et perspectives d'avenir	Page 22
4. Activité des principales participations de la BNDE	Page 26
5. Comportement boursier du titre BNDE	Page 33
6. Situation financière et performances 1998	Page 34
7. Situation comptable au 31 Juillet 1999	Page 41
V. FACTEURS DE RISQUES	Page 42
• Risque de change	Page 42
• Risques liés à la	Page 42
• Risque de taux	Page 43
• Faits exceptionnels et litiges	Page 43
VI. SYSTEME ET PRINCIPES DES TRAITEMENTS COMPTABLES	Page 44
VII. ETATS ET RAPPORTS FINANCIERS ANNEXES	Page 51
VIII. SITUATIONS FINANCIERES DES FILIALES	Page 52



ABREVIATIONS

APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
CDN	Certificat de Dépôt Négociable
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDVM	Conseil déontologique des Valeurs Mobilières
CD	Cession directe
DJC	Département Juridique et Contentieux
DH	Dirhams
FCP	Fonds Communs de Placement
FS	Franc suisse
FCFA	Franc Centre Afrique
G.P.B.M	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
IGR	Impôt Général sur le Revenu
IMME	Industrie Mécanique Métallurgique et Electrique
IS	Impôt sur les Sociétés
KDH	Milliers de Dirhams
MDH	Millions de Dirhams
MC	Marché Central
MB	Marché des blocs
MO	Marché officiel
ONMT	Office National Marocain de Tourisme
OPCVM	Organismes de Placements Collectifs en Valeur Mobilières
S I C A V	Société d'Investissement à Capital Variable
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée



AVANT PROPOS

La présente note d'information a été conçue par la BNDE pour l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 500 Millions de Dirhams.

Cette note d'information ne constitue en aucun cas une sollicitation d'achat de valeurs mobilières.

Le contenu de cette note a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- les comptes sociaux de la BNDE de 1996 ; 1997 et 1998 ;
- les rapports des commissaires aux comptes établis pour les exercices 1996 ; 1997 ; 1998
- le rapport des auditeurs externes sur les comptes arrêtés au 31 Décembre 1998.

LA BANQUE NATIONALE POUR
LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

SEPTEMBRE 1999



I. ATTESTATIONS DES RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES.

BNDE

A notre connaissance, les données de la présente Note d'Information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la BNDE ainsi que les droits rattachés aux obligations offertes. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Farid DELLERO
Président Directeur Général

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans la présente Note d'Information en effectuant les diligences généralement admises et compte tenu des dispositions réglementaires en vigueur.

Les comptes sociaux clos le 31 Décembre 1996, 1997 et 1998 ont fait l'objet de vérification par nos soins.

La sincérité des informations financières et comptables présentées n'appelle de notre part aucune observation.

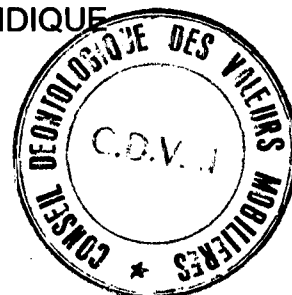
Mr. Mostafa DAOUDI
44, Rue Mohamed Smiha
Casablanca

Mr. Hamad JOUAHRI
44, Rue Mohamed Smiha
Casablanca

L'ATTESTATION DU CONSEILLER JURIDIQUE

L'opération, objet de la présente note d'information, a été décidée conformément aux dispositions statutaires et aux procédures et règles de la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

SALAH EDDINE RONDA
DIRECTEUR DELEGUE
CHARGE DU DEPARTEMENT JURIDIQUE
ET DU CONTENTIEUX



LES AUDITEURS EXTERNES

① Nous avons audité les bilans de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) aux 31 Décembre 1998 et 1997 ainsi que les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits et les états de la variation de sa situation nette et de ses ressources et emplois de fonds pour les exercices clos à ces dates. La préparation de ces états financiers relève de la responsabilité de la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission conformément aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend un examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants présentés et les informations contenues dans les états financiers. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la direction ainsi que de la présentation générale des états financiers. Nous pensons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

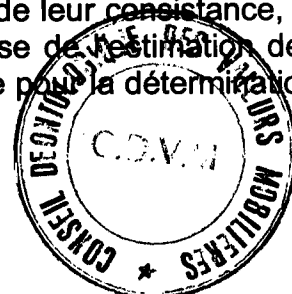
② L'encours total des crédits à la clientèle au 31 Décembre 1998 comprend des arriérés en principal et intérêts pour DH 743 millions (1997 : DH 619 millions) dont DH 148 millions (1997 : DH 143 millions) sont relatifs à l'activité commerciale.

Pour la détermination de la provision pour créances en souffrances à la date du 31 Décembre 1998, la Banque a appliqué aux dossiers de crédits présentant des arriérés à cette date les règles prévues par les Circulaires et Instructions de Bank Al-Maghrib du 6 Décembre 1995 relatives aux mesures prudentielles en matière de couverture des créances en souffrance par des provisions. Le montant de la provision pour créances douteuses ainsi déterminé, soit DH 682 millions, correspond à celui comptabilisé par la BNDE à la date de clôture et ce, conformément aux dispositions des Circulaires et instructions mentionnées en matière de taux de couverture des créances en souffrance par les provisions correspondantes.

Les circulaires et Instructions de Bank Al-Maghrib prévoient, par ailleurs, d'autres dispositions pour lesquelles la Banque a rencontré des difficultés dans leur mise en place effective et qui par conséquent n'ont pu être systématiquement appliquées pour ces dossiers de crédit. Il s'agit en l'occurrence de celles suivantes :

- L'obtention et l'analyse des états financiers des clients (l'existence de situations financières déséquilibrées étant un parmi les critères de classification des créances en souffrance) ;
- L'évaluation des garanties hypothécaires déduites des créances en souffrance par un expert indépendant.

En ce qui concerne ce dernier point, compte tenu de leur nature et de leur consistance, la valeur réelle des garanties hypothécaires détenues est, sur la base de l'estimation des services de la Banque, en règle générale, supérieure à celle retenue pour la détermination de la provision pour créances en souffrance.



③ Comme indiqué à la Note 7 (b), la BNDE détient des participations significatives dont certaines sont supérieures à 50 % du capital social de certaines sociétés. Les états financiers de ces sociétés ne sont pas consolidés dans ceux de la BNDE. La préparation d'états financiers consolidés, laquelle n'est pas encore exigée par les normes comptables marocaines, est cependant requise par les normes comptables internationales.

D'autre part dans le cadre de l'augmentation du capital de la BMAO de DH 200 millions à DH 500 millions intervenue durant l'exercice, la Banque a accru de manière significative le montant de sa participation, le portant de 110 millions DH à 410 millions DH (82 % du capital) ; cette participation demeure provisionnée à hauteur de DH 19 millions, sans changement par rapport aux exercices précédents. La BMAO a, au cours des dernières années, entamé des actions d'envergure visant, notamment, à rétablir sa situation financière, à renforcer ses fonds propres et à déterminer l'ensemble des créances en souffrance et les provisions y afférentes dans le respect, notamment, des règles prudentielles établies par Bank Al-Maghrib telles que mentionnées au niveau du paragraphe 2 ci-dessus. Ces actions demeurent toujours en cours à la clôture de l'exercice 1998. Nous ne sommes pas en mesure, à ce stade, de nous prononcer sur la suffisance de la provision pour dépréciation constatée jusqu'à cette date.

④ En outre la Banque détient une participation d'environ DH 61 millions dans le capital d'une société industrielle qui a également bénéficié de crédits importants. Suite à une chute des cours mondiaux de son produit fini, cette société a enregistré des déficits cumulés au 31 décembre 1998 représentant 55 % de son capital social.

La Banque n'a pas constitué de provisions pour dépréciation de titres ou pour créances douteuses. En effet, la société n'a pas d'arriérés sur les crédits et la Banque estime que les difficultés actuelles de cette société sont conjoncturelles et que la reprise du niveau des cours, dont les premiers indices sont actuellement perceptibles au niveau mondial devrait contribuer à terme à la résorption de l'ensemble de ses déficits.

⑤ A notre avis, à l'exception de ce qui est décrit dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessus, les états financiers cités au paragraphe 1 ci-dessus donnent, pour tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) aux 31 Décembre 1998 et 1997 ainsi que des résultats de ses opérations, des variations de sa situation nette et de ses ressources et emplois de fonds pour les exercices clos à ces dates, conformément à des principes comptables admis. Les principes comptables les plus importants, utilisés dans la préparation des états financiers de la BNDE, sont décrits dans la note 3.

Price Waterhouse

A. BELKASMI
Le 04 MAI 1998



II. AVERTISSEMENT

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investisseur en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la bourse à la hausse comme à la baisse sous l'influence des facteurs internes ou externes à la société concernée.

RESTRICTIONS DE PLACEMENT

L'organisme de placement n'offrira les titres à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre. Dans les limites arrêtées par les lois et règlements en vigueur, le CDVM n'encourt pas de responsabilité du fait du non respect par l'organisme de placement de ces lois ou règlements



III. PRESENTATION DE L'OPERATION

1. CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

- **Autorisation :**

Conformément aux dispositions de l'article 19 des statuts de la BNDE, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre, sans recourir à l'Assemblée Générale des actionnaires, en une ou plusieurs fois et quand il le jugera à propos, des obligations ou des bons.

Le Conseil d'Administration détermine le type, l'intérêt et les conditions d'émission et de remboursement de ces bons et de ces obligations.

Le Conseil d'Administration du 29 octobre 1998 a délégué ledit pouvoir à son Président, Monsieur FARID DELLERO.

- **Objectifs et produit de l'opération :**

Le produit de cette opération sera affecté au financement des investissements à long et moyen terme agréés par la BNDE.

Le montant total de financement des investissements à LMT prévu pour l'exercice 1999 est de l'ordre de 1 Milliard de Dirhams. La présente émission doit contribuer partiellement au financement de ce besoin. Les autres ressources mobilisées pour le financement de ces investissements portent sur l'émission de CDN, et les tirages sur lignes étrangères, en plus de l'autofinancement.

- **Nombre et valeur des titres et produit de l'émission :**

Le présent emprunt obligataire d'un montant nominal de DH 500.000.000,00 est représenté par 50 000 obligations de valeur nominale DH 10.000 chacune.

Le produit net de l'opération après prélèvement dû aux intermédiaires financiers et frais légaux serait de DH 499.500.000,00.

- **Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions :**

Le réseau de la BNDE.

- **Organisme financier chargé du service financier :**

La Banque Nationale pour le Développement Economique, 12 Place des Alaouites Rabat.

- **Organismes chargé de l'enregistrement en bourse : SAFABOURSE CASABLANCA**

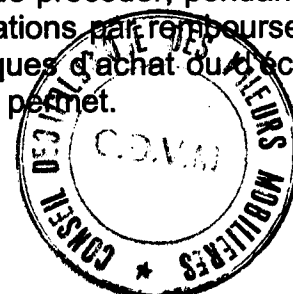


2. CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS EMISES

- Nature obligations non garanties par l'Etat
- Nombre 50 000
- Forme obligations dématérialisées (au porteur)
- Titres entièrement libérés et libres de tout engagement
- Valeur nominale 10 000 DH
- Durée 5 ans
- Droits rattachés aux titres droits aux intérêts et au principal
- Date de jouissance 02/11/ 1999.
- Intérêt 6,25 %.
- Modalités de remboursement annuel
- Garantie externe L'emprunt obligataire, objet de la présente note d'information, ne fait l'objet d'aucune garantie.
- Date de demande à la cotation officielle 11 octobre 1999.
- Date de la première cotation 02/11/1999.
- Catégorie d'inscription des titres à la cote Obligation
- Restrictions de négociabilité aucune
- Liquidité Titres librement négociables sur le marché secondaire à la bourse des valeurs de Casablanca.
- Amortissement des obligations : les intérêts rapportés par les obligations seront payés annuellement à la date d'obligation sur le capital restant dû. Le principal sera remboursé annuellement.

ANNEES	Capital restant dû	Amortissement	Intérêts
1	10 000	2 000	625
2	8 000	2 000	500
3	6 000	2 000	375
4	4 000	2 000	250
5	2 000	2 000	125

- Possibilité de remboursement anticipé : la BNDE s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement. Toutefois, la BNDE pourra procéder soit à des offres publiques d'achat ou d'échange des obligations si le contexte prévu par la loi en vigueur le permet.



- Rang des créances : il n'existe aucune subordination de cet emprunt obligataire par rapport aux autres dettes de la société.

3. BENEFICIAIRES

- Les investisseurs institutionnels résidents ou non résidents ; les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (SICAV et FCP) dûment agréés, les compagnies d'assurances et de réassurances, les caisses ou régimes de retraite, la Caisse de Dépôts et de Gestion, les sociétés de bourse, les fonds d'investissement de droit étranger et les établissements de crédit.
- Toute personne physique ou morale non institutionnelle résidente ou non résidente.

Au terme de la période de souscription, les obligations seront librement négociables à la Bourse des Valeurs de Casablanca par tout type d'investisseurs.

- **Modalité d'allocation** : l'allocation se fera au prorata des demandes reçues

4. REGIME FISCAL DES OBLIGATIONS

Le régime fiscal s'appliquant aux obligations objet de la présente opération est celui de droit commun actuellement en vigueur au Maroc.

1. Taxation des revenus

Conformément à l'article 6 de la loi de finances pour l'année 1992, une taxe sur les produits de placement à revenus fixes (TPPRF) est appliquée sur les intérêts d'obligations.

Personnes résidentes

La TPPRF est appliquée au taux de :

- . 30 % libératoire de l'IGR pour les personnes physiques qui ne sont pas soumises selon le régime du bénéficiaire net réel BNR ou le régime du bénéfice net simplifié BNS (produisant une attestation de l'administration fiscale relative au régime d'imposition).
- . 20 % imputable sur la cotisation de l'IGR ou de l'IS avec droit de restitution pour les personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IGR selon le régime du BNR ou du BNS.

Personnes non résidentes :

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10 %



2. Taxation des plus-values

Personnes résidentes :

- . Personnes morales : elles sont imposables sur les profits de cession d'obligations conformément aux dispositions prévues dans la loi 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ou dans la loi 17-89 instituant un impôt général sur les revenus.
- . Personnes physiques : la législation en vigueur depuis le 1^{er} Juillet 1999 prévoit une taxe sur les profits de cession des valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance d'un taux de 20 %.

Le profit de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré , le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le profit ou la partie du profit correspondant à un prix de cession ne dépassant pas 20.000 DH est exonéré de ladite taxe.

Personnes non résidentes :

La taxe sur les profits de cession de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance ne s'applique pas »

5. MODALITES DE PUBLICATION DES RESULTATS DE L'OPERATION

Les résultats de l'opération seront publiés au Bulletin de la cote de Casablanca, et communiqués à la presse au plus tard le 03 novembre 1999.



6. IDENTIFICATION DES SOUSCRIPTEURS

- Pour les investisseurs institutionnels résidents (hors OPCVM), la photocopie du registre de commerce fera foi ;
- Pour les OPCVM, la photocopie de la décision d'agrément fera foi ;
- Pour les investisseurs institutionnels étrangers, une référence faisant foi dans le pays d'origine et attestant de l'appartenance à la catégorie est nécessaire ;
- Pour les personnes physiques de nationalité marocaine, la photocopie de la carte nationale fera foi.
- Pour les personnes physiques résidentes non marocaines, la photocopie de la carte de résident fera foi;
- Pour les personnes physiques non résidentes non marocaines, la photocopie des premières pages du passeport fera foi
- Pour les personnes morales résidentes et non institutionnelles, la photocopie du registre du commerce fera foi ;
- Pour les personnes morales non résidentes et non institutionnelles, tout document faisant foi dans le pays d'origine et attestant de l'appartenance à la catégorie est nécessaire ;
- Pour les associations, la photocopie des statuts et la photocopie de l'autorisation d'exercer sont nécessaires.

7. Représentation des obligataires

Conformément à l'article 299 alinéa 1 et l'article 300 alinéas 1 et 2 du dahir n°1-96-124 portant promulgation de loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, les porteurs d'obligations d'une émission sont groupés de plein droit pour la défense de leurs intérêts communs en une masse dotée de la personnalité morale.

La masse est représentée par un ou plusieurs mandataires élus par l'assemblée générale ordinaire des obligataires dans le délai d'un an à compter de l'ouverture de la souscription. En attendant la tenue de l'assemblée générale ordinaire, le conseil d'administration de la BNDE devra procéder dès l'ouverture des souscriptions à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires.



IV. PRESENTATION DE LA BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

- **Dénomination sociale** Banque Nationale Pour le Développement Economique
- **Siège social** 12, Place des Alaouites, Rabat BP 407
- **Forme juridique** Société Anonyme, régie par loi n°17-95 du 30 Août 1996 relative aux sociétés anonymes.
La BNDE est également régie par le Dahir portant loi n°1-93-147 du 7 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle.
- **Date de constitution** 24 Juillet 1959
- **Durée de vie** 99 ans
- **Objet social :**
 - ♦ Concourir au Développement Economique du Maroc ;
 - ♦ Recevoir du public des dépôts ;
 - ♦ Consentir des prêts pour tout projet d'investissement productif ;
 - ♦ Faire toutes opérations de banque et de change ;
 - ♦ Escompter ou prendre en pension tout effets représentatifs de crédits à moyen terme ;
 - ♦ Donner toutes garanties notamment par voie d'aval ou d'acceptation ;
 - ♦ Participer à la création et au développement de toutes sociétés ou entreprises.
- **Exercice social** du 1^{er} Janvier au 31 Décembre
- **Identité des fondateurs** Etat Marocain
- **Capital social** DH 600.000.000,00 (entièrement libéré)



Evolution du capital social de la BNDE :

- Le 24 Juillet 1959 le capital BNDE était de DH 20.000.000,00 ;
- Le 09 Février 1963 augmentation de capital en numéraire de DH 10.000.000 ;
- Le 24 Juin 1968 réduction du capital de DH 10.000.000 ;
- Le 28 Décembre 1972 augmentation du capital par incorporation de réserves de DH 2.400.000 et en numéraire de DH 10.000.000,00 ;
- Le 27 Juin 1975 augmentation de capital par incorporation de réserves de DH 3.240.000 et en numéraire de DH 34.360.000,00 ;
- Le 14 Décembre 1977 augmentation de capital de DH 70.000.000,00 ;
- Le 29 Décembre 1986 augmentation de capital en numéraire de DH 70.000.000,00 ;
- Le 10 Juillet 1991 augmentation de capital par incorporation de réserves de DH 21.000.000,00 et en numéraire de DH 105.000.000 ;
- Le 29 Avril 1993 augmentation de capital en numéraire :
 - . 168.000.000 au pair, soit 50 DH l'action ;
 - . 96.000.000 avec prime d'émission, soit 65 DH l'action.



LISTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES (au 31.12.1998)

• Etat	B	4 099 482	34,16
• Caisse de Dépôt et de Gestion	B	3.036.000	25,30
• Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites	B	497 250	4,14
• L'Agence Française de Développement	B	391 162	3,26
• Divers	B et V	3 976 106	33,14
<u>Dont :</u>			
• Au porteur en bourse (action catégorie verte)		1 997 091	16,64%
• Actions catégorie bleue (particuliers)		389 809	3,25%
TOTAL		12.000.000	100

Les actions de la BNDE se répartissent en deux catégories de titres :

- Les titres d'actions de catégorie verte sont au porteur ou nominatifs, au choix de l'actionnaire ; ils sont librement transmissibles.
- Les titres d'actions de catégorie bleue sont obligatoirement nominatifs et sont cessibles sous réserve de l'exercice du droit de rachat prévu à l'article 12 des statuts.
- La B.N.D.E. a procédé à l'harmonisation de ses statuts avec la loi n° 17/95 relative à la société anonyme, le 6 mai 1999.
C'est ainsi que son Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de porter le montant nominal de l'action BNDE de 50,00 à 100,00 dirhams, par regroupement de deux actions anciennes pour une nouvelle.

En vertu des résolutions ainsi prises, le capital social est désormais fixé à 600.000.000 de dirhams divisé en 6.000.000 actions de 100 dirhams chacune.

N.B. : (B) Signifie action de catégorie bleue.
(V) Signifie action de catégorie verte.



2. ORGANISATION ET CONTROLE

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MONSIEUR MUSTAPHA FARIS	PRESIDENT D'HONNEUR DE LA BNDE RABAT MAROC
MONSIEUR FARID DELLERO	PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA BNDE RABAT/MAROC
BANK AL-MAGHRIB	REPRESENTEE PAR MONSIEUR MOHAMED SEQAT, VICE PRESIDENT, GOUVERNEUR DE BANK AL-MAGHRIB RABAT/MAROC
LE TRESOR	REPRESENTE PAR MONSIEUR LOUDYI ABDELLATIF, DIRECTEUR DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	REPRESENTEE PAR MONSIEUR KHALID ELKADIRI, DIRECTEUR GENERAL - RABAT/MAROC
SOCIETE NATIONALE D'INVESTISSEMENT	REPRESENTEE PAR MONSIEUR M'FADEL LAHLOU, PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL RABAT/MAROC
OFFICE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	REPRESENTE PAR MONSIEUR MOURAD BACHIR EL BOUHALI, DIRECTEUR GENERAL
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	REPRESENTE PAR MONSIEUR BOUSELHAM HILIA, SECRETAIRE GENERAL P.I. RABAT/MAROC
MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA PREVISION ECONOMIQUE ET DU PLAN	REPRESENTE PAR MONSIEUR MOHAMED BIJAAD, SECRETAIRE GENERAL RABAT/MAROC
L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	REPRESENTEE PAR MONSIEUR REMI GENEVEY, DIRECTEUR DE L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT AU MAROC RABAT, MAROC
KUWAIT INVESTMENT COMPANY (SAK)	REPRESENTEE PAR MONSIEUR MOHAMED AL GHARABALLY KUWAIT



ASSURANCES « AXA – AL AMANE »	REPRESENTEE PAR MONSIEUR MOHAMED EL MEHDI BOUGHALEB, PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL CASABLANCA/MAROC
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE « CIMR »	REPRESENTEE PAR MONSIEUR AZZEDINE GUESSOUS, PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL CASABLANCA/MAROC
MUTUELLE AGRICOLE MAROCAINE D'ASSURANCES MAMDA/MCMA	REPRESENTEE PAR MONSIEUR ABED YAGOUBI SOUSSAN DIRECTEUR GENERAL RABAT/MAROC
COMPAGNIE NORD AFRICAINE INTERCONTINENTALE – CNIA	REPRESENTEE PAR MONSIEUR SAAD KANOUNI, PRESIDENT DU DIRECTOIRE - CASABLANCA/MAROC
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	MONSIEUR LOTFALLAH CHEGGOUR INSPECTION GENERALE DES FINANCES RABAT/MAROC

• EQUIPE DIRIGEANTE

Nom & Prénom	Fonction
M. Farid DELLERO	Président Directeur Général
M. Mohamed AISSAOUI	Directeur Général Adjoint
M. Mohamed Rachid FREJ	Directeur Général Adjoint
M. Ahmed RHOULAMI	Directeur Général Adjoint
M. Abdeslam BERKIA	Secrétaire Général
M. Mohamed AMRAOUI	Directeur délégué

M. Farid DELLERO (59 ans) est Président Directeur Général. Il a intégré la BNDE en 1966 en qualité de cadre supérieur. Rompu aux méthodes de gestion, d'évaluation et d'analyse, Monsieur DELLERO est lauréat de l'Université de Madrid en Sciences Economiques et diplômé du Cycle Supérieur de Gestion de l'I.S.C.A.E. Monsieur DELLERO a occupé les fonctions de Directeur du Département des « projets et Participations » et de Directeur du Département de l'Evaluation.

Le 13 avril 1982, Monsieur DELLERO est promu Directeur Général de la B.N.D.E. trois années plus tard, il est désigné Administrateur Directeur Général.
En 1992, Sa Majesté le Roi Hassan II le nomme Haut Commissaire du Pavillon du Maroc à l'exposition Universelle de Séville.

Le 15 avril 1993, Monsieur DELLERO est nommé Vice-Président Directeur Général.
Le 21 juillet 1994, il est nommé par sa Majesté le Roi Hassan II Président Directeur Général de la B.N.D.E.

M. Mohamed AISSAOUI (52 ans), est lauréat de la faculté de Droit et des Sciences Economiques de Rabat où il a obtenu une licence en économie en 1968 mention assez



bien et un certificat d'économie générale du DES en 1970. Il a exercé pendant 18 ans au Ministère des Finances où il a assumé des responsabilités en tant qu'inspecteur des Finances puis en tant que Directeur Adjoint chef de la Division de la monnaie et du crédit. Il est promu Inspecteur des Finances de Grade Exceptionnel.

Depuis 1987, Monsieur Aissaoui est détaché auprès de la BNDE et nommé Directeur Général Adjoint, responsable de la Direction du Financement des investissements.

M. Mohamed Rachid FREJ (54 ans) est titulaire d'un B.T.S en 1968 (Nancy).. Il a intégré la B.N.D.E le 2 décembre 1968 en tant que comptable supérieur.

Après avoir été Adjoint du Chef de Département, il est nommé en 1983, Directeur, Chef du Département des Finances et de la Comptabilité.

Outre sa fonction en 1986, Monsieur FREJ est chargé de l'Intérim du Département du Recouvrement relevant de la Direction de la Gestion des Opérations Engagées.

Depuis 1990 à ce jour, il a occupé le poste de Directeur Central puis Directeur Délégué, Responsable de la Direction Financière. Celle-ci regroupe les Départements de la Comptabilité et du Budget, de l'International, du Contrôle de Gestion, des Activités à Court Terme y compris le réseaux, et des Ressources Financières. Actuellement il occupe le poste de Directeur Général Adjoint.

Monsieur Ahmed RHOULAMI (55 ans) diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de REIMS a commencé sa carrière à la Banque en 1966 au sein du Département du Suivi puis dans le Département des Finances et de la Comptabilité.

En 1974, Monsieur Ahmed RHOULAMI est nommé Chef du Département des Finances et de la Comptabilité.

En 1983, il est nommé Secrétaire Général de la Banque.

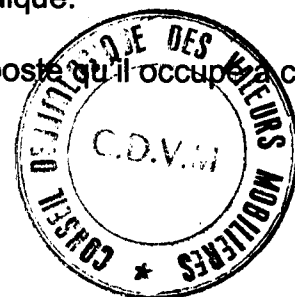
En 1986, Monsieur Ahmed RHOULAMI est nommé Directeur Général Adjoint de la B.N.D.E., Responsable de la Direction de Gestion des Opérations Engagées.

Monsieur Abdeslam BERKIA (59 ans), Lauréat de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs, Promotion Mohamed V. Avant d'intégrer la B.N.D.E., Monsieur Abdeslam BERKIA a occupé diverses fonctions en tant que Chef du Service Electrique du B.R.P.M., Ingénieur en Chef des Ateliers d'Entretien et de Réalisations Mécaniques et Electriques. Il a rejoint la Compagnie Marocaine des Cartons et Papiers à Kénitra comme Chef du Service de l'Energie puis Directeur Technique de la Société.

Le 1^{er} Octobre 1981, Monsieur BERKIA a intégré le Département Technique de notre Institution.

En 1985, il est nommé Directeur, Chef du Département Technique.

En 1988, Monsieur BERKIA est nommé Secrétaire Général, poste qu'il occupe à ce jour.



M. Mohamed AMRAOUI (53 ans) est lauréat de l'Ecole Mohammadia d'Ingénieurs en 1969. Embauché immédiatement par la Société Marocaine Jacques borjonneau et Cie en qualité d'ingénieur Technico-Commercial. En 1972, il intègre la B.N.D.E en tant qu'ingénieur d'évaluation des projets d'investissement au sein du Département technique.

En 1983, il est nommé Directeur Adjoint, chef de la division technique.

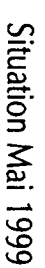
Promu en tant que Directeur du département des crédits spécialisés et de la promotion en 1986, il est désigné par la suite comme Adjoint au Directeur Général Adjoint, puis responsable du département technique et de l'ingénierie. Depuis 1995, Monsieur AMRAOUI est Directeur Délégué responsable de l'activité banque d'affaires.



d. le Cation
 d. les Fragments
 d. l'Anion
 d. l'adjoint
 d. l'adjoint

Valeurs Mobilières
 C.G.V.

Département
 d'Administration
 d'Adjoint



• LES GRANDES ETAPES DE DEVELOPPEMENT DE LA BNDE

1959. La BNDE a été créée le 24 juillet 1959 sous la forme d'une société anonyme de droit privé avec une participation importante de l'Etat et des institutions bancaires et financières aussi bien nationales qu'internationales. Sa vocation était de favoriser le développement économique du Maroc en encourageant particulièrement les initiatives privées. A cette fin, elle recourt à des ressources qu'elle mobilise sur le marché local et auprès des organismes internationaux;

1973. L'action de la BNDE est cotée à la Bourse des Valeurs de Casablanca depuis le 16 juillet 1973. Les dernières cotations enregistrées indiquent qu'elle est traitée à 142 DH pour une valeur nominale de 100 DH.

1987. Tout en consolidant quantitativement et qualitativement sa position en tant que principal organisme de financement des investissements productifs, la BNDE s'est attachée depuis 1987 à diversifier son activité en l'étendant à d'autres produits financiers tels que les avals de crédits à termes et les opérations liées à l'activité de banque commerciale. De même, dans l'optique d'une plus grande intégration de ses opérations bancaires la Banque a créé en 1989 un département de l'international.

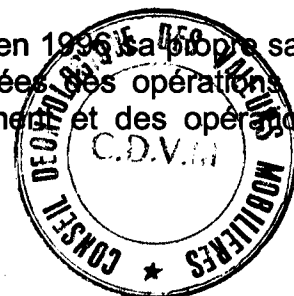
En 1989, la BNDE est retenue parmi les sociétés publiques et semi-publiques appelées à être privatisées.

1993. Dans le cadre de sa stratégie visant à étendre ses activités à la collecte de dépôts, la BNDE a pris une participation majoritaire dans la BMAO disposant d'un réseau de 32 agences.

1994 Dans un souci d'adaptation aux mutations du système bancaire et financier, la BNDE a cherché à diversifier son activité en intégrant depuis 1994 de nouveaux métiers de la finance qui désormais, font partie de sa stratégie de développement. Cette nouvelle activité dite de banque d'affaires, porte aussi bien sur la gestion du portefeuille de participations de la banque, que la gestion des OPCVM et le développement des activités relevant du domaine de la banque conseil.

Ces activités concernent essentiellement l'assistance et le conseil des entreprises en matière de fusion-acquisition, montage financier, gestion de fortunes, restructuration industrielle et d'une manière générale tous les services et opérations liés directement ou indirectement à l'activité de banque d'affaires. L'activité de banque conseil a pu inscrire à son actif la réalisation d'un certain nombre d'opérations, telles notamment la privatisation de la CIOR et de la SNEP ; de l'évaluation des cimenteries du nord, et de Cellulose du Maroc ; la fusion des affaires du groupe CEMENTS DU MAROC ; l'introduction en bourse de CIOR et de Maroc Leasing.

1996. Avec la libération du marché des changes, la BNDE a créé en 1996 sa propre salle de change devenue depuis une salle des marchés où sont traitées des opérations de change au comptant et à terme ; des opérations de refinancement et des opérations monétaires.



• RESSOURCES HUMAINES

Moyens humains

Quasi stable, l'effectif de la BNDE, qui était de 283 personnes en 1996 et 299 personnes en 1997, s'élève en 1998 à 304 personnes réparties comme suit :

	1996	1997	1998	%
CADRES SUPERIEURS	66	75	80	26,31
CADRES	46	44	44	14,47
CADRES MOYENS	63	66	73	24
EMPLOYES	108	114	107	35,22
TOTAL	283	299	304	100 %

Les cadres par qualification se répartissent de la manière suivante :

	1996	1997	1998	%
SCIENTIFIQUES	19	19	19	16 %
ECONOMIQUES	53	54	55	45%
FINANCIERS	12	17	19	14 %
AUTRES	28	29	31	25%
TOTAL	112	119	124	100%

Le personnel dont l'âge moyen se situe autour de 40 ans et dont l'ancienneté moyenne est de 13 ans, jouit d'une bonne expérience dans les différents secteurs d'activité bancaire.

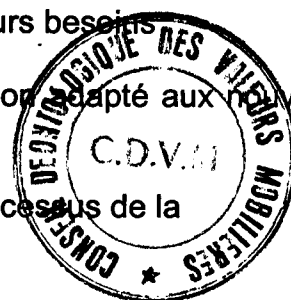
• SYSTEME D'INFORMATION :

Dans le cadre de l'ouverture et de la banalisation du secteur bancaire marocain, la BNDE est engagée depuis plusieurs années dans une profonde mutation. Dès 1995, la Banque a lancé la conception d'un Schéma Directeur Informatique visant à répondre dans une philosophie de recours aux nouvelles technologies à ses ambitions.

La BNDE dispose d'un système d'information dont la finalité consiste à répondre aux besoins de la Banque sur l'ensemble de ses activités actuelles et lui permettre de faire face à l'évolution de ses métiers et de son environnement.

Cette finalité stratégique se décline en cinq objectifs majeurs :

- Améliorer la qualité du service offert aux clients et anticiper leurs besoins ;
- Optimiser la productivité et l'efficacité des Back-Office ;
- Mettre en place un système de Pilotage et d'aide à la décision adapté aux nouvelles activités de la Banque ;
- Intégrer rapidement les besoins nés des nouveaux métiers ;
- Renforcer la sécurité de l'ensemble des traitements et des processus de la Banque.



Principes fondateurs :

- Une indépendance du système d'information par rapport à l'organisation de la Banque et ses évolutions ;
- Une accessibilité et une circulation de l'information ;
- Le maintien d'une qualité de service élevée, indépendamment des variations de volumes d'opérations et des évolutions techniques.

Principes en matière de technologie :

- Une approche pragmatique en termes de développement informatique s'appuyant sur des réalisations internes et en recourant à des solutions externes ;
- La recherche d'indépendance vis à vis des fournisseurs par le recours à des choix de solutions ouvertes.

Principes en terme d'architecture :

- Une répartition des données et des traitements entre site central, agence et poste utilisateur dans le cadre d'une orientation vers un modèle Client/ Serveur ;
- Un renforcement de la sécurité du dispositif mis en place dans un contexte technologique complexe ;
- Une capacité d'intégration de nouveaux systèmes et de nouvelles applications sans remise en cause des investissements antérieurs.

La Banque s'appuie sur une configuration technique activant un serveur Bureautique, deux serveurs d'application, un serveur de données et un serveur de développement et sert plus de 250 PC sur plusieurs sites (Siège et Agences). L'ensemble du système fonctionne dans un environnement d'exploitation WINDOWS NT. Le Département Informatique réalise de nouvelles applications avec un outil de développement de dernière génération en langage Objet (NATSTAR) en s'appuyant sur des bases de données INFORMIX. Dorénavant, les utilisateurs disposeront d'un outil d'aide à la décision BUSINESS OBJECT qui leur offrira une autonomie d'interrogation du système d'information.

Toutes les fonctions de gestion (paie, comptabilité, système d'évaluation et de gestion des prêts....) sont gérées par des progiciels confectionnés par les ingénieurs de la BNDE.

Le passage à l'an 2000 ne pose aucun problème dans la mesure où la banque a saisi tous ces fournisseurs (matériel et logiciel) pour s'assurer de la conformité de leurs produits avec les exigences techniques de l'an 2000.

Sur le plan applicatif BNDE, la totalité des applications (80%) qui couvrent l'essentiel de l'activité de la banque ne présente pas de problèmes quant à leur passage à l'an 2000. Le reste des applications est en cours de mise à jour pour les rendre conformes à l'an 2000.



3. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR :

• Activité 1996 - 1998 :

L'activité cœur de la Banque est axée sur le soutien au développement économique du Maroc en finançant principalement les investissements à caractère productif et d'une manière générale la mise en valeur des potentialités industrielles du pays.

A ce titre, la Banque intervient au moyen d'octroi de crédits à long et moyen termes, de prises de participations, d'assistance à l'identification de projets rentables et de montages financiers à long terme.

Dans l'optique d'une plus grande intégration de ses opérations bancaires, la BNDE s'est attachée depuis 7 ans à renforcer ses moyens d'action lui permettant de confirmer une présence étendue à toutes les gammes de produits offerts aux promoteurs.

C'est ainsi qu'à côté de l'ouverture d'agences, offrant un service complet de Banque commerciale, la BNDE a créé un Département de l'International et s'est dotée d'une structure de salle des Marchés pleinement opérationnelle depuis la libération des opérations de change en 1996. Le contrôle de la BMAO par la BNDE assure par ailleurs un potentiel synergique important dans l'augmentation des parts de marché de la BNDE.

Pour le financement de ces opérations à long terme, la Banque a recours à des ressources qu'elle mobilise sur le marché local, notamment sous forme d'emprunts obligataires, de CDN ou sur le marché financier international ainsi qu'auprès d'organismes de financement internationaux et régionaux.

Le tableau ci-après donne un aperçu sur les différents engagements de la Banque au cours des trois dernières années :

	(en millions de DH)		
	1996	1997	1998
Opérations de prêts			
- à Moyen & long terme	5 720	5 856	6.005
- à court terme	1 023	1 050	1.908
Participation	552	635	898
Opérations de dépôts			
- à vue	174	356	638
- à terme	533	1 188	1239
Opérations de caution	356	464	539
Opérations de trésorerie	10	15	19
Opérations de change (volume)	1 378	4 900	4.479



Le tableau ci-après donne la répartition sectorielle de l'encours des crédits à long et moyen terme.

	1996	1997	1998
Agro Industrie	981.866	1.108.438	1.126.890
Textile et cuir	988.364	894.735	777.893
Chimie & Parachimie	1.667.256	1.684.525	1.502.012
IMME	359.484	353.046	381.541
Energie & mines	239.170	249.814	251.524
Transport	162.110	166.547	154.786
Léasing	1.046.309	1.024.446	1.004.263
Autres activités	275.525	374.299	806.604
TOTAL	5.720.084	5.855.850	6.005.514

Le tableau ci-dessous donne la ventilation de l'encours des crédits à long et moyen terme par années restant à courir.

	1996	1997	1998
Moins d'un an	759.867	829.665	870.340
1 AN	655.954	445.837	435.449
2 ANS	628.019	520.038	500.748
3 ANS	580.782	611.066	667.576
4 ANS	378.239	541.280	583.877
5 ANS	619.979	608.081	645.466
Au delà de 5 ANS	2.097.244	2.299.883	2.302.058
TOTAL	5.720.084	5.855.850	6.005.514

• Positionnement de la BNDE

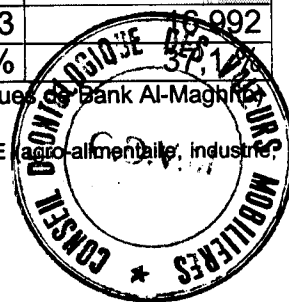
La capacité de la BNDE à maintenir sa part de marché dans les crédits à l'investissement autour de 39 % est particulièrement significative ainsi que l'indique l'évolution de cette part au cours des trois dernières années, en dépit de la perte de son monopole sur les crédits à moyen terme réescomptables auprès de Bank Al-Maghrib.

Part de la BNDE dans les crédits à l'investissement

	Fin 96	Fin 97	Fin 98
Encours du système bancaire (en MDH) *	14 093	15 563	16 992
Encours de la BNDE (%)	41%	38%	37,1%

(source : estimation BNDE sur la base des statistiques de Bank Al-Maghrib)

(*) encours long et moyen terme de l'ensemble des banques dans les secteurs d'intervention de la BNDE (agro-alimentaire, industrie, mines et énergie, transport, tourisme, etc)



- **perspectives d'avenir :**

En dépit de la concurrence très vive des banques commerciales, la BNDE continuera à favoriser les financements à terme, qui constituent son métier cœur, en développant pour ce faire des actions rationnelles de marketing, d'appui et de conseil aux promoteurs ainsi qu'une politique de mobilisation de ressources très active pour pouvoir continuer à offrir des financements à des conditions compétitives.

La banque continuera à veiller à une plus grande sélectivité des projets à financer, en se basant à la fois sur le critère de la viabilité économique et financière, sur l'évaluation poussée des risques liés aux autres conditions intrinsèques des projets ainsi qu'à la qualité et à la compétence des promoteurs.

De plus, concernant la mise à niveau des entreprises marocaines, la banque compte jouer un rôle important dans la restructuration de ces entreprises par l'assistance et le conseil et par une participation importante au financement des projets viables.

Le développement des crédits d'accompagnement à court terme constitue un objectif primordial en corrélation étroite avec l'activité de financement à terme des investissements et dont le volume devrait normalement continuer à progresser à un rythme supérieur à 10% .

A travers l'activité de banque commerciale, la BNDE continuera à développer la collecte de dépôts auprès de sa clientèle actuelle et potentielle et à procéder au démarchage de nouveaux clients et projets potentiellement générateurs de recettes.

La collecte de ces dépôts s'opère à travers son réseau d'exploitation qui se compose de six agences et qui est appelé à évoluer durant les années à venir, pour atteindre 25 agences vers la fin de l'an 2002.

Avec la fusion de la BNDE et de la BMAO, programmée pour être réalisée dans un proche avenir, le réseau du groupe sera constitué d'une soixantaine d'agences à l'horizon précité.

Dans le futur immédiat, les objectifs de la Banque portent sur la réalisation en 1999 d'un montant d'agréments de DH 4,7 Milliards (contre 2,7 Milliards de DH en 1998) et la consolidation des résultats d'exploitation dégagés sur les différentes opérations engagées. A moyen terme, la stratégie de la Banque consiste à poursuivre les actions portant sur le renforcement du financement des investissements par l'octroi de crédits à terme tout en développant les crédits d'accompagnement à court terme, le développement de l'activité de la Banque d'Affaires ainsi que tous les nouveaux produits et services.

La BNDE entend par ailleurs œuvrer pour le renforcement de sa structure en tant que groupe bancaire et financier, de par sa présence dans les diverses activités de financement à même de lui assurer la synergie dans ses différents domaines d'intervention.

Ainsi, grâce notamment aux actions pour la promotion de nouveaux projets ainsi qu'à l'amélioration programmée des coûts de ses ressources, la BNDE escompte une croissance annuelle de l'ordre de 12 %, dans la période de 1999 à 2002.



La diversification des interventions de la BNDE dans de nouveaux créneaux comme le financement des infrastructures de base liées à l'activité industrielle d'une part, et les financements envisagés dans le cadre de la mise à niveau des entreprises, d'autre part, militent en faveur d'un redéploiement de toute l'activité de financement à terme.

S'agissant du développement du portefeuille des participations, la banque compte réaliser d'ici l'an 2002, un courant d'investissements importants afin de maintenir sa présence dans divers secteurs d'activité.

Au niveau des crédits d'accompagnement à court terme, la tendance haussière sera maintenue et même renforcée compte tenu du programme d'ouverture de nouvelles agences dont la mise en application a démarré en 1998. Corrélativement, les dépôts collectés par la banque devraient évoluer dans le même sens.

Ainsi et en dépit de la situation concurrentielle très vive qui caractérise le système bancaire, les prévisions d'exploitation établies pour la période 1999-2002, permettent à la BNDE d'envisager des bénéfices de l'ordre de 340 millions de DH dès 1999.

Concernant la structure financière de la banque, les résultats ainsi dégagés ne manqueront d'avoir des répercussions positives sur le niveau des fonds propres de la banque qui a déjà dépassé le cap de un milliard de DH à fin 1998.

4. ACTIVITES DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DE LA BNDE

• B M A O

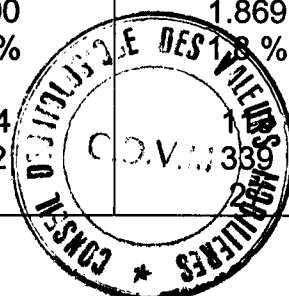
La Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient (BMAO) filiale de groupe BNDE est une banque commerciale généraliste.

Issue de la marocanisation de la BRITISH BANK OF THE MIDDLE EAST en 1975, la BMAO a vu son capital évolué de 5.025.000 DH en Mai 1975 à 200 MDH en 1993 suite à l'entrée de la BNDE dans son capital, et à 500 MDH en Octobre 1998.

En 1995, suite à la prise en main de la gestion de cet établissement par la BNDE, un plan d'action a été mis en place et a permis la réalisation de résultats satisfaisants dont les principaux indicateurs sont repris ci-après :

(en millions de DH)

	REALISATIONS 1995	REALISATIONS 1996	REALISATIONS 1997	REALISATIONS 1998
Total Bilan	2.623	2.579	2.891	3.389
Dépôts	1.933	1.940	2.251	2.267
Part de marché			1,4 %	1,4 %
Crédits	1.703	1.709	1.800	1.869
Part de marché	-	-	1,8 %	1,8 %
Produit Net				
Bancaire	91,6	99,2	95,4	103,8
Effectifs	386	375	352	339
Réseau	32	31	28	22



Ces indicateurs permettent de souligner :

- La progression des dépôts marquée par une amélioration au plan qualitatif grâce à la percée constatée au niveau des comptes dépôts et comptes courants et la réduction des dépôts rémunérés.
- L'accroissement des crédits de 4 % qui ont subi la règle de la sélectivité et la surveillance accrue des engagements.
- La réalisation d'un Produit Net Bancaire de 113 MDHS malgré la baisse des marges et des taux d'intérêts en raison de la concurrence accrue et des surliquidités constatées sur le marché.
- Le redéploiement du réseau qui a connu une rénovation et une modernisation suite à sa restructuration (fusion et/ou transfert d'agences, spécialisation des points de vente).
- Le redéploiement du personnel accompagné d'actions de recrutement de compétences externes et de formation intense.

En 1998, face à l'évolution du marché qui continue de connaître de profondes mutations, il s'est avéré nécessaire de donner à la BMAO des moyens financiers importants pour lui permettre de se développer et de dépasser certaines contraintes qui limitent son activité, et de se mettre en conformité par rapport aux règles prudentielles de Bank Al Maghrib.

L'augmentation du capital de 300 MDHS a été décidée et réalisée quasi intégralement par la BNDE, actionnaire de référence qui voit sa participation portée à 82 %. L'augmentation du capital a été appuyée par un plan stratégique de développement et de modernisation.

Le plan couvre la période 1998-2002 et s'articule autour de trois objectifs clairs :

- L'assainissement qui couvre les aspects en relation avec la « filière engagements » qui nécessitent une vigilance et une surveillance accrue et le recouvrement des créances contentieuses.
- La rentabilité : son amélioration dans un contexte difficile passe forcément par la restructuration des dépôts collectés à la faveur de ceux non ou faiblement rémunérés, une meilleure perception des intérêts et une maîtrise des frais généraux.
- La conquête de part de marché par une spécialisation et une restructuration du réseau et une politique marketing et communication, une mobilisation des ressources humaines et un renforcement des équipes en place, une politique d'exploitation ciblée et la mise en place d'une informatique moderne, ouverte et orientée vers le client.

Les nouveaux moyens financiers issus de la capitalisation de la BMAO permettent d'engager des investissements importants au plan du réseau et du système d'information.

L'ensemble des actions sont soutenues bien entendu par l'appartenance au groupe BNDE et la synergie développée avec les filiales (SAFACRED, SAFABOURSE, MAROC LEASING, CMM, BANQUES D'AFFAIRES) et les divers départements de la BNDE (Etudes, Crédits, salle des marchés...)



• MAROC LEASING

La société « MAROC LEASING » a été constituée en 1965, à l'initiative de la B.N.D.E. qui très tôt s'est intéressée au développement du secteur du leasing au MAROC en tant que mode complémentaire et souple de financement de l'économie.

Depuis sa création et à ce jour, l'activité de la société Maroc Leasing a atteint un niveau de développement important.

Son intervention, mesurée par l'encours des immobilisations réalisées, est ainsi passée de près de 1 Millions de Dirhams en 1965 à 11,8 Millions de Dirhams en 1968, 20 Millions de Dirhams en 1979, 53,3 Millions de Dirhams en 1976, 100 Millions de Dirhams en 1986, 273,90 Millions de Dirhams en 1992 pour atteindre en 1998 un montant de 722 Millions de Dirhams.

En outre le chiffre d'affaires de Maroc Leasing s'est accru au taux moyen annuel de 15 % au cours des 5 dernières années. Au 31.12.1998, il a atteint un montant de 676 Millions de Dirhams.

Au niveau des résultats, ceux-ci ont connu un accroissement moyen annuel de 22 % entre 1992 et 1998.

La Société Maroc Leasing distribue régulièrement des dividendes atteignant au titre de 1998, 16 Dirhams par action.

• ASMAR

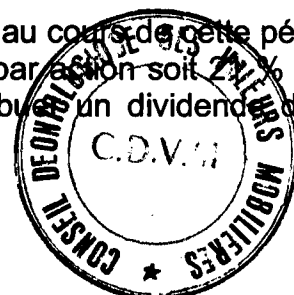
La société ASMAR a été créée en 1972, pour satisfaire les besoins potentiels du marché du Sud généralement et de la région de Marrakech spécialement.

Depuis, l'activité de la société a connu un développement considérable, ce qui a amené la Société à lancer en 1991 un important programme d'investissement visant à porter la capacité de production de l'usine de 600 000 tonnes à 1 300 000 tonnes.

En effet, le chiffre d'affaires a connu au cours des 5 dernières années, un accroissement moyen de 11,2 % passant de 320 MDH en 1993 à 488 Millions de Dirhams en 1997 et 1998.

Sur le plan des résultats, et sous l'effet de la baisse de la charge financière (liée à la réalisation du programme d'investissement), les bénéfices de la période 93/98 ont connu une amélioration sensible passant de 9,5 Millions de Dirhams à 91,6 Millions de Dirhams en 1998.

Parallèlement à l'évolution du bénéfice net, la société a distribué au cours de cette période des dividendes substantiels atteignant au titre de 1997, 21 DH par action soit 21 % de la valeur nominale de l'action. Pour 1998, ASMAR compte distribuer un dividende de 22 Dirhams par action.



- **TOURISTIQUE « SOMADET »**

La SOMADET a été créée à l'initiative de la BNDE, de l'ONMT et de la CDG en vue de participer à la promotion, le développement et la mise en valeur touristique.

La SOMADET a démarré son activité en s'intéressant aux villages de vacances, étant donné que le secteur touristique était sous équipé dans ce type d'infrastructure.

C'est ainsi que plusieurs villages de vacances ont été réalisés grâce aux concours de la SOMADET entre 1962 – 1970 augmentant à l'époque la capacité d'hébergement parahôtelière nationale de 42 %.

Les villages de vacances d'AlHoceima et de Tanger furent les premières réalisations de la SOMADET en association avec le Club Méditerranéen, permettant à ce dernier de s'installer au MAROC, où il gère actuellement 8 villages de vacances et 2 hôtels totalisant une capacité de près de 5 000 lits.

La SOMADET a également réalisé un village de vacances à M'diq qui dispose d'une infrastructure importante.

La SOMADET a réalisé en 1998 un résultat net d'environ 900 milles dirhams.

- **SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE POUR LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE « SAI M'DIQ »**

La SAI M'DIQ a été créée en 1967. Son capital de 4,6 MDH est souscrit à hauteur de 50 % par la SOMADET et 50 % par la BNDE.

La SAI M'DIQ est propriétaire d'un village de vacances à M'diq dont la capacité s'élève à 600 lits. Ce village est donné en location gérance à la Société Franco Marocaine de Gestion des Hôtels.

- **PECHINEY MANUFACTURE MAROCAINE D'ALLUMINIUM « PECHINEY MMA »**

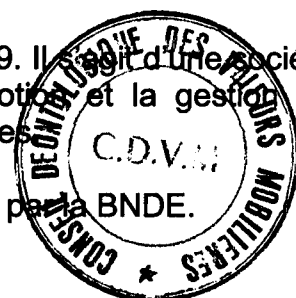
La société PECHINEY MMA, créée en 1949, a pour activité la fabrication et la distribution de films souples pour emballage, tubes et étuis rigides ainsi que d'articles de ménage classiques et d'autocuiseurs.

Son capital social de 26,3 MDH est détenu à hauteur de 20,89 % par la BNDE.

- **HOLDING FINANCIERE DE PARTICIPATION ET D'INVESTISSEMENT « FIPAR HOLDING »**

La société FIPAR HOLDING a été créée par la BNDE le 5 Mai 1989. Il s'agit d'une société holding ayant pour objet les prises des participations, la promotion et la gestion du portefeuille et en général toutes opérations sur les valeurs mobilières.

Son capital social s'élève actuellement à 120 MDH détenu à 100 % par la BNDE.



FIPAR HOLDING qui constitue un instrument d'intervention et de gestion souple et approprié a pu intervenir dans plusieurs opérations en bourse à l'issue desquelles elle s'est constituée un portefeuille en actions très consistant dont le montant s'élève au 31 Décembre 1998 à 165 MDH.

Par ailleurs, aux termes d'une convention de gestion, FIPAR gère les deux SICAV BNDE « INMAA CROISSANCE » et « INMAA PATRIMOINE » ainsi que le FCP INMAA TRESORERIE. Ces derniers ont connu depuis leur démarrage une évolution favorable de leurs indicateurs d'activité ainsi que de leurs performances.

- **SOCIETE IMMOBILIERE POUR LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE « SIDET »**

La SIDET a été créée en 1973 à l'initiative de la BNDE, la RAM et le CIH en vue de participer au développement de l'infrastructure touristique de la région Sud.

Dans le cadre de ce projet, deux hôtels ont été réalisés à Agadir et Marrakech d'une capacité respective de 336 et 356 chambres.

Ces deux unités qui ont été données en location gérance à la Société SOTORAM conformément à un contrat de bail, enregistrent des résultats performants.

- **LES OPCVM :**

Dans le cadre du développement de ses activités relatives à la mobilisation et la gestion collective de l'épargne, la Banque Nationale pour le Développement Economique a lancé, en Janvier 1997, la SICAV INMAA CROISSANCE du type actions ainsi que la SICAV INMAA PATRIMOINE du type diversifié. Ces deux SICAV, gérées par FIPAR HOLDING, ont enregistré de bonnes performances.

L'actif net de ces deux SICAV s'élève à fin 1998 à 196 Millions de Dirhams contre 25 Millions de Dirhams à leur démarrage.

D'une valeur de départ de 1000 DH, la valeur liquidative à fin 1998 s'élève à 1.644,66 Dirhams pour la SICAV INMAA CROISSANCE et 1.552,99 Dirhams pour la SICAV INMAA PATRIMOINE, soit des performances respectives durant 1998 de 21,11 % et 16,16 %.

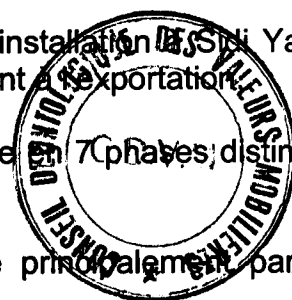
Par ailleurs la BNDE a lancé à fin 1998, le FCP INMAA TRESORERIE de type monétaire.

- **CELLULOSE DU MAROC**

La CELLULOSE DU MAROC a été créée en 1952 en vue de l'installation à Sidi Yahya d'une unité de fabrication de pâte à papier destinée essentiellement à l'exportation.

La capacité de l'usine, initialement de 15 000 T/an fût augmentée en 7 phases distinctes pour atteindre actuellement 125 000 T/an.

La CELLULOSE DU MAROC opère dans un secteur marqué principalement par les facteurs suivants :



- ❑ Le caractère cyclique du marché international de la pâte à papier lui même dépendant des fluctuations du marché du papier ;
- ❑ La faible influence de la CELLULOSE DU MAROC sur le marché mondial de la pâte à papier qui oblige la société à subir les contraintes de prix et de qualité.

Pour rester compétitive sur le marché international et préserver ses positions, la CELLULOSE DU MAROC procède régulièrement la réalisation d'importants programmes d'investissements en vue de moderniser son outil de production.

S'agissant de l'activité et des résultats de la CELLULOSE DU MAROC, ceux-ci dépendent étroitement du cours international de la pâte à papier qui a connu des variations sensibles au cours des 5 dernières années.

En effet, le cours international de la pâte à papier est passé de 300 ECU/tonne à fin 1998 à 340 EURO à fin Mars pour atteindre 380 EURO en Avril 1999.

Parallèlement à l'évolution du cours de la pâte à papier, le chiffre d'affaires réalisé par la cellulose est passé de 784 MDH en 1995 à 433 MDH en 1998.

• CARNAUD MAROC,

Considérée comme société leader du secteur d'emballages métalliques au Maroc, Carnaud Maroc occupe une part de marché de près de 60%.

Sur le plan de l'activité et des résultats de la société, Carnaud Maroc a réalisé une progression soutenue aussi bien au niveau du chiffre d'affaires qu'au niveau des résultats dégagés, avec un taux de croissance annuel moyen respectif de 9% et 33%.

Carnaud Maroc distribue annuellement des dividendes substantiels et procède très souvent à des distributions d'actions gratuites.

Par ailleurs et en vue de rester compétitive sur le marché national et préserver sa part de marché, Carnaud Maroc entreprend régulièrement la réalisation d'ambitieux programmes d'investissements visant la modernisation continue de ses différentes branches d'activité.

• LIMADET

Détenue à hauteur de 75.41% par la BNDE, la société Lignes Maritimes du Détroit a été créée en 1964 sur l'initiative de la BNDE, en vue de développer le trafic à travers le détroit.

La Limadet a commencé son activité en juillet 1966, par le lancement du Car Ferry IBN BATOUTA.

En 1993, la Limadet a lancé son deuxième Car Ferry IBN BATOUTA II pour consolider davantage sa position dans le trafic à travers le détroit et améliorer ses performances.



• SAFABOURSE

Société de bourse créée en 1994 par la BNDE, en partenariat avec la BMAO, en vue de l'exécution de transactions sur les valeurs mobilières, elle a été agréée le 28 octobre 1994 et a démarré son activité en 1995.

Son domaine d'intervention, en plus de l'intermédiation en bourse est élargi à des services connexes auxdites opérations dont notamment :

- la participation au placement des titres par des personnes morales faisant appel public à l'épargne ;
- la garde des titres ;
- la gestion de portefeuilles de valeurs en vertu d'un mandat ;
- le conseil à la clientèle.
- les opérations de contrepartie

Le capital de la société qui est actuellement de 10 Millions de Dirhams est détenu principalement par le groupe BNDE (BNDE, FIPAR et la BMAO) et le groupe espagnol RENTA 4.

• SAFACRED

SAFACRED est une Société Anonyme au capital de 10 Millions de Dirhams souscrit entièrement par le Groupe BNDE.

Cette société a pour objet le financement du crédit à la consommation et intervient dans les différentes composantes de ce créneau.

L'activité de SAFACRED n'a véritablement démarré qu'en 1997.

Depuis, la société a connu un développement considérable de son activité :

- L'encours des crédits a plus que doublé par rapport au 31 Décembre 1997, passant de 10,6 Millions de Dirhams à 26,6 Millions de Dirhams au 31 Décembre 1998 ;
- En 1998, le total des produits a atteint 3,1 Millions de Dirhams contre 1,2 Millions de Dirhams au titre de l'exercice 1997 ;
- Par ailleurs, le bénéfice net a atteint 1,4 Millions de Dirhams contre 0,6 Millions de Dirhams en 1997;



• CAISSE MAROCAINE DES MARCHES

La CMM est une société spécialisée dans le financement des marchés publics et para publics ainsi que les marchés privés à caractère d'intérêt général.

Son capital social est de 100 Millions de Dirhams, détenu à hauteur de 58 % par le groupe BNDE (BNDE/FIPAR).

En 1998, la CMM a connu une activité soutenue et ce malgré un contexte difficile marqué par une concurrence très vive.

En effet, les marchés nantis ont enregistré une baisse de 11,8 % par rapport à fin 1997, qui s'explique essentiellement par le nantissement d'un chantier important.

Au niveau des engagements, les crédits autorisés ainsi que les utilisations de crédit ont connu une baisse respective de 30 % et 19 %.

Cette baisse est liée essentiellement à la régression des engagements par effets et crédits spécial/PME mais qui a été compensée en partie par les engagements par avances directes.

Il y a lieu de signaler l'introduction à partir de Juillet 1998 de l'activité Leasing, dont le montant autorisé ainsi que les utilisations s'élèvent à fin 1998 respectivement à 49 et 18 Millions de Dirhams.

S'agissant des placements opérés par la Caisse, leur niveau moyen s'inscrit en hausse de 233 % par rapport à 1997 qui s'explique par la libération des fonds relatifs à l'augmentation de capital.

Le taux moyen des placements a enregistré par contre une légère baisse de 0,2 pts, passant de 6,4 au 31 Décembre 1997 à 6,2 au 31 Décembre 1998.

S'agissant des produits, ceux-ci ont enregistré une progression de 22 % par rapport à l'exercice 1997, imputable essentiellement aux variations ci-après :

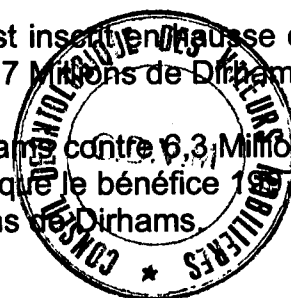
Augmentation de 19 % des intérêts sur avances directes, intérêts sur dépôts et loyers sur crédit-bail (3,8 Millions de Dirhams) ;

Baisse de 17 % des commissions sur avals et acceptations.

Les charges ont enregistré à fin 1998 un accroissement de 13 %, lié essentiellement à l'augmentation des charges du personnel et les dotations d'exploitations (amortissements matériel en bail).

Parallèlement à l'évolution des produits, le bénéfice courant s'est inscrit en hausse de 49 % au 31 Décembre 1998 par rapport à celui réalisé à fin 1997 (9,7 Millions de Dirhams).

Le bénéfice net dégagé ressort quant à lui à 5,7 Millions de Dirhams contre 6,3 Millions de Dirhams en 1997, soit une baisse de 9 %. Il y a lieu de rappeler que le bénéfice 1997 tient compte des produits non courants pour un montant de 3,5 Millions de Dirhams.



Pour ce qui est des dividendes, la CMM a toujours adopté une politique régulière de distribution de dividendes dont le montant a varié au cours des 5 dernières années entre 7 et 10 Dirhams l'action. Au titre de l'exercice 1998, la CMM a servi un dividende de 6 Dirhams contre 10 Dirhams l'exercice écoulé.

5. COMPORTEMENT BOURSIER DU TITRE BNDE

La BNDE est cotée à la Bourse des Valeurs de Casablanca. Son capital social qui s'élève à 600 000 000 DH se composait jusqu'au 06 Mai 1999 de 12 000 000 actions de valeur nominale de 50 DH chacune.

Depuis, la valeur nominale de l'action est portée par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire à 100,00 DH et le nombre ramené à 6.000.000.

L'évolution du cours de l'action BNDE durant les trois derniers exercices a été la suivante :

	COURS LE PLUS BAS	COURS LE PLUS HAUT	VOLUME DES TRANSACTIONS
1996 (*)	126	175	MO 5 172 CD 129
1997 (**)	140	245	MO 342 CD 639
1998 (***)	175	238	MC 149 MB 1233
Les 3 premiers trimestres 1999	190	133	MC 3 281 MB 1 310

(*) le cours au 31/12/1996 : 155 DH

(**) le cours au 31/12/1997 : 225 DH

(***) le cours au 31/12/1998 : 192 DH

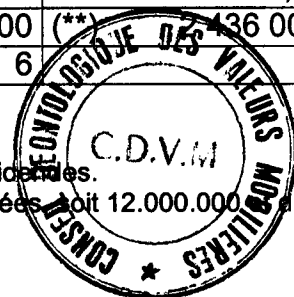
Les indicateurs financiers et ratios boursiers relatifs aux trois derniers exercices se présentent comme suit :

(en Milliers de DH)

	1996	1997	1998
Fonds propres (*)	840 297	964 496	1 075 786
Résultat net	75 056	187 145	183.289
Nombre d'action	12 000	12 000	12.000
Fonds propres par actions	70.02	80.37	89,64
Bénéfice par action	6.25	15.58	15,27
Valeur nominale	50	50	50
PER	24.8	11.23	13,30
Capitalisation boursière	1 860 000	2 100 000	(**) 436 000
Dividende par action	5,5	6	6

(*) Les fonds propres comprennent les résultats nets après distribution des dividendes.

(**) La capitalisation boursière est calculée en fonction du nombre d'actions cotées soit 12.000.000 au dernier cours boursier traité au 31.12.1998, soit 203 DH.



Politique de distribution des dividendes

Sur le bénéfice net déterminé, il est prélevé :

- 5 % pour constituer la réserve légale ;
- Toutes sommes que l'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, jugera utile d'affecter à un fonds spécial pour risques de prêts en cours, ou de reporter à nouveau ;
- La somme nécessaire pour distribuer aux actionnaires, à titre de premier dividende, un intérêt non cumulatif de 5 % sur la partie libérée des actions.

L'excédent est réparti entre les actionnaires au prorata de toutes les actions.

Toutefois, sur un excédent, l'Assemblée peut, sur la proposition du Conseil d'Administration, décider le prélèvement sur ledit excédent de toutes sommes en vue de la création de réserves supplémentaires ou de fonds de prévoyance dont elle détermine le montant.

6. SITUATION FINANCIERE ET PERFORMANCES 1998

I/- LES RESSOURCES

Fonds Propres

Les fonds propres ont enregistré une croissance de 11,54 % en 1998 atteignant 1.075.786 milliers de Dirhams, soit une progression en valeur de près de 111,3 Millions de Dirhams par rapport au montant atteint au 31 décembre 1997. Cette progression est essentiellement due à l'affectation des réserves légale et facultative.

La part des fonds propres dans le total passif pour les trois derniers exercices a été comme suit :

- | | |
|--------|--------|
| • 1996 | 9,10 % |
| • 1997 | 9,97 % |
| • 1998 | 9.90 % |



• Les Emprunts en Dirhams

L'encours des emprunts obligataires émis sur le marché local est ramené de 2.321.380.000 de Dirhams à la date du 31 Décembre 1997 à 2.205.090.000 de Dirhams (cf. annexe la répartition de cet encours par maturité) au 31 Décembre 1998, soit une diminution de 5 % due aux remboursements effectués dans la période considérée.

Dans la même période, l'encours des bons à moyen terme est passé de 1.297.750.000 de Dirhams à 1.692.614.000 de Dirhams, accusant ainsi un accroissement de 30,4 % résultant notamment des souscriptions des certificats de dépôts négociables (cf. en annexe l'encours des CDN réparti par maturité).

Le coefficient d'endettement par rapport au total passif a évolué comme suit durant la période 1996 - 1998 :

	1996	1997	1998
Endettement à long et moyen Terme/ Total passif	56,80	50,85	53,40
Endettement à Court Terme/ Total passif	7,58	15,96	17,27

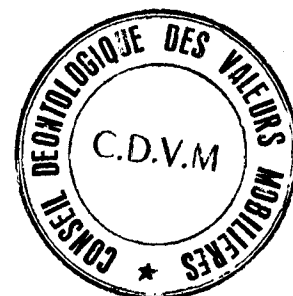
• Les emprunts en devises

Suite aux mouvements résultant des tirages sur les lignes de crédits extérieures, d'une part, et les règlements d'échéances y afférentes, d'autre part, l'encours de l'endettement extérieur ressort, au 31 Décembre 1998, pour un montant global de 1.594.770.172 DH, en régression de 12 % par rapport à la situation du 31 Décembre 1997.

Le risque de change sur emprunts extérieurs fait l'objet de provisions évaluées et constituées chaque année sur la base :

- du montant de l'endettement extérieur arrêté et valorisé au 31 décembre ;
- des conditions de couverture de risque de change tel que définis par décisions du Ministères des Finances.

La part du risque de change effectivement prise en charge par la banque au regard des dispositions arrêtées par le Ministère des Finances fait l'objet d'une provision arrêtée par référence au dernier cours de l'exercice (cf. chapitre V : Facteurs de risque).



Le tableau ci-après donne l'évolution au cours des deux dernières années des tirages. les remboursements effectués au titre des exercices 1997 et 1998 sont donnés en annexe.
Etat des tirages sur les lignes étrangères :

LIGNES	(en milliers de DH)		
	1996	1997	1998
BAD V	18.463	-	-
BAD VI	140.517	223.830	-
BIRD 3366 MOR	17.677	32.807	-
Fonds Koweïtien IV	16.736	-	-
C.D.F.	1.609	-	-
PROPARCO	-	61.184	250.506
TOTAL	195.002	317.821	250.506

- **Les dépôts à vue et à terme**

Le montant total des dépôts toutes natures confondues s'est élevé à 1.877.254.996 de Dirhams au 31 Décembre 1998, en augmentation de 21,57 % par rapport à la position enregistrée à la même date en 1997. Cette évolution est le résultat des actions promotionnelles soutenues par nos agences auprès de la clientèle.

II- LES EMPLOIS :

- **Prêts à la clientèle :**

Le nombre total des clients bénéficiant du concours de la BNDE s'élève au 31 Décembre 1998 à 4.269 dont 2.456 de personnes physiques et 1.813 de personnes morales.

Figurant pour un montant total de 7.914.503.842 de Dirhams au 31 Décembre 1998, dont 6.005.514.572 de Dirhams représentant les crédits à long et moyen terme et 1.908.989.270 de Dirhams des crédits à court terme, les prêts à la clientèle ont enregistré un accroissement de 14,63 % entre 1997 et 1998 qui est principalement dû à l'augmentation des crédits à court terme au vue des actions promotionnelles déployées par les agences.

Compte non tenu des agios réservés d'un montant de 615.486 milliers de dirhams inclus dans l'encours clients de l'exercice 1996, celui-ci a augmenté sensiblement de 2 % en 1997.

L'analyse des créances en souffrance sur la base des critères de classification de BANK AL-MAGHRIB tels qu'ils sont édictés par la circulaire du 06 Décembre 1995, permet de dégager l'évolution structurelle suivante au cours des trois dernières années :



(en milliers de DH)

	1996	1997	1998
CREANCES PREDOUTEUSES	78.932	48.589	41.833
CREANCES DOUTEUSES	3.710	7.507	33.964
CREANCES COMPROMISES	1.019.436	973.257	1.059.572
TOTAL DES CREANCES EN SOUFFRANCE	1.102.078	1.029.353	1.135.369
PART DES CREANCES EN SOUFFRANCE DANS L'ENCOURS (%)	14,88	14,90	14,34

Au regard de cette évolution des créances en souffrance, la Banque a constitué des provisions en conformité avec le système de pondération prévu par les dispositions de la circulaire de Bank Al-Maghrib sus-visée. Ainsi, le niveau de ces provisions et le taux de couverture assuré par rapport au risque client s'établissent comme suit pour les trois dernières années :

	1996	1997	1998
PROVISIONS (KDH)	546.472	613.937	681.933
TAUX DE COUVERTURE	88,35 %	100 %	100 %

Parallèlement au provisionnement des créances douteuses, la Banque adopte le principe des agios réservés comme mesure de prudence en matière de comptabilisation des produits d'exploitation. De sorte que seuls les intérêts recouvrables figurent effectivement dans le compte d'exploitation générale.

• Portefeuille participation :

La BNDE a sur plusieurs années constitué un important portefeuille de participations visant à répondre aux objectifs suivants :

- ✓ s'impliquer au maximum dans le financement des investissements à intérêts économique ;
- ✓ s'assurer des positions stratégiques dans des secteurs clés de l'économie marocaine en siégeant au Conseil d'Administration de grandes entreprises industrielles ;
- ✓ s'affirmer comme un groupe financier diversifié par le biais de ses participations notamment dans le secteur financier et industriel.

Le tableau suivant donne l'évolution de la valeur comptable du portefeuille participations au cours des trois dernières années :



	1996	1997	1998
TITRES COTES EN BOURSE	107.175.759	154.762.578	149.997.677
TITRES NON COTES EN BOURSE	445.368.557	480.211.603	747.510.722

Il est à noter qu'au 31 Décembre 1998, les sociétés dans lesquelles la BNDE détient un nombre de titres égal ou supérieur à 50 % du capital représentent 69 % du total de la valeur comptable de son portefeuille « Participations ».

Par ailleurs, la valorisation boursière des participations cotées en bourse est passée de 1299 millions de Dirhams au 31 Décembre 1997 à 1.426,41 millions de dirhams au 31 Décembre 1998.

• Bons du Trésor

Le portefeuille des titres détenus par la BNDE sur le Trésor a évolué comme suit :

	1996	1997	1998
BONS D'EQUIPEMENTS	946.400	-	-
BONS DE TRESOR	583.953.000	578.719.000	572.372.000

Il convient de signaler qu'au 31.12.1998 les bons du Trésor en portefeuille sont constitués à hauteur de 531 millions de Dirhams par des titres à 7 ans, rémunérés au taux de 7 % l'an que la BNDE a reçu du Trésor en compensation du risque de change pris en charge par l'Etat.

III - SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 1998

• La rentabilité

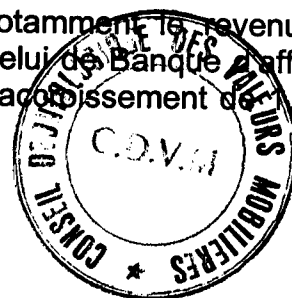
Les produits

Le montant total des produits figurant sur le compte d'exploitation arrêté au 31 Décembre 1998, s'élève à 890.064 millions de Dirhams, contre 890.755 KDH à la même date de l'exercice antérieur, marquant ainsi une très légère baisse de 0,07 %.

Cette baisse des produits se justifie par la réduction des taux des intérêts débiteurs enregistrée au titre des prêts à long et moyen terme.

Avec 654 millions de Dirhams, soit près de 74 % du chiffre d'affaires à fin 1998, les intérêts inhérents aux prêts à long et moyen terme demeurent prédominant au niveau du produit global de la BNDE.

Les autres composantes du chiffre d'affaires représentant notamment le revenu des participations, le produit de l'activité Banque Commerciale et celui de la Banque d'affaires, ont atteint 236 millions de Dirhams au 31 Décembre 1998, en accroissement de 72 % par rapport au montant réalisé en 1997.



Les charges

Les charges d'exploitation bancaire comprenant principalement les frais financiers, se sont élevées à 621 millions de Dirhams au 31 Décembre 1998, contre 641 millions de Dirhams pour l'exercice précédent, soit une baisse de 3,12 %. Cette baisse des frais financiers trouve son explication dans la réduction du taux d'intérêts moyen créditeurs, réalisée suite à la restructuration d'une partie importante de l'endettement de la Banque.

Produits nets bancaires

L'évolution globalement favorable des différentes composantes du chiffre d'affaires, d'une part, et la compression concomitante des frais financiers, d'autre part, n'ont pas manqué de produire l'effet escompté sur le produit net bancaire, qui a atteint 268,6 Millions de Dirhams en 1998 en hausse de 7,4 % par rapport aux 250 Millions de Dirhams enregistrés en 1997.

Résultat net

Compte tenu du solde du compte de perte et profit créditeur d'un montant de 135 millions de DH, le bénéfice net au 31 Décembre 1998, s'élève à 183 millions de Dirhams, en diminution de 2 % par rapport au bénéfice net de 187 millions de Dirhams enregistré en 1997.

Il convient cependant de souligner la constitution en 1998, pour la première fois, d'une provision pour investissement de 10,5 Millions de Dirhams.

• Equilibre financier

Ratio de solvabilité

Déterminé selon les termes de la décision réglementaire n° 96 du 25 Décembre 1992 de BANK AL-MAGHRIB, le ratio de solvabilité de la BNDE se présente comme suit :

- Juin 1999 à 11,48%
- 31/12/1998 à 10,30 %
- 31/12/1997 à 11,36 %
- 31/12/1996 à 11,06 % .

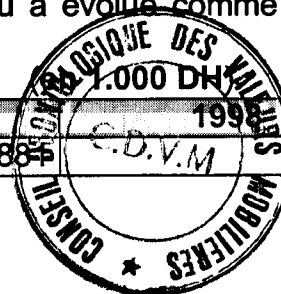
La baisse de ce ratio est due à l'augmentation de la participation de la BNDE dans le capital de la BMAO, se traduisant techniquement par une réduction proportionnelle des fonds propres pris en compte pour le calcul dudit ratio.

Il est à souligner que malgré la baisse ainsi dénotée, le ratio de solvabilité demeure au dessus du 8 % minimum exigé par la réglementation bancaire.

Situation de trésorerie

La situation de trésorerie de la Banque se caractérise par un équilibre permanent, illustré par l'excédent des ressources sur les emplois, dont le niveau a évolué comme suit au cours des trois dernières années :

	1996	1997	1998
Situation de trésorerie	10.437	14.884	19.159



Il est à souligner à cet égard que le fondement de la politique de la BNDE en matière de mobilisation de ressources financières a toujours été de maintenir un coefficient d'endettement en rapport avec le niveau de ses fonds propres et de rechercher pour chaque projet ou groupe de projets d'investissement les ressources financières les plus appropriés.

En fonction de la mobilisation des ressources financières les ratios d'endettement en rapport avec les fonds propres ont évolué comme suit durant les trois derniers exercices :

	1996	1997	1998
Endettement long & moyen terme	6,24	5,10	5,39
Endettement à court terme	0,83	1,6	1,74

La politique de mobilisation des ressources de la banque s'articule autour de quatre instruments de refinancement clefs à savoir : la mobilisation de CDN, l'émission d'emprunts obligataires, la collecte de dépôts et la mise en place de lignes de crédits extérieures.

Le maintien d'un équilibre entre les ressources en dirhams et les ressources en devises constitue un autre élément constant de la politique d'endettement de la Banque depuis sa création.

7. SITUATION COMPTABLE AU 31 JUILLET 1999

7.1. Les produits

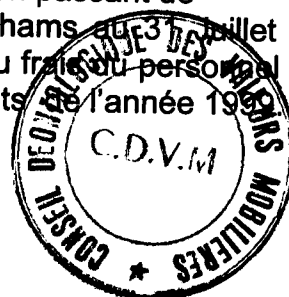
Le montant total des produits générés par les différentes activités de la Banque s'est élevé à 512 millions de dirhams au 31/07/1999, contre 510 millions de dirhams pour la période équivalente de l'exercice 1998, soit une légère hausse de 0,40%.

7.2. Les charges

Les charges d'exploitation bancaires correspondant principalement aux frais financiers et aux commissions créditrices, totalisent un montant de 373 millions de dirhams au 31 Juillet 1999 en hausse de 2 millions de dirhams par rapport à la situation au 31 Juillet 1998.

Cette hausse des charges d'exploitation bancaires, trouve son explication dans l'augmentation de l'encours des emprunts à terme qui est passé de 6,5 Mrds DH au 31/07/1998 à 6,9 Mrds DH au 31/07/1999 (5,5%).

Par ailleurs, les frais généraux ont connu une légère augmentation passant de 52 Millions de dirhams au 31 Juillet 1998 à 57 millions de dirhams au 31 Juillet 1999, laquelle augmentation s'explique principalement par la hausse du frais du personnel due à la révision générale des salaires et aux frais liés aux recrutements.



7.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation avant amortissement et provisions s'est élevé à 83 Millions de dirhams au 31 Juillet 1999, contre 86 Millions de Dirhams au 31 Juillet 1998, marquant ainsi une légère baisse de l'ordre de 3%.

Pour sa part le compte de pertes et profits, laisse apparaître un solde créditeur au 31 Juillet 1999 de 40 Millions de dirhams résultant principalement de la plus value de cession des titres de participation, entrant dans le cadre de la rotation de la part de portefeuille à caractère non stratégique.

Le bénéfice net figure ainsi au compte de pertes et profits arrêté au 31 Juillet 1999 pour un montant de 122 Millions de Dirhams, contre 110 Millions de Dirhams au 31 Juillet 1998, soit une augmentation de 10,90%

7.4. Structure bilantielle comparée 31.07.98/99

Le total bilan au 31 Juillet 1999 dénote une augmentation de 144 millions de dirhams par rapport à la situation du 31 Juillet 1998.

Les fonds propres sont également en hausse de 123 millions de dirhams, soit 11,4 % en terme relatif.

Les principaux postes d'actif et de passif connaissent une évolution normale au regard de l'évolution de l'activité. L'encours clients est passé dans la période considérée de 7,9 milliards à 8 milliards de dirhams (1,3%) pour une augmentation corrélative des dépôts.



V. FACTEURS DE RISQUE

- **Risque de change**

Dans le cadre de ses efforts de promotion économique et sociale, l'Etat a mis en place des mécanismes de soutien aux intermédiaires financiers leur permettant la couverture des pertes de change enregistrées au titre des emprunts extérieurs.

C'est ainsi que la BNDE, en tant qu'organisme ayant pour mission le financement des investissements productifs, a obtenu la garantie de l'Etat contre le risque de change sur ses emprunts contractés en devises.

Pour les contrats signés jusqu'en 1989, les conditions de couverture du risque de change étaient précisées par des lettres du Ministère des Finances. Avec les décisions intervenues au début des années 1990 relatives à la libération partielle des taux d'intérêts débiteurs, la Direction du Trésor a instauré un nouveau système de couverture du risque de change applicable aux emprunts contractés depuis le 1^{er} Juin 1991.

Il est à noter que depuis Juin 1996, de nouvelles mesures ont été introduites impliquant le concours de la Banque à hauteur de 15 % des pertes de change constatées.

- **Risques liés à la concurrence**

En tant qu'organisme bancaire, la Banque Nationale pour le développement Economique engage des opérations financières bordées par diverses garanties réelles et personnelles et couvertes le cas échéant par des provisions spécifiques, constituées en application des dispositions de la circulaire de BANK AL-MAGHRIB.

La libéralisation du secteur bancaire induit une concurrence plus ou moins ouverte entre les banques pour assurer leurs parts de marché.

Dans ce contexte, le plan stratégique de la BNDE met l'accent sur la consolidation de ses acquis dans ses métiers de base (financement des investissements par des Crédits à Long et Moyen Terme), tout en continuant à se diversifier dans le métier de banque avec comme objectif constant de réaliser progressivement des gains de parts de marché.

- **Risque de taux**

Pour faire face au risque de taux inhérent à la profession bancaire, la BNDE mène une politique qui consiste à introduire autant que faire se peut la variabilité au niveau des taux créditeurs de façon à en adosser l'évolution à celle des taux débiteurs et partant de préserver sa marge d'intermédiation.

- **Faits exceptionnels et litiges :**

Il n'existe pas de faits exceptionnels ou d'affaires contentieuses susceptibles d'affecter de façon significative les résultats, la situation financière et l'activité de la BNDE.



VI - SYSTEME ET PRINCIPES DES TRAITEMENTS COMPTABLES

- Système comptable

Le système de traitement comptable des opérations de la BNDE est basé sur le plan comptable édicté par Bank Al-Maghrib qui, en tant qu'Institut d'Emission et de contrôle des Organismes Bancaires, arrête les normes et les obligations comptables en vigueur pour les établissements de crédit.

Dans ce cadre la BNDE s'est dotée de schémas comptables appropriés et a développé des logiciels structurés autour d'un noyau informatique permettant de couvrir tous les traitements qu'exigent les diverses activités de la Banque.

Ce noyau qui permet la génération des écritures en temps réel par rapport à l'exécution des opérations, est basé sur le principe de l'adossage des codifications régissant lesdites opérations à celles imputées à chacune des séquences composant le schéma comptable.

L'avantage principale d'un tel système réside, outre dans l'instantanéité de la naissance des mouvements comptables en regard de leur fait générateur, dans la possibilité d'exercer des vérifications à la source et d'assurer aussi une grande fiabilité de traitement grâce à la multiplication de clefs de contrôle.

En service depuis le début de l'année 1995, les nouveaux systèmes comptables et informatiques de la BNDE permettent la production de tous les états de gestion et de suivi ainsi que les situations mensuelles déclarées aux services de contrôle de Bank Al-Maghrib. Ils permettent par ailleurs, d'intégrer une série de modules offrant la possibilité de gestion directe des états à caractères réglementaires, tels notamment la classification des créances et le provisionnement des créances douteuses.

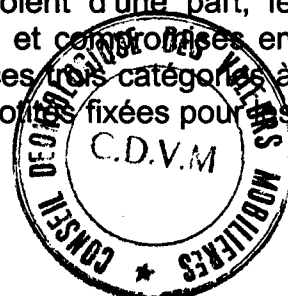
- Principes comptables appliqués :

Les principes comptables essentiels appliqués pour la préparation des comptes se résument comme suit :

- Prêts

- a) Provisions sur les créances en souffrance

La détermination des provisions sur créances en souffrance est fondée sur une répartition individualisée du risque encouru sur chacune de ces créances. La Banque a, par ailleurs, appliqué aux dossiers de crédit présentant des arriérés les dispositions des Circulaire et Instruction de Bank Al-Maghrib du 6 Décembre 1995 relatives à la classification et au provisionnement des créances en souffrance ; ces dernières prévoient d'une part, le classement de ces créances en créances pré-douteuses, douteuses et compromises en fonction de plusieurs critères et, d'autre part, le provisionnement de ces trois catégories à hauteur, respectivement de 20 %, 50 % et 100 % compte tenu des quotités fixées pour les garanties détenues.



b) Intérêts sur les prêts aux sociétés présentant des créances en souffrance.

Cette catégorie d'intérêts est enregistrée dans le compte d'ordre « agios réservés » à l'actif du bilan (par la contrepartie du compte d'ordre « agios réservés » à son passif).

- **Titres de participation**

Les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition. Des provisions pour pertes éventuelles sur les titres de participation sont constituées spécifiquement pour certains titres sur la base des états financiers et des situations financières des sociétés concernées.

- **Immobilisations**

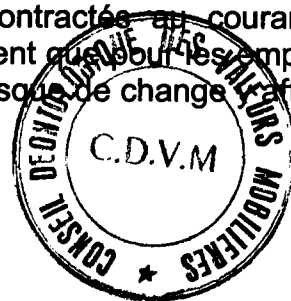
Les immobilisations sont enregistrées à leur valeur d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une base linéaire à des taux déterminés en fonction de la durée d'utilisation prévue de chaque actif. Les taux pratiqués correspondent à des taux admis fiscalement.

- **Frais d'établissement**

Les primes de remboursement et autres frais relatifs aux emprunts locaux sont amortis sur la durée de l'emprunt. Les frais et les commissions de mise en place des emprunts internationaux sont amortis sur 3 ans. Les frais d'augmentation du capital sont amortis en totalité au cours de l'exercice.

- **Différences de change sur les emprunts**

Les dettes exprimées en monnaies étrangères sont converties aux taux de change à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui en résultent sont enregistrées dans un compte d'ordre intitulé « Compte de concordance dirhams/devises » à l'actif du bilan de la BNDE. Conformément aux termes de la lettre du Ministère des Finances en date du 19 Juin 1989, la BNDE a supporté les pertes de change résultant de l'ensemble des remboursements d'emprunts, d'intérêts et commissions dans la limite d'une variation de 2 % entre les cours moyens des déblocages et les cours des remboursements pour les emprunts conclus avant le 31 Décembre 1988. Les pertes de change ainsi supportées par la BNDE ont été enregistrées dans les frais financiers. Les variations supérieures à 2 % sont à la charge de l'Etat et sont donc comptabilisées dans les actifs à court terme. En outre, cette même lettre précise que la marge brute de la Banque relative aux opérations financées par des emprunts étrangers garantis par l'Etat et contractés avant la date du 31 Décembre 1988 est fixée à 3 points. La marge brute à réaliser par la Banque sur des opérations financées par des emprunts étrangers contractés au courant de l'exercice 1989 est de 2 points ; Cette lettre spécifie également que pour les emprunts à conclure à compter du 1^{er} Janvier 1990, la couverture du risque de change différent sera examinée au cas par cas.



Dans le cas particulier de la BNDE, un seul emprunt avait été contracté en 1990, en l'occurrence, l'emprunt BIRD 3136-MOR. La lettre du Ministère des Finances, en date du 5 Juin 1989, fixe la marge nette de la Banque sur les opérations financées par cet emprunt à 2 points.

En Mai 1991, de nouvelles modalités de couverture du risque de change ont été fixées pour les emprunts contractés à compter du 1^{er} juin 1991 et bénéficiant de la couverture du risque de change par l'Etat Marocain. C'est ainsi que la couverture du risque de change, telle que définie plus haut, est accordée pour ces emprunts moyennant le versement par la Banque au Trésor marocain du différentiel d'intérêt déterminé par la différence entre le coût moyen pondéré des dépôts à 6 et 12 mois, appelé taux de référence, majoré d'un premium de 0.75% et le taux d'intérêt de chacun des emprunts concernés.

A partir du 1^{er} janvier 1996, la couverture du risque de change s'applique selon les mêmes modalités que celles sus-définies moyennant un abattement de 15% sur le montant des pertes de change réalisées et réclamées au Trésor.

- **Bons de Trésor**

	1996 (DH)	1997 (DH)	1998 (DH)
Bons d'équipement	946.400	-	-
Bons de Trésor	583.953.000	578.719.000	572.372.000

- **Crédits à la clientèle**

Activité à long et moyen terme

- Les prêts font l'objet de contrats spécifiques précisant les modalités du prêt et l'utilisation qui doit être faite des fonds. Ils sont accordés à des taux d'intérêt, lesquels peuvent être fixes ou variables ; ces taux varient en fonction de la nature, durée et date de signature des prêts.
- Les prêts sont remboursables par des versements trimestriels ou semestriels. Ils sont généralement garantis par des hypothèques sur les terrains et les immeubles, des nantissements sur le matériel et le fonds de commerce, par des cautions et des délégations d'indemnités et, dans certains cas, par l'aval de la Caisse Centrale des Garanties ou l'aval bancaire.

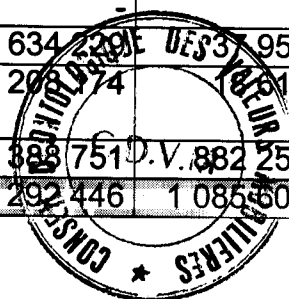


- L'encours total en principal et en intérêt au 31 décembre 1998, comprend des arriérés d'environ DH 743 millions (1997 : DH 619 millions), activité commerciale incluse. La circulaire de Bank Al-Maghrib du 6 décembre 1995 a prévu la mise en place des règles prudentielles en matière de couverture par les provisions des créances en souffrance.
 - L'encours des crédits à la clientèle bénéficiant de la garantie de l'Etat marocain s'élève à DH 32.716.844 (1997 : DH 64 437 624) ; celui relatif aux crédits effectués en faveur des sociétés en pré-exploitation s'élève à DH 198.424.000 (1997 : DH 286.910.592).
 - A l'instar de la pratique au Maroc, la Banque est appelée à octroyer des prêts et à prendre des participations dans des sociétés dont les états financiers ne sont pas soumis, dans certains cas à une vérification indépendante effectuée selon les normes internationales d'audit. la Direction Générale est consciente de l'importance de tels contrôles indépendants en ce qui concerne les états financiers de ses clients et les encourage dans la mesure du possible.
- **Débiteurs divers et comptes de régularisation**

	1996	1997	1998
Débiteurs divers			
Acompte sur IS	22 088 285	32 808 125	36 854 802
Sommes à recevoir de l'Etat	177 195 246	89 574 800	28 626 097
Dépôts et cautionnements	5 055 762	10 697 478	10 697 478
Autres sommes dues par des tiers	23 885 178	23 452 425	14 239 947
A u t r e s	45 078	-	47.810
TOTAL	228.269.549	156.532.828	90 466 134

	1996	1997	1998
Compte de régularisation			
Produits à recevoir	112 847 352	128 370 867	112 819 269
Charges payées d'avance			68 431
TOTAL	112 847 352	128 370 867	112 887 700

	1996	1997	1998
Compte d'ordre			
Suspens débiteurs à régulariser	-	786 546 348	825 677 333
Compte de concordance	-		
Dirhams/Devises	179 862 635	92 634 240	957 663
Autres débiteurs et comptes de liaison	36 673	36 208 774	16 973
TOTAL	179 899 308	915 388 751	882 251 969
TOTAL GENERAL	521 016 209	1 200 292 446	1 085 505 803



- Titres de placement et de participation

	1996	1997	1998
Cotés en bourse	107 175 769	154 762 578	150 017 677
Non cotés	445 368 557	480 211 603	747 510 722
TOTAL	552 544 326	634 974 181	897 528 399

a) Titres de participation cotés en bourse

Pour les titres cotés en bourse de Casablanca, les valeurs boursières aux 31 Décembre 1998 et 1997 étaient d'environ DH 1 426 millions et DH 1 299 millions respectivement.

La BNDE détient une participation de DH 410 millions environ dans la capital de la Banque Marocaine pour l'AFRIQUE ET L'Orient (BMAO), qui s'élève à DH 500 millions. La provision pour dépréciation de cette participation, inchangée depuis 1993, s'élève à DH 19 millions environ au 31 Décembre 1998. La BMAO a entamé, à partir de 1993, des opérations visant au redressement de la situation financière, à l'apurement des comptes et à l'instauration de nouvelles procédures de gestion. Des travaux ont également été engagés à cette date afin de déterminer de manière adéquate l'ensemble des créances en souffrance et les provisions correspondantes.

- Les immobilisations

	1996	1997	1998
TERRAINS	50 521 475	50 521 475	50 521 475
CONSTRUCTIONS	64 845 960	83 782 077	94 870 416
MATERIEL DE TRANSPORT	5 351 062	4 717 416	4 581 537
MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU	56 911 740	60 146 829	65 649 712
AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	27 259 283	30 409 825	32 942 196
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 000 000	4 783 000	4 783 000
IMMOBILISATIONS ENCOURS	0	0	2 933 933
TOTAL	205 889 520	234 360 622	256 282 270

Moins :

Amortissements cumulés	(55 653 921)	(63 737 466)	(71 876 357)
Immobilisations nettes	150 235 599	170 623 156	184 405 913



• **Frais d'établissement**

	<u>1996</u>	<u>1997</u>	<u>1998</u>
Frais d'acquisition des immobilisations et d'augmentation de capital	203 745	794 078	1 638 728
Primes de remboursement et autres frais relatifs aux emprunts locaux	11 684 416	7 022 975	6 880 000
	<u>11 888 161</u>	<u>7 817 053</u>	<u>8 518 728</u>
<u>Moins</u> : Amortissements	(10 521 836)	(6 990 907)	(7 383 876)
Immobilisations nettes	<u>1 366 325</u>	<u>826 146</u>	<u>1 134 852</u>

• **Banques et correspondants**

	1996	1997	1998
BONS DE CAISSE (a)	855 000 000	690 000 000	460 000 000
AVANCES (b)	283 000 000	187 000 000	1 232 500 000
AUTRES	4 886 050	415 059	114 770
	<u>1 142 886 050</u>	<u>877 415 059</u>	<u>1 692 614 770</u>

(a) Il s'agit de souscriptions de bons de caisse BNDE par des banques commerciales de la place. Ces bons de caisse, qui sont rémunérés à un taux d'intérêt moyen de 9,88% sont remboursables après 5 ans. Ils sont, par banque, détaillés comme suit aux 31 Décembre 1996, 1997 et 1998 :

	1996	1997	1998
B.C.P.	610 000 000	490 000 000	440 000 000
B.M.C.E.	245 000 000	200 000 000	20 000 000
	<u>855 000 000</u>	<u>690 000 000</u>	<u>460 000 000</u>



(b) Les avances sont ainsi détaillées au 31 Décembre 1996, 1997 et 1998 :

	1996	1997	1998
C.N.C.A.		150 000 000	487 500 000
B.C.P.	99 000 000	-	146 000 000
B.M.C.I.	50 000 000	-	
S.M.D.C.	42 000 000	-	97 000 000
ARAB BANK	30 000 000	-	75 000 000
CREDIT DU MAROC	50 000 000	-	-
B.M.A.O.	10 000 000	37 000 000	427 000 000
UNIBAN	2 000 000	-	-
TOTAL	283 000 000	187 000 000	1 232 500 000

Ces avances sont rémunérées à un taux d'intérêt moyen de 6,88 %.

• **Intermédiaires financiers à l'étranger**

	1996	1997	1998
CORRESPONDANTS ETRANGERS	90 942 019	92 452 189	99 065 279
MARCHE INTERNATIONAL DES CAPITAUX	1 790 963 904	1 811 227 403	1 594 770 172
TOTAL	1 881 905 923	1 903 679 592	1 693 835 451



CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS EISES

MONTANT	500.000.000,00 DH
NATURE	OBLIGATIONS
NOMBRE	50 000
FORME	OBLIGATIONS DEMATERIALISEES
VALEUR NOMINALE	10 000 DH
DUREE	5 ANS
TAUX	6,25 %
DROITS RATTACHES AUX TITRES	DROITS AUX INTERETS ET AU PRINCIPAL
DATE DE SOUSCRIPTION	DU 25 AU 29 octobre 1999
DATE DE JOUISSANCE	02 novembre 1999
DATE DE PREMIERE COTATION	02 novembre 1999
MODALITES DE REMBOURSEMENT	ANNUEL
GARANTIE EXTERNE	LA PRESENTE EMISSION NE FAIT L'OBJET D'AUCUNE GARANTIE
RESTRICTION DE NOGOCIABILITE	AUCUNE
LIQUIDITE	TITRES LIBREMENT NEGOCIABLES SUR LE MARCHE SECONDAIRE A BVC

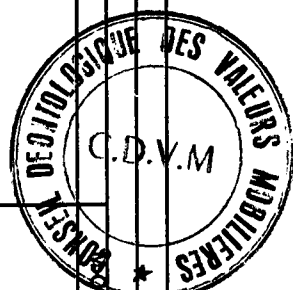


LISTE DES ANNEXES

- 1 - ETATS FINANCIERS AU 31 Décembre 1996 ; 1997 ; 1998 ;
- 2 - SITUATION COMPTABLE AU 31.07.1999 ;
- 3 - ETAT DES VARIATIONS DE LA SITUATION NETTE 1997/1998 ;
- 4 - TABLEAU DES PROVISIONS AU 31.12.1998 ;
- 5 - SITUATION DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES AU 31.12.1998 ;
- 6 - SITUATION DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES AU 31.03.1999 ;
- 7 - ETAT DES CDN AU 31.12.1998 ;
- 8 - ETAT DES DETTES EXTERIEURES AU 31.12.1998 ;
- 9 - ETAT DES TIRAGES ET DES REGLEMENTS DE LA DETTE
EXTERIEURE AU 31.12.1998 ;
- 10 - ETAT DES PARTICIPATIONS AU 31.12.1998 ;
- 11 - MARCHE INTERNATIONAL DES CAPITAUX ;
- 12 - ETATS FINANCIERS DES FILIALES AU 31.12.1998 ;



BILAN AU 31 DECEMBRE 1996



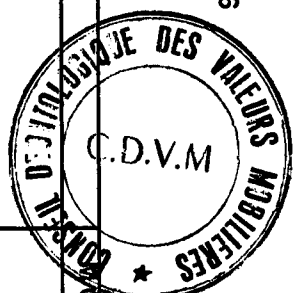
A C T I F		P A S S I F			
CL	LIBELLE	MONTANT	CL	LIBELLE	MONTANT
S01	VALEURS EN CAISSE	7 443 758,41	S41	BANK AL MAGHRIB - AVANCES	0,00
S02	BANK AL MAGHRIB, TRESOR PUBLIC, SCE CHEQUES POSTAUX	4 525 990,63	S63	TRESOR PUBLIC	70 667 788,00
S03	BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	5 221 628,88	S42	BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	1 142 886 050,08
S04	ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	0,00	S43	ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	132 941 214,42
S05	INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	4 214 865,11	S44	INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	1 881 905 922,95
S06	REFINANCEMENTS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	0,00	S45	VALEURS REMISES AU REESCOMPTE ET EN PENSION	0,00
S07	BONS DU TRESOR	584 899 400,00	S46	COMPTES DE CHEQUES	38 819 055,41
S08	CREDITS A LA CLIENTELE A COURT TERME	1 023 629 759,16	S47	COMPTES COURANTS	131 879 984,10
S09	CREDITS A LA CLIENTELE A MOYEN ET LONG TERME	4 988 678 347,59	S48	COMPTES SUR CARNETS	3 355 611,07
S10	CREDITS A LA CLIENTELE : CREANCES NON CLASSEES	290 174 949,90	S49	COMPTES A TERME	303 571 900,00
S11	CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUSES	1 102 078 476,83	S50	AUTRES COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	61 675 809,96
S12	VALEURS A L'ENCAISSEMENT	96 880 126,84	S51	BONS A ECHEANCE FIXE	167 929 800,00
S13	OPERATIONS SUR TITRES	0,00	S52	EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	22 095 176,51
S14	DEBITEURS DIVERS	228 269 548,93	S53	OPERATIONS SUR TITRES ET VERSEMENTS A EFFECTUER SUR TITRES NON LIBE	7 500 250,00
S15	COMPTES DE REGULARISATION	112 847 352,12	S54	CREDITEURS DIVERS	217 932 378,60
S16	COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	179 899 308,30	S55	COMPTES DE REGULARISATION	316 717 821,02
S17	TITRES DE PLACEMENT	0,00	S56	COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	672 688 408,86
S18	TITRES DE PARTICIPATION & EMPLOIS ASSIMILES	552 544 315,79	S57	EMPRUNTS OBLIGATAIRES LOCAUX	2 659 580 000,00
S19	IMMOBILISATIONS NETTES	150 235 598,86	S58	PROVISIONS	585 410 438,57
S20	FRAIS D'ETABLISSEMENTS NETS	1 366 324,55	S59	RESERVES	76 276 904,30
S21	ACTIONNAIRES		S60	CAPITAL	600 000 000,00
S22	REPORT A NOUVEAU		S61	REPORT A NOUVEAU	164 019 865,92
S23	PERTES DE L'EXERCICE		S62	BENEFICE DE L'EXERCICE	75 055 372,13
S30	TOTAL ACTIF	9 332 909 751,90	S70	TOTAL PASSIF	9 332 909 751,90

H O R S B I L A N

CL	LIBELLE	MONTANT
S81	ACCEPTION DINNEN EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	
S82	AUTRES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	355 934 608,81
S83	ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	
S84	ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE RECUS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	
S85	CREDITS OUVERTS A LA CLIENTELE CONFIRMES	
S86	VALEURS DONNEES EN GARANTIE	
S87	ENGAGEMENTS DE CHANGE A TERME	37 821 759,08

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31 DECEMBRE 1996

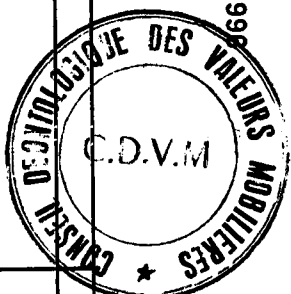
D E B I T



C/L	LIBELLE	MONTANT	C/L	LIBELLE	MONTANT
R01	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	661 219 956,17	R21	FRAIS GENERAUX	88 387 207,90
R02	CHARGES DES OPERAT. DE TRES. ET OPERAT. AVEC LES INT. FINANCIERS	322 748 424,68	R22	CHARGES DE PERSONNEL	64 313 854,46
R03	- INTS SERVIS S/COMPTES DE BAM, TRESOR & CCP	1 904 365,24	R23	- SALAIRES, APPOINTEMENTS, GRATIFICATIONS, PRIMES & INDEMNITES	48 506 716,91
R04	- INTS SERVIS S/ COMPTES D'AUTRES INT. FINANCIERS	313 020 170,98	R24	- CHARGES PATRONALES : ASSURANCES SOCIALE ET CAISSES DE RETRAITES	10 923 173,91
R05	- INTS SERVIS SUR VALEURS DONNEES AU REESCOMPTE	0,00	R25	- CHARGES DE FORMATION	1 186 399,45
R06	- INTS SERVIS SUR VALEURS DONNEES EN PENSION	0,00	R26	- AUTRES CHARGES DU PERSONNEL	3 697 564,19
R07	- COMMISSIONS SERVIS S/OPER. DE TRESORERIE & OP AVEC INT FIN.	7 823 888,46	R27	IMPOTS ET TAXES	1 384 476,17
R08	CHARGES SUR COMPTES ET BONS DE LA CLIENTELE	36 541 597,97	R28	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	22 688 877,27
R09	- INTERETS SERVIS SUR COMPTES DE CHEQUES (PERSONNEL)	1 100 384,70	R29	LOYER ET CHARGES LOCATIVES	230 548,41
R10	- INTERETS SERVIS SUR COMPTES COURANTS	567 269,23	R30	ENTRETIEN, REPARATIONS & AUTRES TRAVAUX, FOURNITURES & SCES EXT.	10 571 664,68
R11	- INTERETS SERVIS SUR COMPTES SUR CARNET	144 139,20	R31	TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	959 219,06
R12	- INTERETS SERVIS SUR COMPTES A TERME ET BONS DE CAISSE	34 729 804,84	R32	FRAIS DE PUBLICITE	774 978,13
R13	AUTRES CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES	301 929 933,52	R33	AUTRES FRAIS DIVERS DE GESTION	10 152 466,99
R14	- CHARGES DES OPERATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	0,00	R34	CREANCES IRRECUPERABLES NON COUVERTES PAR LES PROVISIONS	
R15	- CHARGES DES OPERATIONS DE CHANGE	0,00	R35	DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORT & DE PROVISION D'EXPLOIT	62 093 034,81
R16	- CHARGES DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	0,00	R36	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	9 426 226,21
R17	- INTERETS SERVIS SUR EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES	301 929 672,32	R37	DOTATIONS AUX PROVISIONS	52 666 808,60
R18	- MOINS VALEURS SUR CESSION D'OR ET DE TITRES DE PLACEMENT	0,00	R38	CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	
R19	- CHARGES SUR OPERATIONS DIVERSES	261,20	R39	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	0,00
			R40	CHARGES DIVERSES	0,00
			R41	TOTAL DU DEBIT	811 700 198,88
			R42	BALANCE (SOLDE BENEFICIAIRE)	69 630 040,40
				TOTAL GENERAL	881 330 239,28

COMpte D'EXPLOITATION GENERALE AU 31 DECEMBRE 1996

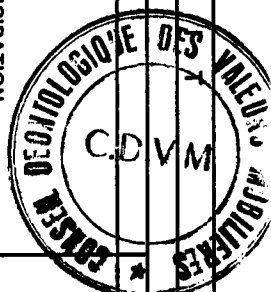
C R E D I T



C/L	LIBELLE	MONTANT	C/L	LIBELLE	MONTANT
R50	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	881 330 239,28	R66	AUTRES PRODUITS SUR OPERATIONS BANCAIRES	64 729 099,91
R61	PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE & D'INTERMED. FINANCIERS	27 510 645,65	R67	- COMMISSION DE TENUE DE COMPTES	0,00
R52	- INTS PERCUS S/ COMPTES DE BAM, TRESOR & CCP	0,00	R68	- COMMISSIONS SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLE MAROC ET ETRANGER	116 363,74
R53	- INTS PERCUS S/ COMPTES D'AUTRES INT. FINANCIERS	2 376 413,48	R69	- PRODUITS DES OPERATIONS SUR TITRES ET OR	310 681,23
R54	- INTS PERCUS SUR VALEURS RECUS AU REESCOMPTE	0,00	R70	- PRODUITS DES OPERATION DE CHANGE	2 184 753,20
R55	- INTS PERCUS SUR EFFETS ET BONS DU TRESOR RECUS EN PENSION	0,00	R71	- COMMISSION D'ENGAGEMENTS	8 806 911,72
R56	- INTS PERCUS SUR BONS DU TRESOR & SUR OPS AVEC LES INTS FIN.	25 134 232,17	R72	- PRODUITS DES OPERATIONS DE CAISSE	1 122 850,00
R57	- COMMISSIONS PERCUS S/OPER. DE TRES. ET S/OP. AVEC INT FIN	0,00	R73	- PRODUITS DES OPERATIONS DIVERSES	0,00
			R74	- PRODUITS DU PORTEFEUILLE TITRES ET DE L'OR	43 772 494,26
			R75	- PRODUITS ET COMMISSIONS DIVERS	8 415 045,76
R58	INTERETS PERCUS SUR CREDITS A LA CLIENTELE	789 090 493,72	R77	PRODUITS ACCESSOIRES	0,00
R59	- INTERETS PERCUS SUR COMPTES DEBITEURS	31 877 693,65	R78	REVENUS DES IMMEUBLES	0,00
R60	- INTERETS PERCUS SUR CREDITS DE TRESORERIE	22 348 017,82	R79	AUTRES REVENUS ACCESSOIRES	0,00
R61	- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A COURT TERME	43 123 658,03			
R62	- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A MOYEN TERME	289 944 854,68			
R63	- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A LONG TERME	385 316 650,44	R81	TOTAL DU CREDIT	881 330 239,28
R64	- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUSES	0,00	R86	BALANCE (SOLDE DEFICITAIRE)	0,00
R65	- INTERETS DIVERS	16 479 619,10		TOTAL GENERAL	881 330 239,28

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1996

D E B I T				C R E D			
CL	LIBELLE	MONTANT	CL	LIBELLE	MONTANT		
T01	PERTEE D'EXPLOITATION GENERALE	0,00	T51	BENEFICE D'EXPLOITATION GENERALE	69 630 040,40		
T16	CHARGES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	10 561 833,87	T70	REPRISES DES PROVISIONS	11 075 281,59		
T35	IMPOTS SUR LES BENEFICES PROFESSIONNELS	18 024 246,97	T75	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	11 318 223,01		
			T80	PLUS-VALUES SUR REALISATIONS DE TITRES DE PARTICIPATION	11 227 784,87		
			T85	PLUS-VALUES SUR REALISATIONS DIMMOBILISATIONS	390 123,10		
		28 586 080,84	T95	TOTAL DU CREDIT	103 641 452,97		
T36	RESULTAT DE L'EXERCICE	75 055 372,13	T97	PERTES DE L'EXERCICE	0,00		
T45							
T47		103 641 452,97	T99	TOTAL GENERAL	103 641 452,97		



BILAN AU 31 DECEMBRE 1997



A C T I F			P A S S I F		
CIL	LIBELLE	MONTANT	CIL	LIBELLE	MONTANT
S01	VALEURS EN CAISSE	8 294 060,87	S41	BANK AL MAGHRIB - AVANCES	0,00
S02	BANK AL MAGHRIB, TRESOR PUBLIC, SCE CHEQUES POSTAUX	12 419 597,80	S63	TRESOR PUBLIC	86 729 323,27
S03	BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	5 189 850,06	S42	BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	8 777 415 058,78
S04	ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	0,00	S43	ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES (BANK AL AMAL)	93 463 064,42
S05	INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	11 780 902,94	S44	INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	1 903 679 591,86
S06	REFINANCEMENTS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	0,00	S45	VALEURS REMISES AU REESCOMPTE ET EN PENSION	0,00
S07	BONS DU TRESOR	578 719 000,00	S46	COMPTES DE CHEQUES	1 544 100 034,06
S08	CREDITS A LA CLIENTELE A COURT TERME	1 050 162 584,40	S47	COMPTES COURANTS	63 167 376,28
S09	CREDITS A LA CLIENTELE A MOYEN ET LONG TERME	4 534 156 057,41	S48	COMPTES SUR CARNETS	289 921 858,88
S10	CREDITS A LA CLIENTELE : CREANCES NON CLASSEES	290 345 709,75	S49	COMPTES A TERME	2 742 954,83
S11	CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUSES	1 029 352 602,45	S50	AUTRES COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	627 911 158,00
S12	VALEURS A L'ENCAISSEMENT	149 783 134,05	S51	BONS A ECHEANCE FIXE	44 604 986,07
S13	OPERATIONS SUR TITRES	0,00	S52	EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	615 761 700,00
S14	DEBITEURS DIVERS	156 532 827,51	S53	OPERATIONS SUR TITRES ET VERSEMENTS A EFFECTUER SUR TITRES NON LIBERES	66 723 714,16
S15	COMPTES DE REGULARISATION	128 370 866,88	S54	CREDITEURS DIVERS	250,00
S16	COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	915 386 750,50	S55	COMPTES DE REGULARISATION	173 768 222,54
S17	TITRES DE PLACEMENT	0,00	S56	COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	109 685 352,13
S18	TITRES DE PARTICIPATION & EMPLOIS ASSIMILES	634 974 180,54	S57	EMPRUNTS OBLIGATAIRES LOCAUX	803 148 298,25
S19	IMMOBILISATIONS NETTES	170 623 156,34	S58	PROVISIONS	2 321 380 000,00
S20	FRAIS D'ETABLISSEMENTS NETS	826 146,08	S59	RESERVES	670 339 137,27
S21	ACTIONNAIRES		S60	CAPITAL	80 029 672,91
S22	REPORT A NOUVEAU		S61	REPORT A NOUVEAU	600 000 000,00
S23	PERTES DE L'EXERCICE		S62	BENEFICE DE L'EXERCICE	169 322 469,44
S30	TOTAL ACTIF	9 676 919 427,58	S70	TOTAL PASSIF	187 145 338,49
H O R S B I L A N					
CIL	LIBELLE	MONTANT			
S81	ACCEPTATION DINNEN EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	464 431 608,78			
S82	AUTRES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR DE LA CLIENTELE				
S83	ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS				
S84	ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE RECUS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS				
S85	CREDITS OUVERTS A LA CLIENTELE CONFIRMES				
S86	VALEURS DONNEES EN GARANTIE				
S87	ENGAGEMENTS DE CHANGE A TERME				

BANQUE NATIONALE POUR LE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31 DECEMBRE 1997



D E B I T		C R E D I T	
CL	LIBELLE	CL	LIBELLE
R01	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	R21	FRAIS GENERAUX
	640 650 704,74		88 539 286,97
R02	CHARGES DES OPERATIONS DE TRESOR ET OPERATIONS AVEC LES INT. FINANCIERS	R22	CHARGES DE PERSONNEL
R03	- INTS SERVIS S/COMPTES DE DAM, TRESOR & CCP	R23	- SALAIRES, APPOINTEMENTS, GRATIFICATIONS, PRIMES & INDEMNITES
R04	- INTS SERVIS S/COMPTES D'AUTRES INT. FINANCIERS	R24	- CHARGES PATRONALES : ASSURANCES SOCIALE ET CAISSES DE RETRAITES
R05	- INTS SERVIS SUR VALEURS DONNEES AU REESCOMPTE	R25	- CHARGES DE FORMATION
R06	- INTS SERVIS SUR VALEURS DONNEES EN PENSION	R26	- AUTRES CHARGES DU PERSONNEL
R07	- COMMISSIONS SERVIS S/OPER. DE TRESORERIE & OP AVEC INT FIN.		2 579 297,36
	4 858 210,11		1 475 592,83
R08	CHARGES SUR COMPTES ET BONS DE LA CLIENTELE	R27	IMPOTS ET TAXES
	33 400 257,17		22 413 523,98
R09	- INTERETS SERVIS SUR COMPTES DE CHEQUES	R28	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION
R10	- INTERETS SERVIS SUR COMPTES COURANTS		174 888,00
R11	- INTERETS SERVIS SUR COMPTES SUR CARNET	R29	LOYER ET CHARGES LOCATIVES
R12	- INTERETS SERVIS SUR COMPTES A TERME ET BONS DE CAISSE		9 979 456,88
	30 124 784,67	R30	ENTRETIEN, REPARATIONS & AUTRES TRAVAUX, FOURNITURES & SCES EXT.
	281 678 822,59	R31	TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS
			1 173 364,55
		R32	FRAIS DE PUBLICITE
			764 893,13
		R33	AUTRES FRAIS DIVERS DE GESTION
			10 320 881,42
R13	AUTRES CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES		
R14	- CHARGES DES OPERATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	R34	CREANCES IRRECOVERABLES NON COUVERTES PAR LES PROVISIONS
R15	- CHARGES DES OPERATIONS DE CHANGE		77 314 055,30
R16	- CHARGES DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	R35	DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORTI & DE PROVISION D'EXPLOITATION
R17	- INTERETS SERVIS SUR EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES		9 848 511,40
R18	- MOINS VALEURS SUR CESSON D'OR ET DE TITRES DE PLACEMENT	R36	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS
R19	- CHARGES SUR OPERATIONS DIVERSES		67 465 543,90
	23 650,97	R37	DOTATIONS AUX PROVISIONS
		R38	CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES
		R39	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS
		R40	CHARGES DIVERSES
			806 504 346,91
		R41	TOTAL DU DEBIT
			84 251 010,59
		R42	BALANCE (SOLDE BENEFICIAIRE)
			890 765 057,50
			TOTAL GENERAL

BANQUE NATIONALE POUR LE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31 DECEMBRE 1997

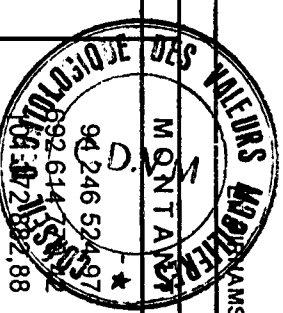
C R E D I T					
CL	LIBELLE	MONTANT	CL	LIBELLE	MONTANT
R50	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	890 755 057,50	R66	AUTRES PRODUITS SUR OPERATIONS BANCAIRES	65 423 046,19
R51	PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE & D'INTERMED. FINANCIERS	43 006 697,44	R67	- COMMISSION DE TENUE DE COMPTES	
R52	- INTS PERCUS S/ COMPTES DE BAM, TRESOR & CCP		R68	- COMMISSIONS SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLE MAROC ET ETRANGER	241 043,36
R53	- INTS PERCUS S/ COMPTES D'AUTRES INT. FINANCIERS		R69	- PRODUITS DES OPERATIONS SUR TITRES ET OR	2 221 012,34
R54	- INTS PERCUS SUR VALEURS RECUS AU REESCOMPTE	2 511 982,77	R70	- PRODUITS DES OPERATION DE CHANGE	7 786 893,32
R55	- INTS PERCUS SUR EFFETS ET BONS DU TRESOR RECUS EN PENSION		R71	- COMMISSION D'ENGAGEMENTS	10 164 841,62
R56	- INTS PERCUS SUR BONS DU TRESOR & SUR OPS AVEC LES INTS FIN.	40 494 714,67	R72	- PRODUITS DES OPERATIONS DE CAISSE	3 534,00
R57	- COMMISSIONS PERCUS S/OP. DE TRES. ET S/OP. AVEC INT FIN		R73	- PRODUITS DES OPERATIONS DIVERSES	125 000,00
R58	INTERETS PERCUS SUR CREDITS A LA CLIENTELE	782 323 311,87	R74	- PRODUITS DU PORTEFEUILLE TITRES ET DE L'OR	38 164 898,11
R59	- INTERETS PERCUS SUR COMPTES DEBITEURS	45 982 130,94	R75	- PRODUITS ET COMMISSIONS DIVERS	8 717 825,44
R60	- INTERETS PERCUS SUR CREDITS DE TRESORERIE	27 077 208,71	R77	PRODUITS ACCESSOIRES	
R61	- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A COURT TERME	51 176 480,30	R78	REVENUS DES IMMEUBLES	
R62	- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A MOYEN TERME	308 304 550,01	R79	AUTRES REVENUS ACCESSOIRES	
R63	- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A LONG TERME	331 205 100,12	R81	TOTAL DU CREDIT	890 755 057,50
R64	- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUSES		R86	BALANCE (SOLDE DEFICITAIRE)	
R65	- INTERETS DIVERS	18 577 841,79		TOTAL GENERAL	890 755 057,50

BILAN AU 31 Décembre 1998

A C T I F	
LIBELLE	MONTANT
VALEURS EN CAISSE	19 159 211,17
BANK AL MAGHRIB TRESOR PUBLIC SERVICE D	14 789 592,48
BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	28 747 220,12
ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	-
INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	17 369 445,62
REFINANCEMENTS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	-
BONS DE TRESOR	572 372 000,00
CREDITS A LA CLIENTELE A COURT TERME	1 908 989 270,35
CREDITS A LA CLIENTELE A MOYEN ET LONG	4 373 151 463,52
CREANCES A LA CLIENTELE : CREANCES NON C	496 994 070,01
CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUSES	1 135 369 037,93
VALEURS A L'ENCAISSEMENT	132 322 793,48
OPERATIONS SUR TITRE	-
DEBITEURS DIVERS	90 465 884,40
COMPTES DE REGULARISATION	112 887 700,42
COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	882 251 968,72
TITRES DE PLACEMENT	-
TITRES DE PARTICIPATIONS & EMPLOIS ASSIMILEE	897 528 649,02
IMMOBILISATIONS NETTES	184 405 912,87
FRAIS D'ETABLISSEMENTS NETS	1 134 849,86
ACTIONNAIRES	-
REPORT A NOUVEAU	-
PERTES DE L'EXERCICE	-
TOTAL ACTIF	10 867 939 069,97

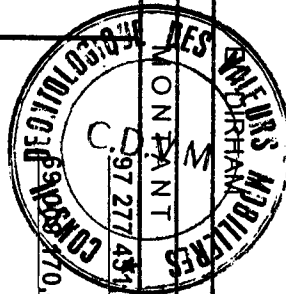
H O R S B I L A N	
LIBELLE	MONTANT
ACCEPTION DONNEES EN FAVEUR DE LA CIL	538 600 479,53
AUTRES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAV	183 612 381,20
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR D'I	-
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE RECUS D'INTER	-
CREDITS OUVERTS A LA CLIENTELE CONFIRME	-
VALEURS DONNEES EN GARANTIE	-
ENGAGEMENTS DE CHANGE A TERME	-

P A S S I F	
LIBELLE	MONTANT
BANK AL-MAGHRIB- AVANCES	94 246 524,97
TRESOR PUBLIC	992 614 732,88
BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	1 693 835 451,37
ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	-
INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	93 193 815,05
VALEURS REMISES AU REESCOMPTE ET EN PE	540 737 899,40
COMPTES DE CHEQUES	4 215 252,88
COMPTES COURANTS	1 089 361 920,00
COMPTES SUR CARNETS	77 345 308,50
COMPTES A TERME	72 400 800,00
AUTRES COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENT	100 336 996,57
BONS A ECHEANCE FIE	250,00
EXIGIBLES APRES L'ENCAISSEMENT	193 792 174,05
OPERATIONS SUR TITRES ET VERSEMENTS A	167 947 760,59
DEBITEURS DIVERS	855 155 817,40
COMPTES DE REGULARISATION	2 205 090 000,00
COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	738 504 692,22
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET BONS DE CAISSE	209 386 934,83
PROVISIONS	600 000 000,00
RESERVES	155 110 446,01
CAPITAL	183 289 372,83
REPORT A NOUVEAU	-
BENEFICES DE L'EXERCICE	-
TOTAL PASSIF	10 867 939 069,97



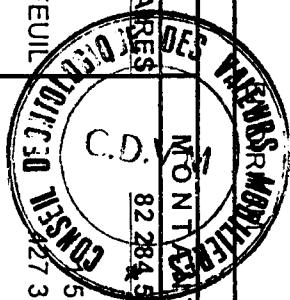
COMPTÉ D'EXPLOITATION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 1998

D E B I T		C R E D I T	
LIBELLE	MONTANT	LIBELLE	MONTANT
CHARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	621 422 695,47	FRAIS GÉNÉRAUX	97 277 451,53
CHARGES DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET	346 389 390,72	CHARGES DE PERSONNEL	53 270 679,54
OPERATIONS AVEC LES INTERMED. FINANCIERS	1 291 348,44	SALAIRES ET APPOINTEMENTS, GRATIFICATION	13 050 148,07
INTERETS SERVIS SUR COMPTES DE LA BANQUE	342 390 915,36	PRIMES ET INDEMNITES	1 037 185,13
DU TRESOR PUB. ET DU SERVICE DES CHEQ. P		CHARGES PATRONALES : ASSURANCES SOCIALES	1 651 157,68
INTERETS SERVIS SUR COMPTES D'AUTRES		CAISSES DE RETRAITES	
INTERMEDIAIRES FINANCIERS		CHARGES DE FORMATION	
INTERETS SERVIS SUR VALEURS DONNEES		AUTRES CHARGES DU PERSONNEL	
AU REESCOMPTE			
INTERETS SERVIS SUR VALEURS DONNEES	2 707 126,92	IMPOTS ET TAXES	1 275 973,70
EN PENSION			
COMMISSIONS SERVIES SUR OPERATIONS		CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	26 992 287,41
DE TRESORERIE ET SUR OPERATIONS AVEC		LOYERS ET CHARGES LOCATIVES	270 295,20
LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS		ENTRETIEN, REPARATIONS ET AUTRES TRAVAUX	10 096 845,93
CHARGES/COMPTES ET BONS DE LA CLIENTELE	24 760 873,95	FOURNITURES ET SERVICES EXTERIEURS	1 049 273,33
INTERETS SERVIS SUR COMPTES DE CHEQUES	925 736,20	TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	1 163 738,43
INTERETS SERVIS SUR COMPTES COURANTS	1 476 818,52	FRAIS DE PUBLICITE	14 412 134,52
INTERETS SERVIS SUR CARNETS	181 472,50	AUTRES FRAIS DIVERS DE GESTION	
INTERETS SERVIS SUR COMPTES A TERME	22 176 846,73	CREANCES IRRECUPERABLES NON	
ET BONS A ECHEANCE FIXE		COUVERTS PAR LES PROVISIONS	
AUTRES CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES	250 272 430,80	DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES	78 813 522,07
CHARGES DES OPERATIONS SUR TITRES DE PLACE	929 431,62	D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS D'EXPLOITATION	
CHARGES DES OPERATIONS DE CHARGE		DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	10 818 439,89
CHARGES DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		DOTATIONS AUX PROVISIONS	67 995 082,18
INTERETS SERVIS SUR EMPRUNTS	249 341 767,22	CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	
OBLIGATAIRES ET EMPLOIS ASSIMILES		DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	
MOINS-VALUE SUR CESSION D'OR ET DE		CHARGES DIVERSES	
TITRES DE PLACEMENT		TOTAL DU DEBIT	797 513 649,07
CHARGES SUR OPERATIONS DIVERSES	1 231,96	BALANCE (SOLDE BENEFICIAIRE)	92 550 668,87
		TOTAL GENERAL	890 064 317,94



COMPTÉ D'EXPLOITATION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 1998

C R E D I T	
LIBELLE	MONTANT
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	890 064 317,94
PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET	43 041 490,05
INTERETS SERVIS SUR COMPTES DE LA BANQUE MAROC, DU TRESOR ET DU SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	2 919 247,89
INTERETS SERVIS SUR COMPTES D'AUTRES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	
INTERETS PERCUS SUR EFFETS RECUS AU REESCOMPTE	
INTERETS PERCUS SUR EFFETS ET BONS DU TRESOR RECUS EN PENSION	40 122 242,16
INTERETS PERCUS SUR BONS DU TRESOR ET SUR OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	
COMMISSIONS PERCUS SUR OPERATIONS DE TRE RIE ET SUR OPERATIONS AVEC LES INTERMED.	
INTERETS PERCUS SUR CREDITS CLIENTELLE	764 738 302,33
INTERETS PERCUS SUR COMPTES DEBITEURS	41 074 554,27
INTERETS PERCUS SUR CREDITS DE TRESORERI	35 378 942,41
INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A C.T.	51 554 702,98
INTERETS PERCUS SUR CREDITS A MOYEN TERM	430 199 119,99
INTERETS PERCUS SUR CREDITS A LONG TERM	194 758 870,30
INTERETS PERCUS SUR CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUSES	
INTERETS DIVERS	11 772 112,38
LIBELLE	MONTANT
AUTRES PRODUITS SUR OPERATIONS BANCAIRES	82 284 525,56
COMMISSION DE TENUE DE COMPTES	550,00
COMMISSIONS SUR OPERATIONS DE PORTEFEUIL MAROC ET ETRANGER	427 335,96
PRODUITS DES OPERATIONS SUR TITRES ET OR	1 733 842,13
PRODUITS DES OPERATIONS DE CHANGE ET DE	1 752 770,09
COMMISSIONS D'ENGAGEMENTS	29 152 674,64
PRODUITS DES OPERATIONS DE CAISSE	25 805,39
PRODUITS DES OPERATIONS DIVERSES	1 041 250,00
PRODUITS DU PORTEF. TITRES ET DE L'OR	40 667 410,37
PRODUITS ET COMMISSIONS DIVERS	7 481 886,98
PRODUITS - ACCESSOIRES	
REVENUS DES IMMEUBLES	
AUTRES REVENUS ACCESSOIRES	
TOTAL DU CREDIT	890 064 317,94
BALANCE (SOLDE DEFICITAIRE)	
TOTAL GENERAL	890 064 317,94

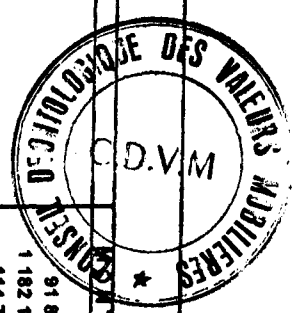


COMPTES PERTES ET PROFITS AU 31 Décembre 1998

D E B I T	
LIBELLE	MONTANT
PROVISION NON COURANTE P/INVESTISSEMENT	10 500 000,00
CHARGES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEUR	18 447 892,20
IMPOTS SUR LES BENEFICES PROFESSIONNELS	41 113 406,85
	70 061 299,05
RESULTAT DE L'EXERCICE	183 289 372,83
	253 350 671,88

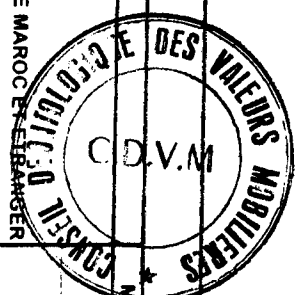
C R E D I T	
LIBELLE	MONTANT
BENEFICE D'EXPLOITATION GENERALE	92 550 650,00
REPRISES DES PROVISIONS	18 447 892,20
PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	27 343 324,41
PLUS-VALUES SUR REALISATIONS DE TITRES DE PA	131 930 782,48
PLUS-VALUES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS	475 896,12
TOTAL DU CREDIT	253 350 671,88
Pertes de l'exercice	-
TOTAL GENERAL	253 350 671,88





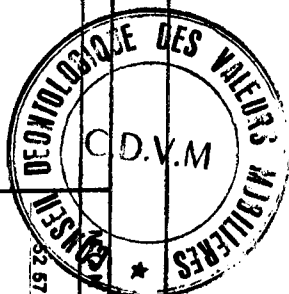
A C T I F			P A S S I F		
L	LIBELLE	MONTANT	CL	LIBELLE	MONTANT
11	VALEURS EN CAISSE	17 882 074,76	S41	BANK AL MAGHRIB - AVANCES	0,00
12	BANK AL MAGHRIB, TRESOR PUBLIC, SCE CHEQUES POSTAUX	13 016 119,84	S63	TRESOR PUBLIC	91 856 657,97
13	BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	72 707 943,46	S42	BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	1 182 190 226,74
14	ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	0,00	S43	ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	114 734 882,88
15	INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	6 721 662,14	S44	INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	1 799 839 202,07
16	REFINANCEMENTS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	0,00	S45	VALEURS REMISES AU REESCOMPTE ET EN PENSION	0,00
17	BONS DU TRESOR	565 925 000,00	S46	COMPTES DE CHEQUES	82 829 968,27
18	CREDITS A LA CLIENTELE A COURT TERME	2 092 164 669,70	S47	COMPTES COURANTS	619 697 664,63
19	CREDITS A LA CLIENTELE A MOYEN ET LONG TERME	4 349 689 856,28	S48	COMPTES SUR CARNETS	4 130 633,21
20	CREANCES A LA CLIENTELE, CREANCES NON CLASSEES	198 704 268,97	S49	COMPTES A TERME	1 142 294 120,00
21	CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUSES	1 297 431 743,22	S50	AUTRES COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	83 988 135,03
22	VALEURS A L'ENCAISSEMENT	195 834 688,41	S51	BONS A ECHANCE FIXE	66 116 700,00
23	OPERATIONS SUR TITRES	0,00	S52	EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	69 097 760,96
24	DEBITEURS DIVERS	110 568 634,82	S53	OPERATIONS SUR TITRES ET VERSEMENTS A EFFECTUER SUR TITRES NON LIB	250,00
25	COMPTES DE REGULARISATION	198 616 213,64	S54	CREDITEURS DIVERS	186 568 434,23
26	COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	869 413 566,08	S55	COMPTES DE REGULARISATION	389 994 288,01
27	TITRES DE PLACEMENT	0,00	S56	COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	1 142 912 944,16
28	TITRES DE PARTICIPATION & EMPLOIS ASSIMILES	595 341 627,49	S57	EMPRUNTS OBLIGATAIRES LOCAUX	2 165 920 000,00
29	IMMOBILISATIONS NETTES	189 026 899,96	S58	PROVISIONS	669 023 239,79
30	FRAIS D'ETABLISSEMENTS NETS	1 670 796,08	S59	RESERVES	209 386 934,83
31	ACTIONNAIRES		S60	CAPITAL	600 000 000,00
32	REPORT A NOUVEAU		S61	REPORT A NOUVEAU	155 110 446,01
33	PERTES DE L'EXERCICE		S62	RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION	0,00
34				BENEFICE DE L'EXERCICE	110 022 286,17
35	TOTAL ACTIF	10 774 715 664,85	S70	TOTAL PASSIF	10 774 715 664,85
H O R S B I L A N					
1	LIBELLE	MONTANT			
41	ACCEPTATION DINNES EN FAVEUR DE LA CLIENTELE				
42	AUTRES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	659 756 688,85			
43	ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	0,00			
44	ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE RECUS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	296 660 277,20			
45	CREDITS OUVERTS A LA CLIENTELE CONFIRMES				
46	VALEURS DONNEES EN GARANTIE				
47	ENGAGEMENTS DE CHANGE A TERME				

LIBELLE		C R E D I T		
LIBELLE	MONTANT	CL	LIBELLE	MONTANT
0 PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	510 354 238,31	R66	AUTRES PRODUITS SUR OPERATIONS BANCAIRES	41 616 195,28
1 PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE & D'INTERMED. FINANCIERS	25 086 387,94	R67	- COMMISSION DE TENUE DE COMPTES	
2 - INTS PERCUS S/ COMPTES DE BAM, TRESOR & CCP		R68	- COMMISSIONS SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLE MAROC ET ETRANGER	
3 - INTS PERCUS S/ COMPTES D'AUTRES INT. FINANCIERS	1 601 792,06	R69	- PRODUITS DES OPERATIONS SUR TITRES ET OR	136 834,29
4 - INTS PERCUS SUR VALEURS RECUS AU REESCOMPTE		R70	- PRODUITS DES OPERATIONS SUR TITRES ET OR	1 240 198,26
5 - INTS PERCUS SUR EFFETS ET BONS DU TRESOR RECUS EN PENSION		R71	- COMMISSION D'ENGAGEMENTS	1 948 073,82
6 - INTS PERCUS SUR BONS DU TRESOR & SUR OPS AVEC LES INTS FIN.		R72	- PRODUITS DES OPERATIONS DE CAISSE	6 165 644,27
7 - COMMISSIONS PERCUS S/OPER. DE TRES. ET S/OP. AVEC INT FIN	23 484 595,88	R73	- PRODUITS DES OPERATIONS DIVERSES	7 661,00
		R74	- PRODUITS DU PORTEFEUILLE TITRES ET DE L'OR	1 041 250,00
		R75	- PRODUITS ET COMMISSIONS DIVERS	29 416 162,36
8 INTERETS PERCUS SUR CREDITS A LA CLIENTELE	443 651 655,09	R76		1 660 491,28
9 INTÉRÊTS PERCUS SUR COMPTES D'INTERMEDIATION	18 453 344,00	R77	PRODUITS ACCESSOIRES	
10 INTÉRÊTS PERCUS SUR CREDITS DE TRESORERIE	20 908 372,39	R78	REVENUS DES IMMEUBLES	
11 - INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A COURT TERME	30 979 953,62	R79	AUTRES REVENUS ACCESSOIRES	
12 - INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A MOYEN TERME	190 838 147,62			
13 - INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A LONG TERME	174 879 566,98	R81		
14 - INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUX	7 592 270,48	R86	TOTAL DU CREDIT	510 354 238,31
15 - INTERETS DIVERS			BALANCE (SOLDE DEFICITAIRE)	
			TOTAL GENERAL	510 354 238,31
PRODUIT NET BANCAIRE				
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	510 354 238,31			
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	371 234 795,19			
PRODUIT NET BANCAIRE	139 119 443,12			



COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31 JUILLET 1998

D E B I T		C R E D I T	
LIBELLE	MONTANT	LIBELLE	MONTANT
1 CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	371 234 795,19	R21 FRAIS GENERAUX	32 572 937,06
2 CHARGES DES OPERAT DE TRES. ET OPERAT AVEC LES INT. FINANCIERS	206 258 253,06	R22 CHARGES DE PERSONNEL	33 966 663,33
- INTS SERVIS S/COMPTES DE BAM, TRESOR & CCP	763 408,26	- SALAIRES, APPOINTEMENTS, GRATIFICATIONS, PRIMES & INDEMNITES	26 863 614,53
3 INTS SERVIS S/ COMPTES D'AUTRES INT. FINANCIERS	203 073 872,52	- CHARGES PATRONALES : ASSURANCES SOCIALE ET CAISSES DE RETRAITES	5 667 436,84
4 INTS SERVIS SUR VALEURS DONNEES AU REESCOMPTE	-	- CHARGES DE FORMATION	512 049,24
5 INTS SERVIS SUR VALEURS DONNEES EN PENSION	-	- AUTRES CHARGES DU PERSONNEL	923 562,72
6 COMMISSIONS SERVIS S/OPER. DE TRESORERIE & OP AVEC INT FIN.	2 420 972,28	R26 IMPOTS ET TAXES	1 204 277,80
7 CHARGES SUR COMPTES ET BONS DE LA CLIENTELE	17 258 783,64	R27 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	17 401 896,93
8 INTERETS SERVIS SUR COMPTES DE CHEQUES	702 659,83	R28 LOYER ET CHARGES LOCATIVES	67 628,00
9 INTERETS SI RVIS SUR COMPTES COURANTS	829 887,67	R29 ENTRETIEN, REPARATIONS & AUTRES TRAVAUX, FOURNITURES & SCES EXT.	5 108 652,39
10 INTERETS SERVIS SUR COMPTES SUR CARNET	134 406,41	R30 TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	644 169,83
11 INTERETS SERVIS SUR COMPTES A TERME ET BONS DE CAISSE	15 691 829,73	R31 FRAIS DE PUBLICITE	773 129,06
12 AUTRES CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES	147 717 758,49	R32 AUTRES FRAIS DIVERS DE GESTION	10 808 326,66
13 CHARGES DES OPERATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	111 602,87	R33 CREANCES IRRECUPERABLES NON COUVERTES PAR LES PROVISIONS	-
14 CHARGES DES OPERATIONS DE CHANGE	-	R34 DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORT. & DE PROVISION D'EXPLO	-
15 CHARGES DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	-	R35 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	-
16 INTERETS SERVIS SUR EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES	147 605 245,66	R36 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	-
17 MOINS VALEURS SUR CESSON D'OR ET DE TITRES DE PLACEMENT	-	R37 DOTATIONS AUX PROVISIONS	-
18 CHARGES SUR OPERATIONS DIVERSES	909,96	R38 CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	-
19		R39 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	-
		R40 CHARGES DIVERSES	-
		R41 TOTAL DU DEBIT	423 807 632,25
		R42 BALANCE (SOLDE BENEFICIAIRE)	86 546 606,06
		TOTAL GENERAL	510 354 238,31



COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 JUILLET 1998

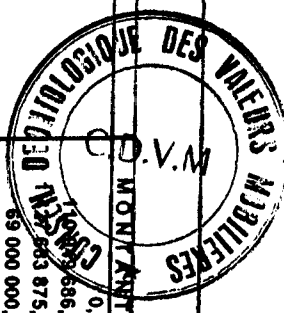
D E B I T		C R E D I T		
LIBELLE	MONTANT	CL	LIBELLE	
PERTE D'EXPLOITATION GENERALE	0,00	151	BENEFICE D'EXPLOITATION GENERALE	86 546 106,06
CHARGES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	224 645,10	170	REPRISES DES PROVISIONS	16 226,52
IMPOTS SUR LES BENEFICES PROFESSIONNELS	0,00	175	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	108,69
		180	PLUS-VALUES SUR REALISATIONS DE TITRES DE PARTICIPATION	0,00
		185	PLUS-VALUES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00
TOTAL DU DEBIT	224 645,10	195	TOTAL DU CREDIT	110 246 941,27
RESULTAT DE L'EXERCICE	110 022 296,17	197	PERTES DE L'EXERCICE	0,00
TOTAL GENERAL	110 246 941,27	199	TOTAL GENERAL	110 246 941,27

Ministère des Valeurs Mobilières

110 246 941,27

0,00

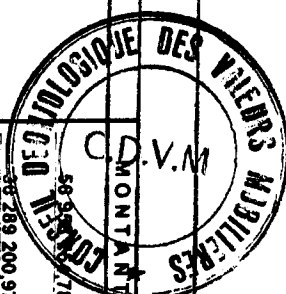




A C T I F		P A S S I F	
LIBELLE	MONTANT	LIBELLE	MONTANT
1 VALEURS EN CAISSE	28 780 829,33	S41 BANK AL MAGHRIB - AVANCES	0,00
2 BANK AL MAGHRIB, TRESOR PUBLIC, SCE CHEQUES POSTAUX	90 867 715,31	S63 TRESOR PUBLIC	0,00
3 BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	33 792 233,64	S42 BANQUES INSCRITES ET ASSIMILEES	11 986 586,22
4 ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	0,00	S43 ORGANISMES FINANCIERS SPECIALISES	13 783 875,86
5 INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	142 379 875,78	S44 INTERMEDIAIRES FINANCIERS A L'ETRANGER	69 000 000,00
6 REFINANCEMENTS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	0,00	S45 VALEURS REMISES AU REESCOMPTE ET EN PENSION	1 627 162 093,02
7 BONS DU TRESOR	188 275 000,00	S46 COMPTES DE CHEQUES	0,00
8 CREDITS A LA CLIENTELE A COURT TERME	2 316 748 515,56	S47 COMPTES COURANTS	80 771 471,82
9 CREDITS A LA CLIENTELE A MOYEN ET LONG TERME	4 380 977 047,18	S48 COMPTES SUR CARNETS	235 160 681,86
0 CREANCES DOUTEUSES ET CONTENTIEUSES	52 244 411,12	S49 COMPTES A TERME	6 676 030,66
1 VALEURS A L'ENCAISSEMENT	1 258 883 092,20	S50 AUTRES COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	1 295 236 000,00
2 OPERATIONS SUR TITRES	99 595 470,05	S51 BONS A ECHEANCE FIXE	217 094 415,45
3 DEBITEURS DIVERS	0,00	S52 EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	72 816 000,00
4 COMPTES DE REGULARISATION	76 124 905,56	S53 OPERATIONS SUR TITRES ET VERSEMENTS A EFFECTUER SUR TITRES NON LIB	114 286 611,50
5 TITRES DE PLACEMENT	172 246 317,99	S54 CREDITEURS DIVERS	250,00
6 TITRES DE PARTICIPATION & EMPLOIS ASSIMILES	944 684 543,13	S55 COMPTES DE REGULARISATION	189 146 966,00
7 IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	S56 COMPTES D'ORDRE ET COMPTES DE LIAISON	266 710 990,02
8 FRAIS D'ETABLISSEMENTS NETS	931 376 211,67	S57 EMPRUNTS OBLIGATAIRES LOCAUX	970 746 761,66
9 ACTIONNAIRES	199 990 159,15	S58 PROVISIONS	2 312 390 000,00
0 REPORT A NOUVEAU	1 734 849,86	S59 RESERVES	736 194 277,37
1 PERTES DE L'EXERCICE		S60 CAPITAL	318 551 403,47
		S61 REPORT A NOUVEAU	600 000 000,00
		S62 RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTIONATION	157 235 350,20
		BENEFICE DE L'EXERCICE	0,00
10 TOTAL ACTIF	10 918 701 177,53	S70 TOTAL PASSIF	121 987 422,50

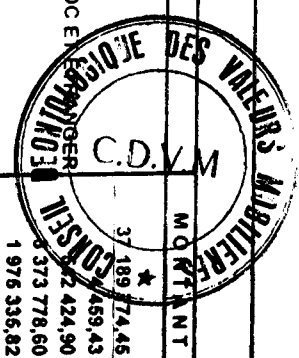
M O R S B I L A N	
LIBELLE	MONTANT
11 ACCEPTATION DINNEN EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	
12 AUTRES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	509 386 562,23
13 ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN FAVEUR D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	0,00
14 ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE RECUS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	326 511 000,92
15 CREDITS OUVERTS A LA CLIENTELE CONFIRMES	
16 VALEURS DONNEES EN GARANTIE	
17 ENGAGEMENTS DE CHANGE A TERME	

D E B I T		C R E D I T	
LIBELLE	MONTANT	LIBELLE	MONTANT
1 CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	373 379 304,21	R21 FRAIS GÉNÉRAUX	58 946 829,79
2 CHARGES DES OPÉRATIONS DE TRÈS. ET OPÉRAT. AVEC LES INT. FINANCIERS	219 760 858,30	R22 CHARGES DE PERSONNEL	98 289 200,97
1 - INTS. SERV. S/COMPTES DE BAM, TRÉSOR & CCP	494 782,56	R23 - SALAIRES, APPOINTEMENTS, GRATIFICATIONS, PRIMES & INDEMNITÉS	27 448 618,54
4 - INTS. SERV. S/COMPTES D'AUTRES INT. FINANCIERS	219 173 260,80	R24 - CHARGES PATRONALES : ASSURANCES SOCIALE ET CAISSES DE RETRAITES	5 728 624,68
5 - INTS. SERV. SUR VALEURS DONNÉES AU REESCOMPTE	-	R25 - CHARGES DE FORMATION	1 586 258,18
6 - INTS. SERV. SUR VALEURS DONNÉES EN PENSION	-	R26 - AUTRES CHARGES DU PERSONNEL	1 626 899,57
7 - COMMISSIONS SERV. S/OPÉR. DE TRÉSORERIE & OP. AVEC INT. FIN.	92 814,94	R27 IMPÔTS ET TAXES	1 715 414,30
8 CHARGES SUR COMPTES ET BONS DE LA CLIENTÈLE	13 654 556,81	R28 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	18 954 139,61
9 - INTÉRÊTS SERV. SUR COMPTES DE CHEQUES	621 971,87	R29 LOYER ET CHARGES LOCATIVES	178 050,00
0 - INTÉRÊTS SERV. SUR COMPTES COURANTS	984 332,23	R30 ENTRETIEN, RÉPARATIONS & AUTRES TRAVAUX, FOURNITURES & SCES EXT.	7 032 423,30
1 - INTÉRÊTS SERV. SUR COMPTES SUR CARNET	199 920,00	R31 TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS	722 349,74
2 - INTÉRÊTS SERV. SUR COMPTES À TERME ET BONS DE CAISSE	11 848 332,71	R32 FRAIS DE PUBLICITÉ	1 661 608,85
3 AUTRES CHARGES SUR OPÉRATIONS BANCAIRES	139 963 889,10	R33 AUTRES FRAIS DIVERS DE GESTION	9 361 707,62
4 - CHARGES DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	160 969,12	R34 CRÉANCES IRRÉCUPÉRABLES NON COUVERTES PAR LES PROVISIONS	-
5 - CHARGES DES OPÉRATIONS DE CHANGE	-	R35 DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORT. & DE PROVISION D'EXPLO.	-
6 - CHARGES DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	-	R36 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	-
7 - INTÉRÊTS SERV. SUR EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILÉS	139 796 010,94	R37 DOTATIONS AUX PROVISIONS	-
8 - MOINS VALEURS SUR CÉSSION D'OR ET DE TITRES DE PLACEMENT	-	R38 CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	-
9 - CHARGES SUR OPÉRATIONS DIVERSES	6 909,04	R39 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	-
		R40 CHARGES DIVERSES	-
		R41 TOTAL DU DÉBIT	430 338 056,99
		R42 BALANCE (SOLDE BÉNÉFICIAIRE)	82 608 770,80
		TOTAL GÉNÉRAL	512 946 829,79



COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31 JUILLET 1999

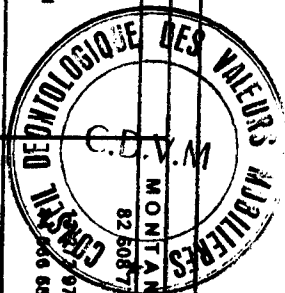
C R E D I T		L I B E L L E		M O N T A N T	
L I B E L L E		M O N T A N T		C I L	
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		512 946 829,79		R66	
PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE & D'INTERMED. FINANCIERS		12 912 772,33		R67	
- INTS PERCUS S/ COMPTES DE BAM, TRESOR & CCP		-		R68	
- INTS PERCUS S/ COMPTES D'AUTRES INT. FINANCIERS		1 503 314,47		R69	
- INTS PERCUS SUR VALEURS RECUS AU REESCOMPTE		-		R70	
- INTS PERCUS SUR EFFETS ET BONS DU TRESOR RECUS EN PENSION		-		R71	
- INTS PERCUS SUR BONS DU TRESOR & SUR OPS AVEC LES INTS FIN.		11 409 467,86		R72	
- COMMISSIONS PERCUS S/OP. DE TRES. ET S/OP. AVEC INT FIN		-		R73	
INTERETS PERCUS SUR CREDITS A LA CLIENTELE		462 844 283,01		R74	
INITI. INTS PERCUS SUR COMPTES D'UTILIS. DIVERS		23 636 036,18		R75	
- INTERETS PERCUS SUR CREDITS DE TRESORERIE		26 346 876,46		R76	
- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A COURT TERME		36 716 715,99		R77	
- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A MOYEN TERME		360 843 621,20		R78	
- INTERETS PERCUS SUR AUTRES CREDITS A LONG TERME		7 513 179,64		R79	
- INTERETS DIVERS		7 787 953,54		R80	
PRODUIT NET BANCAIRE		512 946 829,79		R81	
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		373 379 304,21		R82	
PRODUIT NET BANCAIRE		139 567 525,58		R83	



L I B E L L E		M O N T A N T	
AUTRES PRODUITS SUR OPERATIONS BANCAIRES		37 189 774,45	
- COMMISSION DE TENUE DE COMPTES		1 559,43	
- COMMISSIONS SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLE MAROC E		1 424,90	
- PRODUITS DES OPERATIONS SUR TITRES ET OR		1 373 778,60	
- PRODUITS DES OPERATIONS DE CHANGE		1 976 336,82	
- COMMISSION D'ENGAGEMENTS		6 951 778,26	
- PRODUITS DES OPERATIONS DE CAISSE		41 627,23	
- PRODUITS DES OPERATIONS DIVERSES		600 000,00	
- PRODUITS DU PORTEFEUILLE TITRES ET DE L'OR		22 968 956,18	
- PRODUITS ET COMMISSIONS DIVERS		1 731 415,04	
PRODUITS ACCESSOIRES		512 946 829,79	
REVENUS DES IMMEUBLES		512 946 829,79	
AUTRES REVENUS ACCESSOIRES		512 946 829,79	
TOTAL DU CREDIT		512 946 829,79	
BALANCE (SOLDE DEFICITAIRE)		512 946 829,79	
TOTAL GENERAL		512 946 829,79	

COMPTÉ DE PERTES ET PROFITS AU 31 JUILLET 1999

D E B I T			C R E D I T		
LIBELLE	MONTANT	CL	LIBELLE	MONTANT	CL
PERTE D'EXPLOITATION GENERALE	0,00	151	BENEFICE D'EXPLOITATION GENERALE	82 808 70,80	151
CHARGES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	18 461 905,05	170	REPRISES DES PROVISIONS	0,00	170
IMPOTS SUR LES BENEFICES PROFESSIONNELS	0,00	175	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	672,10	180
		180	PLUS-VALUES SUR REALISATIONS DE TITRES DE PARTICIPATION	66 694,66	180
		185	PLUS-VALUES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00	185
TOTAL DU DEBIT	18 461 905,05	196	TOTAL DU CREDIT	140 449 327,55	196
RESULTAT DE L'EXERCICE	121 987 422,50	197	PERTES DE L'EXERCICE	0,00	197
TOTAL GENERAL	140 449 327,55	199	TOTAL GENERAL	140 449 327,55	199



B.N.D.E

ETAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G)

I. Tableau de formation des Résultats (T.F.R)

Exercice du 01-01-98 au 31-12-98

			Exercice	Exercice Precedent
	1	- Ventes de Marchandises (en l'état)	890 064 317,94	890 755 057,50
	2	- Achats revendus de marchandises	621 422 695,47	640 650 704,74
I	=	MARGE BRUTES VENTES EN L'ETAT	268 641 622,47	250 104 352,76
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)		
	3	Ventes de biens et services produits		
	4	Variation stocks produits		
	5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même		
III	-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	26 992 287,41	22 413 523,98
	6	Achats consommés de matières et fournitures		
	7	Autres charges externes	26 992 287,41	22 413 523,98
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	241 649 335,06	227 690 828,78
	8	+ Subventions d'exploitation		
	9	- Impôts et taxes	1 275 973,70	1 475 592,83
	10	- Charges de personnel	69 009 170,42	64 650 170,06
V	=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION(IBE)	0,00	0,00
	11	+ Autres produits d'exploitation		
	12	- Autres charges d'exploitation		
	13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges		
	14	- Dotations d'exploitation	78 813 522,07	77 314 055,30
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION(+ ou -)	-78 813 522,07	-77 314 055,30
VII	+/-	RESULTAT FINANCIER		
VIII	=	RESULTAT COURANT		
IX	+/-	RESULTAT NON COURANT(+ ou -)	131 852 110,81	135 050 626,47
	15	- Impôts sur les résultats	41 113 406,85	32 156 398,57
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	11 925 181,89	25 580 172,60

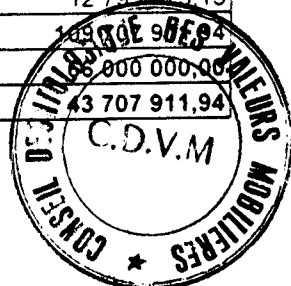
II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT

	1	Résultat net de l'exercice	11 925 181,89	25 580 172,60
		Bénéfice +	11 925 181,89	25 580 172,60
		Perte -		
	2	+ Dotations d'exploitation (1)	78 813 522,07	77 314 055,30
	3	+ Dotations financières (1)		
	4	+ Dotations non courantes(1)	10 500 000,00	0,00
	5	- Reprises d'exploitation(2)	250 000,00	0,00
	6	- Reprises financières(2)		
	7	- Reprises non courantes(2)		
	8	- Produits des cessions d'immobilisation	177 151 580,12	167 544 857,00
	9	+ Valeurs nettes d'amortiss. des immo. cédées	44 744 901,54	12 793 475,15
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	139 946 216,32	149 000 000,00
	10	Distributions de bénéfices	72 000 000,00	8 000 000,00
II		AUTOFINANCEMENT	67 946 216,32	141 000 000,00

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(3) Ycompris reprises sur subventions d'investissement



B.N.D.E.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

Exercice du 01/01/1998 au 31-12-1998

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	UGMENTATION		DIMINUTION				MONTANT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	7 817 052,96	844 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 661 692,96
* Frais préliminaires								0,00
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	937 052,96	844 640,00						1 781 692,96
* Primes de remboursement obligations	6 880 000,00							6 880 000,00
* IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 783 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 783 000,00
* Immobilisation en recherche et développement								
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires								
* Fonds commercial	4 783 000,00							4 783 000,00
* Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	229 577 622,09	24 000 750,20	0,00	0,00	2 079 102,00	0,00	0,00	251 499 270,29
* Terrains	50 521 475,00							50 521 475,00
* Constructions	69 782 076,97	11 088 339,88			0,00			80 870 416,85
* Installat. techniques, matériel et outillage	0,00	0,00			0,00			0,00
* Matériel de transport	4 717 416,20	1 943 222,68			2 079 102,00			4 581 536,88
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	90 556 653,92	8 035 254,22						98 591 908,14
* Autres immobilisations corporelles	14 000 000,00	0,00						14 000 000,00
* Immobilisations corporelles en cours		2 933 933,42						2 933 933,42

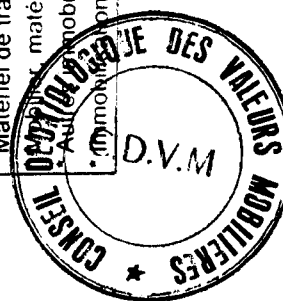


B.N.D.E

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice du 01-01-1998 au 31-12-1998

NATURE	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilis- sorties 3	Cumul d'amor- tissement fin exercice 4 = 1+2-3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	6 990 906,88	535 946,22	0,00	7 526 853,10
* Frais préliminaires * Charges à répartir sur plusieurs exercices * Primes de remboursement des obligations	757 594,01 6 233 312,87	77 280,15 458 666,07		834 874,16 6 691 978,94
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
* Immobilisation en recherche et développement * Brevets, marques droits et valeurs similaires * Fonds commercial * Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	63 737 465,75	10 282 493,67	2 143 602,00	71 876 357,42
* Terrains * Constructions * Installations techniques, matériel et outillage * Matériel de transport * Matériel, matériel de bureau et aménagements * Autres immobilisations corporelles * Immobilisations corporelles en cours	11 505 089,64 3 537 183,40 48 695 192,71	2 623 910,43 883 771,77 6 774 811,47	0,00 2 079 102,00 64 500,00	14 129 000,07 2 341 853,17 55 405 504,18



B.N.D.E

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS
D'IMMOBILISATIONS

Exercice du 01-01-1998. au 31-12-1998

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
MATERIEL DE TRANSPORT		2 079 102,00	2 079 102,00	0,00	475 896,12	475 896,12	
TITRES DE PARTICIPATION		44 744 901,54	0,00	44 744 901,54	176 675 684,00	131 930 782,46	
LAFARGE MAROC		4 744 901,54		4 744 901,54	130 165 684,00	125 420 782,46	
INTERFINA		30 000 000,00		30 000 000,00	36 510 000,00	6 510 000,00	
SPPP MOUSSAHAMA		10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	
		46 824 003,54	2 079 102,00	44 744 901,54	177 151 580,12	132 406 678,58	0,00



B.N.D.E

TABLEAU DES PROVISIONS



NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS				REPRISES		Montant fin exercice
		D'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	38 938 150,00					1 050 000,00		37 888 150,00
2. Provisions réglementées (pour investissement)	0,00							
3. Provisions pour risque de change	17 463 154,80			10 500 000,00			17 463 154,80	10 500 000,00
4. Provisions durables pour risques et charges	613 937 832,47		67 995 082,18	8 183 627,57				8 183 627,57
								681 932 914,65
SOUS TOTAL (A)	670 339 137,27	0,00	67 995 082,18	18 683 627,57	0,00	1 050 000,00	17 463 154,80	738 504 692,22
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)								
5. Autres Provisions pour risques et charge								
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)								
TOTAL (A+B)	670 339 137,27	0,00	67 995 082,18	18 683 627,57	0,00	1 050 000,00	17 463 154,80	738 504 692,22



B.N.D.E

TABLEAU D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

AU 31-12-1998

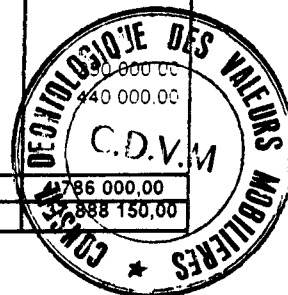
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER (Décision De l'AGO Du Mois de mai 1998)	MONTANT	
- Report à nouveau	169 322 469,44	- Réserve légale
- Résultats nets en instance d'affectation		- Autres réserves
- Résultat net de l'exercice	187 145 238,49	- Tantômes
- Prélèvements sur les réserves		- Dividendes
- Autres prélèvements		- Autres affectations
		- Report à nouveau
TOTAL A	356 467 707,93	TOTAL B

TOTAL A = TOTAL B

B-N-D-E

TITRES DE PARTICIPATION AU 31 DECEMBRE 1998

CATEGORIE ET RAISON SOCIALE	NOMBRE TITRES	DETENU	VALEURS D'ACQUISITION	PARTIE LIBREE	PARTIE NON LIBREE	PRO. SON DEPRECIATION
FINANCIERES						
BANK AL AMAL	100 000	1.00	50.00	5 000 000.00		
DAR-AD-DAMANE	5 000	1.00	50.00	250 000.00		
BCP	236 252	4.11	77.43	18 875 100.00		
BMAO	5 119 319	51.91	80.00	409 545 520.00		18 652 000.00
B.D.M. (MALI)	7 500	2.50	262.01	1 965 549.59		700 000.00
CIH	15		87.33	1 310.00		
CMM	404 690	40.47	79.03	31 984 300.00		
CMKD	2 250	0.71	1000.00	2 250 000.00		
FIPAR HOLDING	1 200 000	100.00	100.00	120 000 000.00		
MAROC LEASING	546 000	51.34	128.32	70 065 100.00		
SASEA	5 000	0.12	406.03	2 030 150.00		2 030 150.00
S.C.I. (GPBM)	12 670	6.66	100.00	1 267 000.00		
SAFABOURSE	20 000	20.00	100.00	2 000 000.00		
SICAV INMAA CROISSANCE	5 000		1000.00	5 000 000.00		
SICAV INMAA PATRIMOINE	5 000		1000.00	5 000 000.00		
INMAA TRESORERIE	2		250000.00	500 000.00		
INTERBANK	6 900	6.00	100.00	690 000.00		
MAROCLEAR	150	0.75	1000.00	150 000.00		
SAFACRED	50 000	50.00	100.00	5 000 000.00		
SOUS-TOTAL I				679 573 529,59		21 382 150,00
TOURISTIQUES						
CLUB WIFAK	19 000	28.36	100.00	1 900 000.00		570 000.00
SIDET	234 212	31.02	100.00	23 421 200.00		6 500 000.00
SOMADET	127 058	21.40	100.75	12 500 520.00		
SAI M'DIQ	23 000	50.00	202.17	4 650 000.00		4 650 000.00
SOUS-TOTAL II				42 771 720.00		11 720 000.00
INDUSTRIELLES						
ASMAR	253 848	10.70	92.44	23 466 550.00		
ADM	4 000	0.36	500.00	2 000 000.00		
CARNAUD MAROC	289 170	20.00	14.54	4 205 000.00		
CELLULOSE MAROC	952 554	14.64	64.43	61 369 130.00		
CIMENTS DU MAROC	401 993	7.83	103.31	41 530 893.50		
LAFARGE CIMENTS	175 419	3.69	61.28	10 748 823.33		
COMANAV	5		100.00	500.00		
COMAPRA	80	0.03	20.00	1 600.00		
FRUMAT	67 549	5.56	183.81	12 416 000.00		3 916 000.00
MMA	55 008	20.89	21.66	1 191 595.00		
MAROC EQUIPEMENT	175		1000.00	175 000.00		175 000.00
SCIF	24 439	20.84	165.21	4 037 655.00		
SONADAC (EX-BDCL)	5 000	1.35	500.00	2 500 000.00		
LIMADET	302 000	51.29	13.76	4 154 426.00		
SERECAP	50		100.00	5 000.00		5 000.00
SMOA	163 307	11.12	27.00	4 409 800.00		
SNCE	3		100.00	300.00		
SOTHERMA(10960 10*7)	5 100	17.00	45.13	230 145.60		
SUCRAFOR	23 000	4.74	100.00	2 295 990.00		
VITE ET FRAIS	8 800	20.00	50.00	440 000.00		
EUCAFOREST	1	0.03	750.00	750.00	250.00	
SOUS-TOTAL III				175 183 149,43	250,00	2786 000,00
TOTAL (I+II+III)				897 528 399,02	250,00	888 150,00



SITUATION AU 31 DECEMBRE 1998
EMPRUNTS OBLIGATAIRES EMIS PAR LA BNDE
SUR LE MARCHE FINANCIER LOCAL



DATE DE JOUISSANCE	M O N T A N T	D U R E E	ECHEANCE FINALE	T A U X	AMORTISSEMENT	ENCOURS AU 31/12/98
07.03.1983	100 000 000,00	15 ANS	07.03.1998	11,50%	100 000 000,00	0,00
27.03.1991	200 000 000,00	15 ANS	27.03.2006	11,00%	93 380 000,00	106 620 000,00
18.03.1992	300 000 000,00	10 ANS	18.03.2002	12,00%	180 000 000,00	120 000 000,00
23.10.1992	199 950 000,00	15 ANS	23.10.2007	12,75%	79 980 000,00	119 970 000,00
25.12.1992	300 000 000,00	10 ANS	25.12.2002	12,75%	180 000 000,00	120 000 000,00
12.04.1993	150 000 000,00	10 ANS	12.04.2003	12,75%	75 000 000,00	75 000 000,00
26.08.1993	250 000 000,00	10 ANS	26.08.2003	12,75%	125 000 000,00	125 000 000,00
26.11.1993	200 000 000,00	10 ANS	26.11.2003	12,75%	100 000 000,00	100 000 000,00
24.06.1994	250 000 000,00	10 ANS	24.06.2004	11,00%	0,00	250 000 000,00
03.10.1994	200 000 000,00	7 ANS	03.10.2001	10,50%	0,00	200 000 000,00
12.12.1994	250 000 000,00	7 ANS	12.12.2001	10,50%	140 000 000,00	110 000 000,00
27.04.1995	200 000 000,00	7 ANS	27.04.2002	10,25%	84 000 000,00	116 000 000,00
04.08.1995	150 000 000,00	8 ANS	04.08.2003	10,00%	56 250 000,00	93 750 000,00
16.11.1995	150 000 000,00	8 ANS	16.11.2003	10,00%	56 250 000,00	93 750 000,00
21.03.1996	200 000 000,00	8 ANS	21.03.2004	10,00%	50 000 000,00	150 000 000,00
16.05.1996	300 000 000,00	8 ANS	16.05.2004	10,00%	75 000 000,00	225 000 000,00
21.12.1998	200 000 000,00	5 ANS	21.12.2003	7,95%	0,00	200 000 000,00
	3 599 950 000,00				1 394 860 000,00	2 205 090 000,00



**SITUATION AU 31 JUILLET 1999 DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES
EMIS PAR LA BNDE**

DATE DE L'EMPRUNT.	MONTANT EMIS EN DHS	VALEUR NOMINALE EN DHS	NOMBRE DE TITRES EMIS	T A U X	D U R E E	ENCOURS EN DHS AU 31/07/1999
27.03.1991	200 000 000,00	10 000,00	20 000	11,00	15	93 280 000,00
18.03.1992	300 000 000,00	10 000,00	30 000	12,00	10	90 000 000,00
23.10.1992	199 950 000,00	150 000,00	1 333	12,75	15	119 970 000,00
25.12.1992	300 000 000,00	150 000,00	2 000	12,75	10	120 000 000,00
12.04.1993	150 000 000,00	10 000,00	1 500	12,75	10	60 000 000,00
26.08.1993	250 000 000,00	10 000,00	2 500	12,75	10	125 000 000,00
26.11.1993	200 000 000,00	200 000,00	1 000	12,75	10	100 000 000,00
24.06.1994	250 000 000,00	100 000,00	2 500	11,00	10	250 000 000,00
03.10.1994	200 000 000,00	100 000,00	2 000	10,50	7	200 000 000,00
12.12.1994	250 000 000,00	100 000,00	2 500	10,50	7	110 000 000,00
27.04.1995	200 000 000,00	100 000,00	2 000	10,25	7	88 000 000,00
04.08.1995	150 000 000,00	100 000,00	1 500	10,00	8	93 750 000,00
16.11.1995	150 000 000,00	100 000,00	1 500	10,00	8	93 750 000,00
21.03.1996	200 000 000,00	100 000,00	2 000	10,00	8	125 000 000,00
16.05.1996	300 000 000,00	300 000,00	1 000	10,00	8	187 500 000,00
21.12.1998	200 000 000,00	10 000,00	20 000	7,95	5	200 000 000,00
02.07.1999	400 000 000,00	10 000,00	40 000	7,75	5	400 000 000,00
	3 899 950 000,00					2 456 250 000,00

ENCOURS DES CDN-BNDE AU 31/07/99

Nom souscripteurs	Montant (KDH)	Durée	Taux	Jouissance	Echéance
ARAB BANK	25 000	36	7,40%	11/05/99	10/05/02
ARAB BANK	25 000	48	7,80%	11/05/99	10/05/03
BCP	48 500	60	8,05%	23/12/98	22/12/03
BCP	50 000	60	7,95%	25/02/99	24/02/04
BCP	50 000	18	7,15%	24/08/99	23/12/00
BCP	20 250	60	7,75%	02/07/99	01/04/04
CDM CASH	40 000	60	7,70%	08/04/99	07/04/04
CDM EXPANSION	2 000	60	9,00%	25/02/98	24/02/03
CDM GENERATION	16 000	60	7,80%	19/03/99	18/03/04
CDM GENERATION	4 000	24	8,75%	24/12/97	23/12/99
CDM TRESOR PLUS	2 000	24	8,75%	24/12/97	23/12/99
CDMG	50 000	60	7,75%	10/08/99	09/08/04
CDM-GENERATION	6 000	36	8,50%	25/02/98	24/02/01
CFAM (BCM)	10 000	60	7,98%	19/02/99	18/02/04
CNIA	14 000	36	7,50%	15/05/98	14/05/01
CNIA	10 000	36	9,75%	31/12/98	30/12/99
FCP INMAA TRESORERIE	5 000	60	7,75%	23/04/99	22/04/04
FCP INMAA TRESORERIE	2 000	60	7,80%	24/03/99	23/03/04
FCP PATRIMOINE OBLIG.	2 000	36	8,75%	08/01/98	07/01/01
FCP PATRIMOINE REVENU	1 000	36	8,75%	08/01/98	07/01/01
GESTAR (SGMB)	1 000	36	9,75%	20/01/97	19/01/00
ISTITMAR CHAABI	20 000	60	7,99%	30/12/98	29/12/03
ISTITMAR CHAABI	10 000	60	8,00%	08/01/99	08/01/04
LAHLOU ABDELKRIM	2 250	60	8,00%	07/10/98	06/10/99
LAHLOU ABDELKRIM	3 000	60	7,75%	05/07/99	04/07/04
MARFIN	15 000	24	8,75%	05/11/97	04/11/99
MEDIA FINANCE	20 000	60	8,10%	22/07/98	21/07/03
MEDIA FINANCE	10 000	60	8,00%	08/10/98	07/10/99
MEDIA FINANCE	10 000	24	8,75%	12/12/97	11/12/99
MEDIA FINANCE	10 000	24	8,75%	23/12/97	22/12/99
MEDIA FINANCE	15 000	36	9,75%	05/03/97	04/03/00
MEDIA FINANCE	30 000	36	9,00%	03/11/97	02/11/00
MEDIA FINANCE	10 000	36	8,75%	04/02/98	03/02/01
MEDIA FINANCE	20 000	60	8,00%	04/12/98	03/12/03
MEDIA FINANCE	10 000	60	8,00%	04/01/99	03/01/04
Particulier (BMAO)	1 000	60	7,75%	02/07/99	01/07/04
SCR	11 000	60	7,75%	02/07/99	01/07/04
SCR	20 000	60	8,00%	23/04/98	22/04/03
SCR	12 000	60	9,00%	19/02/98	18/02/03
SCR (wafab)	20 000	60	8,00%	28/08/98	27/08/03
SGMB	5 000	24	8,75%	04/11/97	03/11/99
SGMB	10 000	36	9,00%	07/11/97	06/11/00
SICAV CAP REGULARITE.	17 000	36	8,75%	08/01/98	07/01/01
SICAV CAP EQUILIBRE	5 000	36	8,75%	08/01/98	07/01/01
SICAV CAP REG.	40 000	36	8,70%	05/02/98	04/02/01
SICAV CAP REG.	10 000	36	9,75%	27/05/97	26/05/00
SICAV EPARGNE OBLIG.	5 000	60	10,00%	21/04/97	20/04/02
SICAV EPARGNE OBLIG.	5 500	60	9,75%	11/08/97	15/08/02
SICAV INMAA PATRIMOINE	750	36	9,75%	20/12/98	19/12/99
SICAV OBLIG. PLUS (SGMB)	5 000	60	7,75%	28/03/98	25/03/04
SICAV OPTIMUM	14 000	60	7,80%	19/03/98	18/03/04
SICAV PERSPECTIVE	1 000	36	9,00%	04/11/97	03/11/00
SMAEX (BMAO)	4 000	60	10,00%	12/05/97	11/05/02
SMAEX (BMAO)	4 000	60	9,75%	02/08/97	01/08/01
UPLINE SECURITIES	20 750	48	7,80%	18/05/98	17/05/03
UPLINE SECURITIES	20 000	24	7,30%	21/07/98	20/07/01
UPLINE SECURITIES	10 000	24	7,30%	21/07/98	20/07/01
CDG	50 000	36	9,75%	25/12/98	24/12/99
CD2G	10 000	60	7,75%	10/05/99	09/05/04
CDG	150 000	36	9,75%	17/04/97	16/04/00
CDG	100 000	48	9,00%	30/12/97	29/12/01
CDG	50 000	60	7,98%	29/12/98	28/12/03
CMR	10 000	48	9,00%	30/12/97	29/12/01
CMR	2 000	60	7,75%	07/07/99	06/07/04
M. Yassine	1 000	36	8,75%	21/01/98	20/01/01
MAMDA	5 000	36	9,75%	07/02/97	06/02/00
MAMDA	5 000	60	10,00%	23/04/97	22/04/02
MCMA	5 000	36	9,75%	07/02/97	06/02/00
MCMA	5 000	60	10,00%	23/04/97	22/04/02
Mme Abdelouas Khadija	13 000	60	8,00%	28/08/98	25/08/03
Mme. Amakrane	1 000	18	7,00%	19/08/98	18/02/00
Mr. El Guerch	1 500	24	7,25%	18/08/98	17/08/00
Princesse	3 000	36	9,50%	24/12/98	23/12/99
RCAR (CDG)	50 000	60	9,00%	05/03/98	04/03/03
RCAR (CDG)	40 000	60	7,98%	04/12/98	03/12/03
SCR (CDG)	10 000	60	8,00%	10/07/98	09/07/03
Sicav Inmaa croissance	1 000	36	9,75%	22/01/97	21/01/00
Sicav Inmaa croissance	1 000	36	9,75%	04/03/97	03/03/00
Sicav Inmaa croissance	2 000	36	9,75%	13/03/97	12/03/00
Sicav Inmaa croissance	2 000	60	10,00%	24/04/97	23/04/02
Sicav Inmaa Patrimoine	500	60	9,50%	04/08/97	03/08/02
Sicav Inmaa Patrimoine	1 500	60	7,80%	24/03/98	23/03/04
Sicav Inmaa Patrimoine	2 000	60	7,95%	12/02/98	11/02/04
Sté. Immobilière Résidence El mansour	17 000	60	8,00%	12/08/98	11/08/03
Total général	1 346 500				



REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL BNDE
AU 31 DECEMBRE 1998
CAPITAL SOCIAL 600.000.000 DH SOIT 12.000.000 ACTIONS

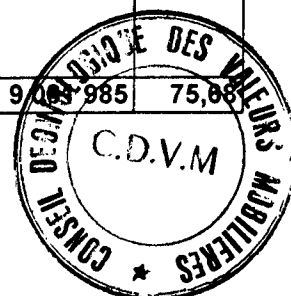
ACTIONS DE CATEGORIE BLEUE : 10.002.909 ACTIONS SOIT 83,36 %

ACTIONS DE CATEGORIE VERTE : 1.997.091 ACTIONS SOIT 16,64 %

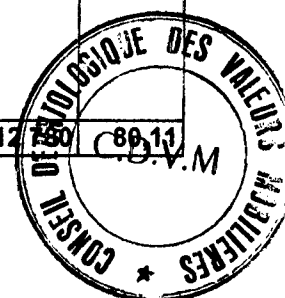
ACTIONNAIRES	NOMBRE ACTION	%	TOTAL PAR RUBRIQUE	
			NOMBRE ACTIONS	%
1/ ETAT	4 099 482	34,16	4 099 482	34,16
2/ BANQUES, INSTITUTIONS FINANCIERE ET COMPAGNIES D'ASSURANCES				
a) BANQUES			329 019	2,74
BANK AL MAGHRIB 77, AV. MOHAMED V RABAT	42 105	0,35		
BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR AV. HASSAN II CASABLANCA	135 000	1,13		
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES BD. ABDELMOUMEN CASA	125 042	1,04		
UNION MAROCAINE DE BANQUES 36, RUE TAHAR SEBTI CASA	26 872	0,22		
b/ INSTITUTIONS FINANCIERES			3 396 665	28,31
TOTAL A REPORTER	4 428 501	36,90	7 825 166	65,21



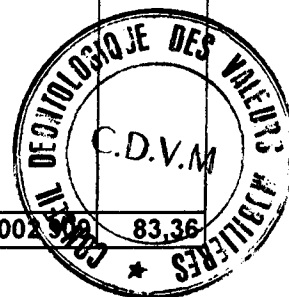
REPORT	4 428 501	36,90	7 825 166	65,21
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION BP 408 RABAT	3 036 000	25,30		
FONDS MAROCAIN DE PLACEMENT 43, ASPIRANT LAFUENTE CASA	57 142	0,48		
SOCIETE NATIONALE D'INVESTISSEMENT 43, ASPIRANT LAFUENTE CASA	292 338	2,44		
SOCIETE FINANCIERE ET DE PARTICIPATIONS 85,BD. MOHA OU HAMOU CASA	4 267	0,04		
FIPAR HOLDING BNDE RABAT	1 860	0,02		
SICAV INMAA CROISSANCE BNDE RABAT	990	0,01		
SICAV PRESPECTIVE SGMB CASABLANCA	4 068	0,03		
<u>c/ COMPAGNIES D'ASSURANCES</u>			1 256 819	10,47
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITES 147, RUE MED. SMIHA CASA	497 230	4,14		
CNIA "PRODUIT ADDAMANE ECHAABI" 157, AV. HASSAN II CASA	41 399	0,34		
ASSURANCE AL AMANE 122, AV. HASSAN II CASA	86 502	0,72		
TOTAL A REPORTER	8 450 297	70,42	9 081 985	75,86



REPORT	8 450 297	70,42	9 081 985	75,68
LA PAIX AFRICAINE 1 ROND POINT ST.EXUPERY CASA	591	0,00		
SOCIETE MAROCAINE D'ASSURANCES 2 ROND POINT ST.EXUPERY CASA	564	0,00		
MUTUELLE AGRICOLE MAROCAINE D'ASSURANCES RABAT	229 733	1,91		
MUTUELLE CENTRAL MAROCAINE D'ASSURANCES RABAT	200 291	1,67		
COMPAGNIE NORD AFRICAINE ET INTERCONTINENTALE D'ASSURS CASA	184 599	1,54		
ISTITMAR ACHAABI	15 910	0,13		
<u>3/ INSTITUTIONS FINANCIERE ET ETABLISSEMENT ETRANGERS</u>			530 795	4,42
MEDITERRANEE PARTICIPATIONS 75, RUE PARADIS MARSEILLE	10 225	0,09		
FONDS COMMUN DE PLACEMENT (MAROC PRIVATISATION) GROUPE S.M.C. 75, RUE PARADIS MARSEILLE	7 098	0,06		
SUD MEDITERRANEE CAPITAL GROUPE S.M.C. 75, RUE PARADIS MARSEILLE	4 100	0,03		
L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT 5 RUE ROLAND BARTHES PARIS 75012	391 142	3,26		
TOTAL A REPORTER	9 494 550	79,12	9 612 780	80,11



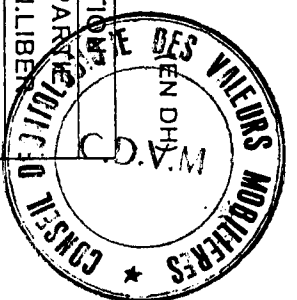
REPORT	9 494 550	79.12	9 612 780	80,11
BANK OF TOKYO LTD PO BOX 8 NIHOMBASCHI TOKYO 10391	30 250	0.25		
THE LONG TERM CREDIT BANK OF JAPAN LTD 2-4 OTEMACHI 1 CHOME CHIVODA TOKYO	30 250	0.25		
KUWAIT INVESTMENT COMPANY PO BOX 1005 KUWAIT	57 730	0,48		
<u>4/ ADMINISTRATEURS ET PARTICULIERS</u>			390 129	3,25
<u>a/ ADMINISTRATEURS MAROCAINS</u>				
MR. FARID DELLERO PDG DE LA BNDE 12, PLACE DES ALAOUITES RABAT	40	0,00		
MR. MUSTAPHA FARIS PRESIDENT D'HONNEUR RABAT	20	0,00		
TRESOR MAROCAIN REPRESENTÉ PAR MR. ABDELLATIF LOUDIYI DIRECTEUR DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES RT	20	0.00		
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT PRESENTE PAR SON SECRET AIRE GENERAL RABAT	20	0.00		
MINISTERE CHARGE DE LA POPULATION REPRESENTÉ PAR MR. MOHAMED BIJAAD RABAT	20	0,00		
S.N.I. REPRESENTÉE PAR SON PDG MR. M'FADEL LAHLOU CASABLANCA	20	0,00		
C.D.G. REPRESENTÉE PAR SON DG MR KHALID EL KADIRI RT	20	0,00		
C.N.I.A REPRESENTÉE PAR MR. SAAD KANOUNI PRESIDENT DU DIRECTOIRE CASABLANCA	20	0,00		
TOTAL A REPORTER	9 612 960	80,11	10 002 909	83,36



REPORT	9 612 960	80,11	10 002 909	83,36
O.D.I. REPRESENTÉ PAR SON DIRECTEUR GÉNÉRAL MR. MOURAD BACHIR AL BOUHALI RT	20	0,00		
BANK AL MAGHRIB REPRESENTÉE PAR MR. MOHAMED SEQAT RT	20	0,00		
C.I.M.R. REPRESENTÉE PAR SON DIRECTEUR GÉNÉRAL MR. AZEDDINE GUESSOUS CASA	20	0,00		
MAMDA REPRESENTÉE PAR SON DIRECTEUR GÉNÉRAL MR. ABES YACOUBI SOUSSANE RT	20	0,00		
AL AMANE REPRESENTÉE PAR MR. MOHAMED EL MEHDI BOUGHALEB CASA	20	0,00		
b/ ADMINISTRATEURS ETRANGERS				
L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT REPRESENTÉE PAR MR. OLIVIER BEUGNOT PARIS	20	0,00		
KUWAIT INVESTMENT COMPANY REPRESENTÉ PAR MR. MOHAMED AL GHARABALLY KUWAIT	20	0,00		
ACTIONS DE CATEGORIE BLEUE (PARTICULIERS)	389 809	3,25		
SOUS TOTAL	10 002 909	83,36	10 002 909	83,36
ACTIONS DE CATEGORIE VERTE (AU PORTEUR EN BOURSE)	1 997 091	16,64	1 997 091	16,64
TOTAL	12 000 000	100,00	12 000 000	100,00



ETAT D'PORTEFEUILLE DES PARTICIPATIONS
(SITUATION A FIN DECEMBRE 1998)



SOCIETES	% DETENU	ACTIONS DETENUES	VALEUR NOMIN ACTION	VALEUR NOMINALE TOTALE	VALEUR D'ACQUISITION	
					PARTIE LIBREE	PARTIE NON LIBREE
I - FINANCIERES						
BMAO	81,91	5 119 319	80 DH	409 545 520,00	409 545 520,00	
FIPAR	100,00	1 200 000	100 DH	120 000 000,00	120 000 000,00	
MAROC LEASING	51,34	546 000	100 DH	54 600 000,00	70 065 100,00	
BCP	4,11	236 252	100 DH	23 625 200,00	16 875 100,00	
CMM	40,47	404 690	100 DH	40 469 000,00	31 984 300,00	
BANK AL AMAL	1,00	100 000	50 DH	5 000 000,00	5 000 000,00	
INMAA CROISSANCE		5 000	*1000 DH	5 000 000,00	5 000 000,00	
INMAA PATRIMOINE		4 991	*1000 DH	4 991 000,00	5 000 000,00	
SAFACRED	50,00	50 000	100 DH	5 000 000,00	5 000 000,00	
CMKD	0,71	2 250	1000 DH	2 250 000,00	2 250 000,00	
SASEA	0,12	5 000	100 FS	3 588 650,00	2 030 150,00	
BOUE DEVEL MALI	2,50	7 500	10000FCFA	2 082 000,00	1 965 049,59	
IMMOBILIERE INTERBANQ	6,66	12 670	100 DH	1 267 000,00	1 267 000,00	
SAFABOURSE	20,00	20 000	100 DH	2 000 000,00	2 000 000,00	
INTERBANK	6,00	6 900	100 DH	690 000,00	690 000,00	
INMAA TRESORERIE		2	250 000 DH	500 000,00	500 000,00	
DAR AD-DAMANE		5 000	50 DH	250 000,00	250 000,00	
MAROCLEAR		150	1000 DH	150 000,00	150 000,00	
CIH		15	100 DH	1 500,00	1 310,00	
TOTAL I				681 009 870,00	679 573 529,59	
II - TOURISTIQUES						
SIDET	31,02	234 212	100 DH	23 421 200,00	23 421 200,00	
SOMADET	81,40	127 058	100 DH	12 705 800,00	12 800 520,00	
SAI M'DIQ	50,00	23 000	100 DH	2 300 000,00	4 650 000,00	
WIFAO	28,36	19 000	100 DH	1 900 000,00	1 900 000,00	
TOTAL II				40 327 000,00	42 771 720,00	

SOCIETES	% DETENU	ACTIONS DETENUES	VALEUR NOMIN ACTION	NOMINALE TOTALE	PARTIE	
					LIBEREE	PARTIE NLIBER
III-INDUSTRIELLES.						
CELLULOSE DU MAROC	14,64	952 554	100 DH	95 255 400,00	61 369 130,00	
CIMARR	7,83	401 993	100 DH	40 199 300,00	41 530 893,50	
ASIMARR	10,70	253 848	100 DH	25 384 800,00	23 466 550,00	
LAFARGE CEMENTS	3,69	175 419	100 DH	17 541 900,00	10 748 823,33	
FRIUMAT	5,56	67 549	100DH	6 754 900,00	12 416 000,00	
SMOA	11,12	163 307	50 DH	8 165 350,00	4 409 800,00	
CAIRNAUD MARROC	20,00	289 170	100DH	28 917 000,00	4 205 000,00	
SCIF	20,84	24 439	225 DH	5 498 775,00	4 037 655,00	
LIMADET	51,29	302 000	100 DH	30 200 000,00	4 154 399,00	
SONADAC	1,35	5 000	500 DH	2 500 000,00	2 500 000,00	
SUCRAFOR	4,74	23 000	100DH	2 300 000,00	2 299 980,00	
A.D.M	0,36	4 000	500DH	2 000 000,00	2 000 000,00	
PECHINEY "MMA"	20,89	55 008	100DH	5 500 000,00	1 191 595,00	
SOTIERMA	17,00	5 100	100DH	510 000,00	230 146,60	
DIVERS				1 069 800,00	623 150,00	250,00
TOTAL III				271 797 225,00	175 183 122,43	250,00
TOTAL GENERAL I+II+III				993 134 095,00	897 528 372,02	250,00
PROVISIONS CONSTITUEES : 38 688 150,00						

ETAT DES TIRAGES ET DES REGLEMENTS DE LA DETTE EXTERIEURE

DU 1ER JANVIER 1998 AU 31 DECEMBRE 1998



ORGANISMES	NATURE DEVISE	TIRAGES		REMBOURSEMENTS		INTERETS	
		MONTANTS EN DEVICES	CONTRE VALEUR EN DHS	MONTANTS EN DEVICES	MONTANTS EN DHS	MONTANTS EN DEVICES	MONTANTS EN DHS
IBRD	USD	548 748	5 404 230	377 012	3 726 511	9 130 741	
IBRD	USD	1 134 558	11 201 278	319 345	3 152 832	14 354 110	
PROPARCO	FRF	9 305 553	15 121 897	6 311 828	10 256 973	25 378 870	
IBRD	USD	987 307	9 625 122	1 183 375	11 536 554	21 161 676	
CO	PTAS			23 253 303	1 499 343	1 499 343	
IBIS KOWEITEN	DK	27 400	876 055	2 888	92 326	968 381	
IBI	£			1 518	24 136	24 136	
IBI	DEM			293 796	1 610 571	1 610 571	
IBAD	USD	2 929 247	28 691 531	1 116 162	10 932 635	39 624 166	
	JPY	231 584 469	16 024 047	95 007 970	6 600 189	22 624 236	
	CHF	663 481	4 291 470	152 654	907 379	5 278 849	
	FRF	3 845 130	6 244 645	3 273 756	5 316 710	11 561 355	
	DEM	1 120 035	6 097 323	656 798	3 575 522	9 672 845	
KREDITANSTALT	DEM	297 000	1 622 511	71 480	390 495	2 013 006	
IBRD	USD	547 150	5 395 822	293 103	2 890 488	8 286 310	
IBRD	USD	1 080 524	9 938 333	253 907	2 334 440	12 272 773	
PROPARCO	FRF	9 305 553	15 513 287	5 627 230	9 381 156	24 894 443	
IBRD	USD	1 038 579	9 749 659	1 139 733	10 699 149	20 448 808	
ICO				23 381 068	1 522 809	1 522 809	
PROPARCO	FRF	15 576 000					
IBIS KOWEITEN	DK	27 400	839 569	1 918	58 770	898 339	
IBI	DEM			239 796	1 639 704	1 639 704	
IBI	ECU			2 395	26 206	26 206	
IBAD	FRF			2 049 176	3 401 837	9 785 137	
	USD	3 845 130	6 383 300	1 001 331	9 368 550	36 774 871	
	JPY	2 929 247	27 406 321	86 433 970	6 966 059	25 630 378	
	CHF	231 584 470	18 664 319	124 253	849 106	5 383 138	
	DEM	663 481	4 534 032	617 945	3 440 470	9 676 375	
	DEM	1 120 036	6 235 905				
KREDITANSTALT	DEM	297 000	1 653 577	65 540	364 901	2 018 478	
TOTAL		25 648 999	211 514 234	112 645 820	324 160 054		

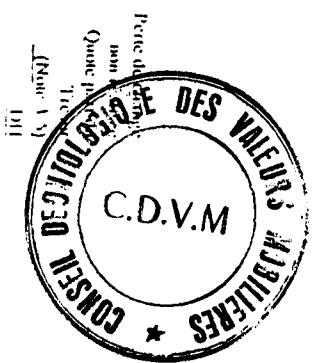
4A



Marché international des capitaux

Les dettes sur le marché international des capitaux se composent comme suit : (Le détail de ces dettes se trouve en Annexe)

	1998	1997
Solde au taux de change de fin d'année		
D11		
Perte de change non réalisée		
Quota part du Trésor (Note 2.5)		
D11		
Solde au taux de change de fin d'année		
D11		



Emprunts extérieurs

Les remboursements de ces emprunts sont échelonnés comme suit :

1999	236 889 873
2000	308 693 000
2001	284 994 000
2002	307 349 000
2003 et après	456 842 000
	<u>1 594 770 173</u>

D11

1 594 770 173

37 957 664

1 811 227 003

80 759 399

- Tous les emprunts et dettes, à l'exception des lignes de crédit proprement dites, sont garantis par l'Etat marocain.
- Les emprunts extérieurs comprennent les emprunts BIRD 2806 AIOK, BIRD 3136 AIOK et BIRD 3366 AIOK qui sont valorisés par la Banque Mondiale selon le principe du "pool des monnaies".
- La dette extérieure marocaine due aux pays membres du Club de Paris a fait l'objet d'accords de rééchelonnements en date de mars 1987 et juillet 1990. Dans le cas de la BIRD, il s'agit de l'emprunt Kreditanstalt für Wiederaufbau.
- La dette extérieure marocaine due à certaines institutions financières et banques internationales du Club de Londres a fait l'objet d'un rééchelonnement dont les modalités et conditions sont régies par l'accord au 23 Bank of Tokyo.
- Banque Arabe Internationale d'Investissement (BAII).
- En plus des emprunts et dettes, la Banque bénéficie de lignes de crédit à long terme en cours d'utilisation dont les montants non décaissés au 31 décembre 1998 s'élevaient à D11 187 521 000 (1997 : D11 770 000 000).
- Conformément aux termes de la lettre du Ministère des Finances du 19 juin 1989, la marge libre de la banque relative aux opérations financées par des emprunts étrangers garantis par l'Etat et contractés avant le 31 décembre 1988 est fixée à 3 points et ceci à partir du 1er janvier 1989. La marge nette de la banque sur les opérations financées par l'emprunt BIRD 3136 AIOK contracté en 1990 est de 2 points (contre du Ministère des Finances du 3 juin 1989).
- Les emprunts étrangers qui sont contractés à partir du 1er juin 1991 bénéficient de la couverture du risque de change par l'Etat marocain moyennant le versement au Trésor marocain d'un différentiel d'intérêt déterminé par différence entre le taux moyen pondéré des dépôts à 6 et 12 mois et le taux d'intérêt de chacun de ces emprunts (dette du Ministère des Finances du 30 mai 1991). A partir du 1er janvier 1997, la couverture du risque de change ainsi définie s'applique en tenant compte d'un abaissement de 15% sur le montant réclamé au Trésor des pertes de change réalisées.

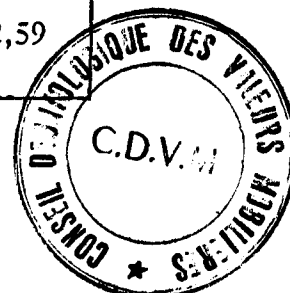
VIII – SITUATION FINANCIERE DES FILIALES



SIDET

BILAN COMPARE AU 31/12/1998

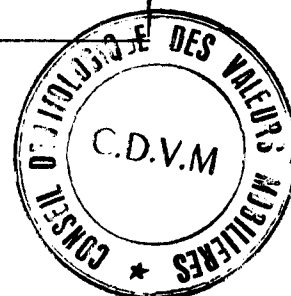
ACTIF	31/12/98
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	52 738 157,14
. Amortissements	52 738 157,14
MONTANT NET	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	168 578 589,88
. Terrain	1 257 000,00
. Constructions	167 321 589,88
AMORTISSEMENTS	100 026 971,98
IMMOBILISATIONS CORPOTRELLES NETTES	68 551 617,90
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	307 354,28
. Etat	57 354,28
. Autres débiteurs	250 000,00
TRESORERIE ACTIF	
. Banque	5 393 390,41
TOTAL	74 252 362,59



SIDET

BILAN COMPARE AU 31-12-1998

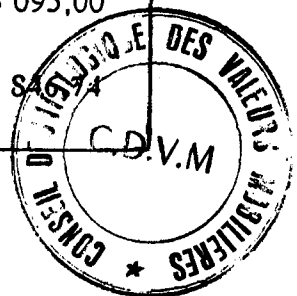
PASSIF	31-12-98
CAPITAUX PROPRES	
. Capital social	75 500 000,00
. Réserve légale	869 282,12
. Report à nouveau	- 19 528 827,96
. Résultat en instance d'affectation	-
. Résultat net de l'exercice	- 5 273 846,74
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	51 566 607,42
DETTES DE FINANCEMENT	12 776 131,00
. Emprunt obligataire	2 630 000,00
. Autres dettes de financement	10 146 131,00
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	9 899 357,28
. Fournisseurs	4 000,00
. Comptes d'associés	9 895 357,28
TRESORERIE PASSIF ..	
. Banque	10 266,89
TOTAL GENERAL	74 252 362,59



SIDET

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

	31/12/98
PRODUITS D'EXPLOITATION	12 619 084,01
. Loyer	12 619 084,01
CHARGES D'EXPLOITATION	8 371 428,41
. Autres charges externes	4 433,92
. Impôts et taxes	915,00
. Dotations d'exploitation	8 366 079,49
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 247 655,60
PRODUITS FINANCIERS	
CHARGES FINANCIERES	2 814 960,75
. Charges d'intérêts	2 814 827,00
. Autres charges financières	133,75
RESULTAT FINANCIER	2 814 960,75
RESULTAT COURANT	1 432 694,85
PRODUITS NON COURANTS	677 374,17
CHARGES NON COURANTES	7 320 820,76
RESULTAT NON COURANT	6 643 446,59
RESULTAT AVANT IMPOTS	5 210 751,74
. Impôts sur les sociétés	63 095,00
RESULTAT NET	5 273 846,74



« Caisse Marocaine des Marchés »

Annexe II

BILANS AU 31/12

En 1000 DH)

<u>LIBELLES</u>	<u>1998</u>
<u>ACTIF</u>	
Valeurs en caisse	64
Bank Al Maghrib TG CCP	7 356
Banques Inscrites Et Assimilées	1 012
Bons de Trésor	7 000
<u>Credit a la</u> <u>Client a ct</u>	
Avances directes	172 500
Crédit Spécial PME	5 557
Créances douteuses	-
Debiteurs divers	4 545
C/pte regul. actif	2 406
Titres de particip et Emplois assimilés	8 765
<u>Immobilisations</u>	
Montant brut	28 712
Amortis. Immob	9 613
Total net	19 099
Frais d'établissements	349
<u>TOTAL ACTIF</u>	<u>228 653</u>



« Caisse Marocaine des Marchés »

Annexe II (Suite)

BILANS COMPARÉS AU 31/12

(En 1000 DH)

<u>LIBELLES</u>	<u>1998</u>
<u>PASSIF</u>	
Banque inscrites Et assimilées	79 000
Palements reçues sur Créances déléguées	12 243
Créditeurs Divers	5 081
C/pte .régul.passif	3 380
Emprunt du Trésor	8 000
Provisions	2 927
Réserves	11 226
Capital social	100 000
Report à nouveau	1 050
Bénéfice de l'exercice	5 747
<u>TOTAL PASSIF</u>	<u>228 654</u>



COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31/12

(En 1000 DH)

<u>LIBELLES</u>	<u>1998</u>
Produits	28 407
<u>Charges</u>	
Charges Financières	2 872
Frais de Personnel	8 648
Impôts et Taxes	1 965
Autres charges externes	1 956
Dotation aux amortissements	3 219
<u>TOTAL</u>	<u>18 660</u>
Résultat Courant	9 747
Résultat non courant	(258)
Résultat avant impôts	9 489
Impôts	3 742
<u>Résultat net</u>	<u>5 747</u>



« LIMADET »

BILAN AU 31/12 (En 1 000 DH)

<u>ACTIF</u>	<u>1998</u>
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	314
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	
TOTAL BRUT	203 143
Amortissements	12 201
TOTAL NET	190 942
 IMMOBILISATIONS FINANCIERES	 20 062
 STOCKS	 8 326
 CREANCES ACTIF CIRCULANT	 103 881
 Ecart de conversion	 509
 TRESORERIE ACTIF	 63 791
 <u>TOTAL ACTIF.....</u>	 3 87 825



DDX

PASSIF

1998

CAPITAUX PROPRES

Capital Social	58 880
Prime d'émission	43
Réserve Légale	4 085
Autres Réserves	63 006
Report A Nouveau	(109 221)
Résultat de L'exercice	(1 139)

TOTAL CAPITAUX PROPRES 15 654

Provisions -

Dettes de financement 179 673

Dettes du passif circulant 111 235

Ecart de conversion 272

Provisions pour risques
et charges 509

Trésorerie passif 80 482

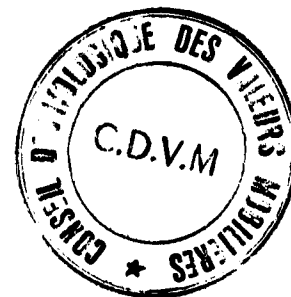
TOTAL PASSIF 387 825



« LIMADET »

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31/12
(En 1 000 DH)

<u>LIBELLES</u>	<u>1998</u>
Produits d'Exploitation	194 969
<u>Charges d'Exploitation</u>	
Achats	84 401
Frais de Personnel	34 826
Impôts et Taxes	802
Autres Charges Externes	55 016
Autres Charges d'Exploit	6 145
Dotation d'Exploitation	16 961
<u>TOTAL</u>	198 152
Résultat d'Exploitation	(31 83)
Résultat financier	(3 231)
Résultat courant	(6 414)
Résultat non courant	5 682
IS et PSN	407
Résultat Net	(1 139)

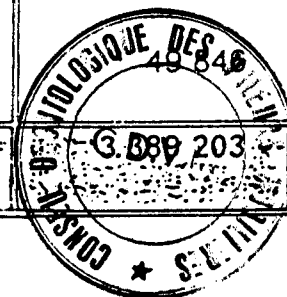


« BMAO »

(en 1 000 DH)

BILAN AU 31/12/99

ACTIF	
Valeur en Caisse	36 359
Bank Al Maghrib, Trésor Public, Service de chèques postaux	31 876
Banques inscrites et assimilées	774
Organismes financiers spécialisés	463 000
Intermédiaires financiers à l'étranger	2 641
Bons du Trésor	280 690
Crédits à la clientèle à C.T.	1 278 606
Crédits à la clientèle à M.L.T	122 048
Crédits à la clientèle, CNC	2 949
Créances douteuses et content.	465 850
Valeurs à l'encaissement	163 812
Débiteurs divers	21 239
Comptes de régularis.	272 597
Comptes d'ordre et liaison	3 604
Titres de placement	78 895
Titres de participations et emploi assimilés	17 688
Immobilisations nettes	87 047
Frais d'établis. nets	9 211
Report à nouveau	471
Perte de l'exercice	
TOTAL ACTIF	3 089 203



« BMAO »

BILAN AU 31/12/98

GEN 1 000 DHD

P A S S I F	
B.M. Avance	5 473
Banques inscrites et assimilées	
Organismes Financiers Spécialisés	3 876
Intermédiaires Financiers à l'Etranger	2 104
Valeurs remises au réescompte et en pension	70
Comptes de chèques	486 503
Comptes courants	292 809
Comptes sur carnets	237 459
Comptes à terme et BEF	518 169
Autres comptes créditeurs de la clientèle	82 664
Bons à échéance fixe	645 873
Exigible après encaissement	93 156
Opérations sur titres et versements à effectuer sur titres non libérés	125
Créditeurs divers	16 713
Comptes de régularisation	43 944
Comptes d'ordre et de liaison	273 697
Provisions	180 125
Réserves	
Capital	
TOTAL PASSIF	3 389 203

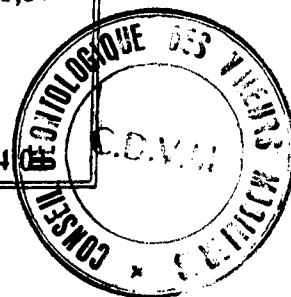
COMPTE D'EXPLOITATION AU 31/12/98

(en 1 000 DH)

Produits bancaires	218 790
Charges bancaires	105 354
P.N.B.	113 436
FRAIS GENERAUX	73 087
Créances irrécupérables	96
Résultats avant amortissements et provisions.	40 253
Amortissements et provisions	76 009
Résultat d'exploitation	35 756
Charges et pertes exceptionnelles	12 930
Résultat avant impôt	48 686
Impôts	1 160
Résultat net	49 846

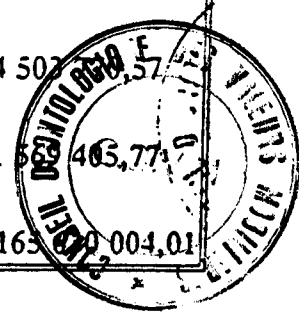


	31.12.98
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS BRUTES	734 557,78
AMORTISSEMENTS	558 365,20
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS NETTES	176 192,58
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
TITRES DE PARTICIPATIONS BRUTS	121 799 405,00
PROVISIONS	1 791 466,48
TITRES DE PARTICIPATIONS NETS	120 007 938,52
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	
ETAT	233 316,23
COMPTES D'ASSOCIES	140 002,14
COMPTE DE REGULARISATION ACTIF	3 317 362,67
Total	3 690 681,04
TITRES DE PARTICIPATIONS BRUTES	43 341 343,78
AMORTISSEMENTS	1 586 151,91
TITRES DE PARTICIPATION NETS	41 755 191,87
TRESORERIE ACTIF	
TOTAL GENERAL	165 630 004,00



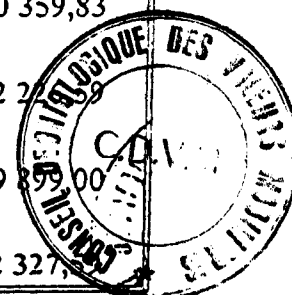
BILANS COMPARÉS

PASSIF	31.12.98
CAPITAUX PROPRES	
. CAPITAL SOCIAL	120 000 000,00
. RESERVE LAGALE	270 564,37
. REPORT A NOUVEAU	-5 296 064,29
. RESULTAT NET DE L'EXERCICE	14 582 327,59
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	129 556 827,67
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	
. FOURNISSEURS	143 278,32
. ETAT TVA EXIGIBLE	1 622 877,94
. COMPTES D'ASSOCIES	1 812 330,33
. AUTRES CREANCIERS	67 968,00
. COMPTE DE REGULARISATION PASSIF	857 315,98
TOTAL	4 502 465,57
TRESORERIE PASSIF	31 558 405,77
TOTAL GENERAL	165 620 004,01



COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
COMPARE

	31.12.98
PRODUITS D'EXPLOITATION	
CHARGES D'EXPLOITATION	
. Autres charges externes	1 733 568,24
. Impôts et taxes	915,00
. Dotations d'exploitation	42 077,42
Total	1 776 560,66
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 776 560,66
PRODUITS FINANCIERS	
. Produits des titres de participation	5 307 867,00
. Intérêts et autres produits financiers	5 031 326,77
. Reprises financières	1 001 229,16
Total	11 340 422,93
CHARGES FINANCIERES	
. Charges d'intérêts	2 457 665,12
. Autres charges financières	166 712,00
. Dotations financières	3 377 618,39
Total	6 001 995,51
RESULTAT FINANCIER	5 338 427,42
RESULTAT COURANT	3 561 866,76
PRODUIT NON COURANT	
. Produits de cessions d'immobilisations	17 979 250,00
. Autres produits non courants	6 813,83
Total	17 986 063,83
CHARGES NON COURANTES	
. Valeurs nettes d'amortissement des immob.	5 755 704,00
. Autres charges non courantes	
Total	5 755 704,00
RESULTAT NON COURANT	12 230 359,83
RESULTAT AVANT IMPOTS	15 792 226,59
IMPOTS (Cotisation minimale)	1 209 899,00
RESULTAT NET	14 582 327,59



BILAN AU 31/12/1998 (en D.H.)

ACTIF	Exercice 1998 Net	Exercice 1997 Net	Exercice 1996 Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS		114.823,33	47.939,2
♦ Frais préliminaires	88.280,72	114.823,33	47.939,2
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	352.906,45	103.099,74	-
M.M.B. et divers	352.906,45	103.099,74	-
TOTAL	441.187,15	217.923,07	47.939,2
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	26.818.657,04	10.627.544,65	480.698,4
♦ Clients et comptes rattachés	26.627.463,88	10.646.508,67	470.566,2
♦ Personnel	-	0,08	-
♦ Etat	161.193,16	26.035,90	10.132,2
♦ Cptes de régularisation - Actif	30.000,00		
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT			2.500.000,0
TOTAL	26.818.657,04	10.672.544,65	2.980.698,4
TRESORERIE ACTIF	81.818,40	171.909,83	1.997.705,5
♦ Banques	81.818,40	171.909,83	1.997.705,5
TOTAL GENERAL	27.341.725,62	11.062.377,60	5.026.343,2

SAFACRED
 Groupement
 12, Place d'Alger
 Tél : (07) 70.54.65
 Fax : (07) 70.54.65
 Alger, Rebat



AP

BILAN AU 31 12 1998 en DH)

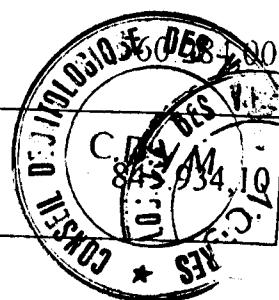
<u>PASSIF</u>	1998 Exercice	1997 Exercice -1	1996 Exercice -2
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
♦ Capital Social	10.000.000,00	10.000.000,00	5.000.000
♦ Réserves Légales	2.276,22	2.276,22	2.276
♦ RAN	18.498,80	18.498,80	18.498
♦ Résultat net en instance d'affectation	646.567,72	5.505,38	270
♦ Résultat net de l'exercice	845.934,10	641.062,34	5.235
TOTAL	11.513.276,84	10.667.342,74	5.026.280
<u>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</u>			
♦ Fournisseurs et comptes rattachés	731.251,90	43.600,00	
♦ Clients créditeurs, avances et acomptes	1.952,72	1,98	
♦ Personnel	28.950,45	-	
♦ Organismes Sociaux	16.764,77	1.444,98	
♦ Etat	331.070,45	349.987,90	62,8
♦ Autres Créanciers	64.496,11		
TOTAL	1.173.586,44	395.034,86	62,8
TRESORERIE	14.654.862,34		
TOTAL GENERAL	27.341.725,62	11.062.377,60	5.026.343,2

SAFACRED صفا كريد
 Groupe UDE
 17, Place d'Alcouites, Rabat
 Tél : (07) 70.63.40 / 72.10.69
 Fax : (07) 70.54.65



COMPTES DES PRODUITS ET CHARGES
AU 31/12/1998 (EN DHS)

	31/12 1997	31/12/1998
I. Produits	1.021.722,77	2.647.930,87
II. Charges	158.316,75	
Achats consommés	3.760,00	464.449,67
Autres charges externes	35.552,07	166.608,37
I.T.	915,00	2.180,00
F.P.	105.527,26	240.808,51
Dot. D'exploitation	12.562,42	345.901,38
III. Résultat d'exploitation	863.405,35	1.427.982,94
IV. Autres Produits	143.232,00	389.533,32
V. Charges financières	19.093,20	472.739,67
VI. Résultat financier	124.138,80	-83.206,15
VII. Résultat courant	987.544,15	1.344.776,79
VIII. Résultat non courant	840,75	61.441,31
IX. Résultat avant impôt	986.703,40	1.406.218,10
X. I.S.	345.641,06	608.480,00
XI. Résultat net	641.062,34	843.934,10

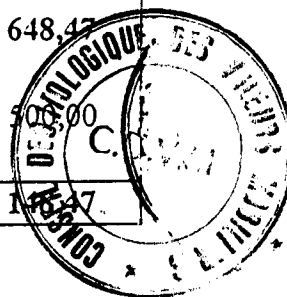


SOMADET

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
AU 31/12/1998

En DH

	1998
PRODUITS D'EXPLOITATION	96 000,00
CHARGES D'EXPLOITATION	963 784,06
. Autres charges externes	705 726,20
. Impôts et taxes	915,00
. Autres charges externes	257 142,86
. Dotations d'exploitation	-
RESULTAT D'EXPLOITATION	867 784,06
PRODUITS FINANCIERS	2 400 132,40
. Intérêts et autres produits financiers	207 177,40
. Reprise financière	2 192 955,00
CHARGES FINANCIERES	1 415 295,79
. Charges d'intérêts	
. Autres charges financières	
. Dotations financières	1 415 295,79
RESULTAT FINANCIER	984 836,61
RESULTAT COURANT	117 052,55
RESULTAT NON COURANT	752 595,92
RESULTAT AVANT IMPOTS	869 648,47
. Impôts sur les sociétés	1 500,00
RESULTAT NET	868 148,47



SOMADET

BILAN AU 31/12/1998

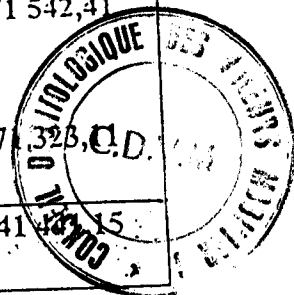
En DH

PASSIF	1998
CAPITAUX PROPRES	
. Capital social	15 610 000,00
. Réserve légale	500 312,86
. Autres réserves	453 885,56
. Report à nouveau	36 214,46
. Résultat net de l'exercice	868 148,47
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	17 468 561,35
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	14 872 879,80
. Fournisseurs	3 000,00
. Etat	165 202,59
. Comptes d'associés	13 818 407,42
. Autres créanciers	886 269,79
TOTAL GENERAL	32 341 441,15



En DH

ACTIF	1998
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	67 053,50
Amortissements	67 053,50
MONTANT NET	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	
. Terrain	428 651,42
. Installations techniques	20 663,58
. Total brut	449 315,00
AMORTISSEMENTS	20 663,58
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	428 651,42
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 156 955,00
. Prêts immobilisés	71 720,00
. Autres créances financières	17 733 750,00
. Titres de participations	17 805 470,00
. Total brut	4 135 545,79
. Provisions titres de participations	13 669 924,21
. Total net	14 098 575,63
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	
. Etat	12 870,00
. Autres débiteurs	9 558 672,41
Total	9 571 542,41
TRESORERIE ACTIF	
. Banque	8 671 323,15
TOTAL GENERAL	32 341 427,15



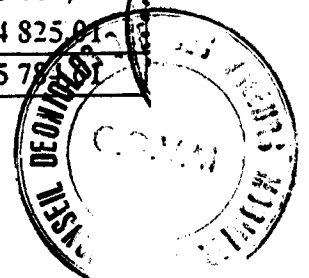
BILAN AU 31/12/98

PASSIF	1998
CAPITAUX PROPRES	
. Capital social	4 600 000,00
. Réserve légale	232 547,26
. Autres réserves	95 800,00
. Report à nouveau	9 870 671,32
. Résultat net de l'exercice	327 521,79
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	4 614 802,27
DETTES DE FINANCEMENT	6 355 339,34
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	
. Fournisseurs	3 500,00
. Etat	100 000,00
. Comptes d'associés	1 523 919,91
. Autres créanciers	1 966 060,10
. Compte de régularisation passif	283 647,48
Total	3 877 127,49
TRESORERIE PASSIF	
. Banque	438 120,05
TOTAL GENERAL	6 055 782,61



En DH

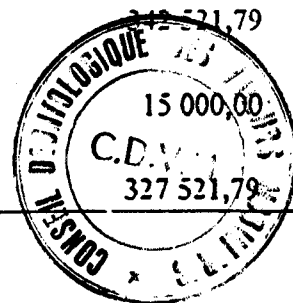
ACTIF	1995
IMMOBILISATIONS EN	-
NON VALEURS NETTES	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
BRUTES	
. Terrain	242 852,22
. Constructions	10 856 078,13
. Installations techniques, matériel et outillage	2 749 395,98
. Matériel transport	11 500,00
. Mobilier matériel de bureau et aménagements	10 432 492,60
TOTAL	24 292 318,93
AMORTISSEMENTS	22 846 649,97
IMMOBILISATIONS CORPOR.	1 445 668,96
NETTES	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
. Autres créances financières	125 342,44
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 571 011,40
STOCKS	-
CREANCES DE L'ACTIF	4 119 948,20
CIRCULANT	
. Etat	570 228,20
. Autres débiteurs	2 449 720,00
. Compte de régularisation actif	1 100 000,00
TRESORERIE ACTIF	
. Banque	361 820,29
. Caisse	3 004,72
	364 825,01
TOTAL GENERAL	6 055 785,53



SAI M'DIQ

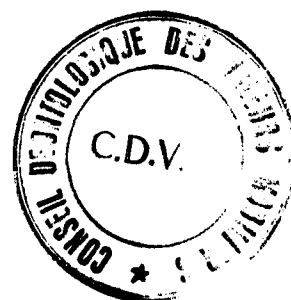
COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/98

	1998
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 727 272,73
. Loyer	2 727 272,73
CHARGES D'EXPLOITATION	1 131 943,85
. Autres charges externes	203 044,46
. Impôts et taxes	915,00
. Dotation d'exploitation amortissement	927 984,39
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 595 328,88
PRODUITS FINANCIERS	-
. Reprises financières	-
CHARGES FINANCIERES	1 149 703,83
. Charges d'intérêts	1 149 532,63
. Autres charges financières	171,20
RESULTAT FINANCIER	- 1 149 703,83
RESULTAT COURANT	445 625,05
RESULTAT NON COURANT	- 103 103,26
RESULTAT AVANT IMPOTS	342 521,79
. Impôts sur les sociétés	15 000,00
RESULTAT NET	327 521,79



COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES AU 31.12. (EN 1000 DH)

	<u>1998</u>
<u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u>	
Redevances locatives	669 675
Autres produits	6 546
<u>Total...</u>	<u>676 221</u>
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>	
Achats consommés	99 885
Impôts et taxes	764
Autres charges externes	5 520
Frais de personnel	764
Autres charges d'exploitation	9 013
Dotations	519 945
<u>Total charges</u>	<u>636 694</u>
Résultat d'exploitation	39 527
Résultat financier	239
Résultat Courant	39 766
Résultat non courant	1 557
Résultat avant impôts	41 323
I.S. ET P.S.N.	15 179
Bénéfice	26 144



« MAROC LEASING »

ANNEXE 2

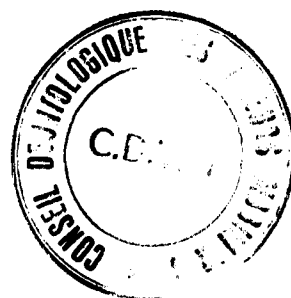
BILANS AU 31.12. EN 1 000 DH

<u>ACTIF</u>	<u>1998</u>
Frais d'établissement nets	2 944
<u>Immobilisations</u>	
Matériel prêt-bail	2 072 624
Constructions	5 059
Constructions en bail	54 699
Mob.Mat. de Bur Amenag.	3 155
Matériel de transport	184
immobilisations corpo- relles en cours	66 131

<u>TOTAL BRUT...</u>	<u>2 201 852</u>
Amortissements	1 018 331
Immobilis .nettes	1 182 972
<u>Immobilisations financières</u>	
.Prêts immobilisés	4 252
.Autres créances financières	34
.autres titres immobilise	1 000

<u>Total...</u>	<u>5 286</u>
 Total Actif immobilisé	 1191 202
<u>Créances de l'actif circulants</u>	
.clients	108 789
.Etat	19 682
.autres débiteurs	83
.comptes de régularisation	143

<u>Total...</u>	<u>128 697</u>
 <u>Trésorerie Actif</u>	
.Banque et Caisse	32 325
 <u>TOTAL ACTIF...</u>	 <u>1 352 224</u>



« MAROC LEASING »

ANNEXE 2 (SUITE)

BILAN AU 31.12.

<u>PASSIF</u>	<u>1998</u>
Capital social	106 330
Réserve légale	7 536
Prime d'émission	28 667
Réserve d'investissement	4 091
Report à nouveau	32 943
Résultat net de l'exercice	26 144

<u>Total Capitaux propres</u>	<u>205 711</u>
Dettes de financement	951 764
Provisions pour risques	3 066
Total cap permanents	1 160 541
<u>Dettes à court terme</u>	
fournisseurs	29 572
clients	16 498
Etat	13 983
Autres créiteurs	4 469
Comptes de régularisation	26 889

Total	91 411
<u>Trésorerie passif</u>	
Banques	100 272

<u>Total...</u>	<u>100 272</u>
<u>TOTAL PASSIF</u>	<u>1 352 224</u>

